N°93

à bâbord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

QUEER : UNE RÉVOLUTION FLAMBOYANTE

+ SYNDIQUER LES TRAVAILLEUR·EUSES AUTONOMES

+ CES GENS QUI M'EXPLIQUENT LA VIE

à bâbord !
REVUE SOCIALE ET POLITIQUE
N°93
AUTOMNE 2022

CLIMAT
Le gaz me donne les bleus 6
Carole Dupuis

ÉDUCATION
Élections 2022 : qui veut d'une école libertarienne ? 8
Wilfried Cordeau

ENVIRONNEMENT
Fonderie Horne : la ville au cœur de cuivre 10
Jean-Lou David

ANALYSE DU DISCOURS
Disséquer la « sensibilité » nationaliste conservatrice 13
David Sanschagrin

ANALYSE DU DISCOURS
L'inquiétante propagation du mensonge 16
Claude Vaillancourt

INTERNATIONAL
États-Unis : tueries de masse et complotisme 20
Nathalie Garceau

SORTIE DES CALES
Avortement : le Canada, un modèle ? 22
Jade Almeida

REGARDS FÉMINISTES
Ces gens qui m'expliquent la vie 24
Kharoll-Ann Souffrant

CULTURE NUMÉRIQUE
G(A)FAM : le géant des apparences 26
Yannick Delbecque

COUP D'ŒIL
Le Pakistan submergé 28

MÉMOIRE DES LUTTES
Association des travailleurs grecs du Québec, un demi-siècle de lutte 30
Entrevue avec Irène Fournaris
Propos recueillis par Isabelle Bouchard

TRAVAIL
Syndiquer les travailleur·euses autonomes 32
Entrevue avec Selena Phillips-Boyle
Propos recueillis par Isabelle Bouchard

SOCIÉTÉ
Cultiver les communs : de l'Europe au Québec 34
Marie-Soleil L'Allier et Samuel Raymond

LA LITTÉRATURE ET LA VIE
Wu Ming en Russie soviétique 64
Anthony Glinoer

CUTLURE
À tout prendre ! 66
Ramon Vitesse

Recensions 68

36

DOSSIER

QUEER : UNE RÉVOLUTION FLAMBOYANTE

Dossier coordonné par Philippe de Grosbois, Eve Martin Jalbert etAlexis Ross
Illustré par Collages Féminicides Montréal

Glossaire 40

Le point de départ des Fiertés était une émeute 41
Jade Almeida

Vivre au bord du précipice du monde 45
Pierre-Luc Landry

« L'art drag, c'est un art queer » 47
Entrevue avec Mélodie Noël Rousseau et Geneviève Labelle
Propos recueillis par Philippe de Grosbois

La langue française est straight 50
Arianne Des Rochers

Analtochtone 52
Joshua Whitehead, traduit par Arianne Des Rochers

L'intersectionnalité est une exigence stratégique 54
Judith Lefebvre

Cinq phrases pour embrasser les écologies queers 57
Eve Martin Jalbert

Incarner une meilleure solidarité 60
Entrevue avec Élyse Bourbeau
Propos recueillis par Isabelle Bouchard et Alexis Ross

ToutEs ou pantoute 62
Entrevue avec Laurie La Fée Perron et Alexandra Turgeon
Propos recueillis par Alexis Ross

ÉDITORIAL

LA CAQ : LE GRAND PARADOXE

À la veille des élections, le collectif *À Bâbord!* ne pouvait ignorer les quatre années du premier gouvernement de la CAQ. Le bilan de ces dernières nous confronte à un étrange paradoxe : comment un gouvernement aussi médiocre réussit-il à être si populaire? Comment expliquer que les sondages demeurent toujours à son avantage alors que ses réalisations sont si restreintes et si contestables?

À bien y regarder, le bilan de la CAQ est affligeant. Sa gestion de la santé s'avère déplorable, avec des résultats parmi les pires en Occident concernant la première vague de la COVID-19 et dans son incapacité, entre autres, à assurer à la population ne serait-ce que des médecins de famille en nombre suffisant. À l'ère de l'urgence climatique, ce parti retarde le plus possible l'imposition de mesures efficaces contre le réchauffement climatique. Son implication pour protéger l'environnement est minimaliste, malgré les appels d'une grande partie de la population à en faire davantage. La CAQ ignore le problème du manque de logements accessibles ou abordables, et refuse d'utiliser le mot « crise » pour en parler. Elle a remis aux calendes grecques sa promesse d'établir un mode de scrutin proportionnel. Elle a attaqué et affaibli les lois du travail dont le saccage du régime de santé et de sécurité du travail. De la petite enfance à l'université, la CAQ n'a eu aucun plan sérieux pour l'éducation : elle laisse derrière elle des listes d'attente historiques dans les services de garde, un parc d'écoles défraîchi, un réseau d'enseignement secondaire plus inéquitable que jamais, une structure scolaire opacifiée, un taux de décrochage qui repart à la hausse et un réseau postsecondaire sans projet. La CAQ s'occupe de la protection de la langue française de façon manipulatrice et superficielle. Elle s'est montrée frileuse, peu compatissante et calculatrice en matière d'immigration. Elle refuse de reconnaître, voire de discuter du racisme systémique, mais a favorisé le recours au programme des travailleur·euses étranger·ères temporaires, véritable vecteur d'exploitation digne du XIX^{e} siècle. Son attitude est trop souvent celle d'un boys club, où des femmes ministres ont tout simplement été poussées vers la sortie, tandis que leurs collègues masculins ont échappé à ce sort, malgré leur incurie, et où des opposantes politiques sont ridiculisées (Dominique Anglade se faisant appeler « cette madame »). Et bien sûr, n'oublions pas sa législation phare, l'odieuse loi 21, qui, loin de renforcer la laïcité, a aggravé la marginalisation des femmes musulmanes sous prétexte qu'« *au Québec, c'est comme ça qu'on vit* ».

Le seul vrai grand projet de la CAQ est son troisième lien à Québec, un tunnel aussi pharaonique que dommageable pour l'environnement et outrageusement coûteux, et auquel ses candidat·es aux élections doivent absolument prêter serment d'allégeance. Son manque de vision correspond à l'image de son chef, François Legault, dont l'apparente bonhommie et les discours simplistes révèlent à quel point il n'est que véritablement sensible aux besoins des entrepreneurs de tout acabit et à sa performance dans les sondages.

La grande popularité de ce parti se maintient envers et malgré tout. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce mystère. Parmi celles-ci, la chute des deux partis de l'alternance du pouvoir depuis 1970, le Parti libéral et le Parti québécois, a laissé une grande place à ce parti de droite aux allures faussement modérées, faisant le compromis de ce léger déplacement pour prendre le pouvoir. Avec l'écroulement de la confrontation entre fédéralistes et souverainistes, la CAQ joue la fibre nationaliste, mais sans se lancer dans un projet aussi périlleux que l'indépendance du Québec. À la place, elle s'appuie sur la fierté d'être québécois·e par l'entremise d'un discours identitaire de plus en plus sclérosé et grossier.

Cette pierre angulaire idéologique doit nous inquiéter. Le discours de la CAQ dissimule peut-être mal ses mauvaises réalisations, mais il catalyse le chauvinisme et la réaction, rendant de plus en plus difficile le travail des forces progressistes. Notre défi sera de constamment remettre à l'avant-plan le bilan négatif de ce gouvernement et de révéler ce qu'il cache : un provincialisme grossier à la solde du capital. Après le calme forcé par les confinements covidiens, il faut au plus vite retrouver l'énergie pour tenir à l'œil et dresser un front contre un parti dont le chef a dit préférer s'associer à Maurice Duplessis qu'aux *wokes*.

Le collectif de rédaction

Un espace ouvert pour le débat politique et l'intervention sociale

info@ababord.org

www.ababord.org

Facebook : revueababord

Twitter : @revueababord

à bâbord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

La revue *À bâbord !* est une publication indépendante, sans but lucratif, paraissant quatre fois par année depuis sa fondation en 2003. Elle est éditée par des militantes et des militants de toutes origines, proposant une révolution dans l'organisation de notre société, dans les rapports entre hommes et femmes et dans nos liens avec la nature. La revue a pour but d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. *À bâbord !* veut appuyer les efforts de celles et ceux qui dénoncent les injustices et organisent la rébellion.

Condition d'utilisation des articles de la revue

À bâbord! valorise la libre circulation et le partage des idées critiques. De même, il est fondamental que toute reproduction d'une partie ou de la totalité d'un article publié dans la revue par les auteur·trices respecte les règles de l'art en matière d'intégrité intellectuelle. Conséquemment, les articles de la revue peuvent être reproduits à condition d'en citer la source.

COLLECTIF DE RÉDACTION

Pierre Avignon, Valérie Beauchamp, Myriam Boivin-Comtois, Isabelle Bouchard, Wilfried Cordeau, Philippe de Grosbois, Yannick Delbecque, Francis Dolan, Elisabeth Doyon, Miriam Hatabi, Viviana Melisa Isaza Lescano, Audrée Lafontaine, Isabelle Larrivée, Samuel-Élie Lesage, Mat Michaud, Jacques Pelletier, Samuel Raymond, Alexis Ross, Camille Simard, Claude Vaillancourt, Ramon Vitesse

COMITÉ D'ÉDITION

Valérie Beauchamp, Miriam Hatabi (secrétaire de rédaction), Isabelle Larrivée, Samuel-Élie Lesage, Mat Michaud, Jacques Pelletier, Alexis Ross, Camille Simard, Ramon Vitesse

COLLABORATIONS SPÉCIALES

Jade Almeida, Élyse Bourbeau, Jean-Lou David, Arianne Des Rochers, Carole Dupuis, Maël Foucault, Irène Fournaris, Nathalie Garceau, Anthony Glinoer, Ollivier Hubert, Eve Martin Jalbert, Marie-Soleil L'Allier, Geneviève Labelle, Eve-Marie Lacasse, Laurie La Fée Perron, Pierre-Luc Landry, Judith Lefebvre, Mélodie Noël Rousseau, David Sanschagrin, Kharoll-Ann Souffrant, Valentin Tardi, Alexandra Turgeon, Joshua Whitehead

PRODUCTION ET INFOGRAPHIE

Anne-Laure Jean

VISUELS

Couverture : Florence et Collages Féminicides Montréal, à partir de photos d'André Querry. Cassandra Cacheiro, Marine CC , Collages Féminicides Montréal, Elisabeth Doyon, Katya Konioukhova, Marie-Raphaëlle Leblond, Al Nadeau-Farley, Oxfam international, Bernard Spragg, Ramon Vitesse.

La revue *À bâbord !* est imprimée par **Héon & Nadeau Ld**

La revue est archivée numériquement par Érudit **erudit.org** et par Les classiques des sciences sociales **classiques.uqac.ca**

Le site de la revue est hébergé par **Koumbit.org**

À bâbord !
Revue À bâbord !
Montréal
N° 93 - Octobre 2022
4 fois par année
(Imprimé) ISSN 1710-209X | ISBN 978-2-925225-04-1
(En ligne) ISSN 1710-2103 | ISBN 978-2-925225-05-8

Dépôt légal bibliothèque nationale du Québec.
Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Canada

érudit

La revue *À bâbord !* est disponible sur Érudit !

www.erudit.org
/fr/revues/babord/

NUMÉRO 93

Retrouvez toutes les informations sur notre site Web et notre page Facebook !
ababord.org / revueababord

LES BRÈVES

LORRAINE, LA SUPER MILITANTE

Lorraine Guay occupait dans le paysage militant au Québec une place à part : celle d'une femme qui semblait avoir toujours raison, et qui savait défendre ses idées d'un ton tellement posé, de façon tellement bien argumentée, qu'on ne pouvait que reconnaître la justesse de ses propos. Sans oublier sa force tranquille, sa persévérance, qui donnaient l'impression que même les causes les plus difficiles ne viendraient jamais à bout d'elle.

Lorraine nous a quitté·es au début de l'été, laissant un grand vide derrière elle. Nous la saluons et la remercions de nous avoir si bien donné l'exemple.

DÉPART ET ARRIVÉES

Le collectif de rédaction de la revue tient à souligner le départ d'Alexis Ross du poste de secrétaire de rédaction qu'il occupait ces dernières années. Alexis est arrivé dans l'équipe à un moment important de notre vie collective, alors que nous étions en refondation. Sa délicatesse, son humour, sa pertinence et surtout son sens du politique ont grandement contribué au prolongement des idées de la revue. Pour notre plus grand plaisir, il reste à la revue et notamment au comité d'édition. Nous n'avons plus de mots pour le remercier d'être parmi nous !

Avec des compétences sans pareil, notamment dans la compréhension et l'analyse des enjeux sociaux et politiques, une douceur remarquable et un sens de la clarté hors du commun, Miriam Hatabi accepte de jouer à son tour le rôle de secrétaire de rédaction. Elle qui était déjà au comité de rédaction depuis quelques années et qui, notamment, assurait la révision de la revue. En vingt ans, elle sera la première femme à remplir cette fonction. Bienvenue, chère Miriam, et merci infiniment de te porter volontaire !

L'équipe de la revue est aussi fière d'accueillir en son sein quatre nouveaux membres. Il s'agit d'Audrée Lafontaire, Viviana Melisa Isaza Lescano, Wilfried Cordeau et Samuel-Élie Lesage. Celles-ci et ceux-ci viennent bonifier et compléter l'équipe de feu de votre revue.

LE GAZ ME DONNE LES BLEUS

Carole Dupuis

« *On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels* », écrivait Anatole France en 1922 dans *L'Humanité*, au sujet de la guerre. « *On croit mourir à cause de l'emballement du climat ; on meurt à cause des industriels* », pourront dire nos enfants, si la tendance se maintient. Les stratégies gazières qui se mettent en place au Québec illustrent de manière troublante la primauté des intérêts industriels sur la vie.

Environ 80 % du gaz qui est brûlé au Québec pourrait être remplacé par l'électricité. Eh oui : alors que la planète en feu hurle l'urgence de se libérer des énergies fossiles, environ 200 000 bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels demeurent inexplicablement chauffés au gaz, au pays de René Lévesque. Et près de 2 000 branchements se sont encore ajoutés entre octobre 2021 et juillet 2022 ! D'importants volumes de gaz servent également à des procédés industriels dont la conversion à l'électricité ne présente aucun défi technique particulier.

Électrifier ces usages permettrait de réduire de neuf mégatonnes (sur 12) les émissions de gaz à effet de serre attribuables au gaz naturel, ce qui améliorerait le bilan carbone total du Québec de plus de 10 %. Cela pourrait se faire en une quinzaine d'années : il suffirait d'interdire l'installation d'équipements au gaz dans tous les cas où l'électricité peut rendre le service énergétique attendu, qu'il s'agisse de nouveaux équipements ou du remplacement d'équipements en fin de vie.

Quand on pense que les émissions totales de GES du Québec ont reculé d'à peine 2,7 % en près de 30 ans, malgré les milliards dépensés par les gouvernements, il est difficile d'imaginer une bonne raison de se priver d'une telle réglementation qui compenserait au moins partiellement la lenteur de la décarbonation d'autres secteurs. Or, vous ne trouverez aucun document en ce sens dans les cartons de nos gouvernements. C'est là une des raisons pour lesquelles la petite flamme bleue adoptée il y a 20 ans par le principal distributeur gazier du Québec ne me fait plus danser la bossa-nova.

TARTUFFERIE CLIMATIQUE AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

Le deuxième motif de consternation, relativement au gaz naturel, est l'importance des ressources collectives consacrées à des stratégies alambiquées qui nous éloignent de nos cibles climatiques tout en se donnant l'air de vouloir nous en rapprocher.

L'offre biénergie parrainée conjointement par Hydro-Québec et Énergir en est un excellent exemple. En vertu de cette offre, présentement réservée au marché résidentiel[1], les ménages qui ont un système de chauffage central au gaz sont invités à convertir leur système à la biénergie afin que l'électricité devienne leur principale source d'énergie pour le chauffage et que le gaz naturel ne soit consommé qu'en période de pointe hivernale.

Intuitivement attrayante, l'offre de biénergie n'en a pas moins été vertement critiquée par des environnementalistes et des scientifiques, et pour cause : elle est incompatible avec les objectifs climatiques du Québec. Alors que, tel que mentionné, l'abandon du gaz naturel dans tous les usages convertibles permettrait de diminuer les émissions totales de GES du Québec de plus de 10 %, les chercheurs de l'Institut de l'énergie Trottier estiment que le programme de biénergie ne permettra, au mieux, qu'une réduction de 0,6 %. Il aura aussi pour effet de verrouiller la dépendance du Québec à l'égard du gaz pour des décennies et de compromettre l'atteinte de la carboneutralité en favorisant le renouvellement d'équipements de chauffage au gaz naturel qui devraient simplement être mis de côté à la fin de leur vie utile.

Le règlement qui exige l'injection d'un pourcentage minimal de gaz naturel renouvelable (GNR) dans le réseau gazier est aussi une ingénieuse supercherie. Initialement adopté en 2019, ce règlement fait présentement l'objet d'une mise à jour qui introduit le concept de « gaz de source renouvelable » (GSR), incluant non seulement le GNR, mais aussi l'hydrogène vert, et porte de 5 % en 2025 à 10 % en 2030 la part des GSR devant circuler dans le réseau gazier.

Tout est problématique dans ce règlement. D'abord, l'idée même d'exiger l'injection de 10 % de GSR dans le réseau signifie en clair assurer une continuation de la consommation massive (90 %) de gaz fossile, issu principalement de la fracturation, pour des besoins qui pourraient rapidement et facilement, pour la plupart, être comblés par l'électricité.

Ensuite, produire du gaz qui sera brûlé est dans bien des cas le pire usage qu'on puisse faire de la biomasse résiduelle. Pour respecter les limites biophysiques des écosystèmes, préserver les milieux naturels et la biodiversité, éviter de concurrencer la production alimentaire et les usages plus écologiques de la biomasse résiduelle comme le compostage, en cette période sombre pour la santé de la nature, il est essentiel que le GNR soit produit en quantité limitée et réservé à des usages pour lesquels le gaz est irremplaçable (les usages dits « sans regret »).

Produire de l'hydrogène vert pour le mélanger à du gaz fossile servant principalement à des usages électrifiables serait encore plus absurde, si cela est possible, car l'électricité dépensée pour produire l'hydrogène est beaucoup plus grande que l'énergie contenue dans l'hydrogène. Le concept même est une aberration scientifique et économique.

« IT'S THE INDUSTRY, STUPID! »

Ces stratégies vous semblent rocambolesques? Elles deviennent tout à fait limpides quand on les analyse du point de vue de l'industrie et quand on sait qu'elles sont assorties de généreuses contributions du trésor public, notamment par l'entremise du fonds Capital ressources naturelles et énergie (CRNE), doté d'une enveloppe de 1 milliard $, et du Programme de soutien à la production de gaz naturel renouvelable (PSPGNR).

En fait, la raison pour laquelle il «faut» préserver le réseau gazier le plus longtemps possible, en le légitimant notamment par l'offre de biénergie et le verdissement partiel du combustible, est fort simple: si on cessait de brûler du gaz pour 80% des usages actuels, les grandes industries dont les procédés ne sont pas facilement convertibles à l'électricité devraient assumer seules les coûts du réseau gazier en attendant de pouvoir compter sur de nouveaux procédés ou sur des gaz de source renouvelable. Or, selon une étude réalisée à HEC Montréal, «*l'électrification des marchés Résidentiel et Affaires évincerait (sic) 91% des revenus de distribution du gaz naturel au Québec et entraînerait nécessairement la clientèle industrielle dont les usages sont non convertibles vers une "spirale de la mort" puisque les quelques grands consommateurs de gaz naturel restants ne seraient sans doute pas en mesure de soutenir l'augmentation tarifaire causée par le départ des autres clients.*»[2]

Doublement futées, les stratégies gazières du gouvernement (peut-être aidé par les quelque 140 lobbyistes inscrits d'Énergir?) permettent aussi de brouiller le message des scientifiques et des écologistes qui ont bien du mal à expliquer, en «lignes de com» de 20 mots, pourquoi ils et elles s'opposent à des mesures de réduction des émissions de GES. De plus, comme le développement du GNR et de l'hydrogène vert est coûteux, ces stratégies justifient de siphonner des fonds publics destinés à la décarbonation vers des filières dont la contribution à la lutte au réchauffement climatique restera toujours marginale, mais dont nos quelques grandes industries auront besoin pour poursuivre leurs opérations quand la consommation de gaz fossile ne sera vraiment plus admise.

L'industrie ou la vie? Le choix est clair. Repose en paix, Anatole France.

Illustration: Ramon Vitesse

1. Une offre pour les secteurs commercial et institutionnel devrait être déployée dans les prochains mois, sous réserve de l'approbation de la Régie de l'énergie.

2. HEC Montréal, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, *Rapport d'étude nº 01-2020, Électrification des usages du gaz naturel au Québec : analyse des impacts économiques*, Alexandre Paradis Michaud, étudiant à HEC Montréal, sous la supervision de Pierre-Olivier Pineau, titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal (PDF).

ÉLECTIONS 2022

QUI VEUT D'UNE ÉCOLE LIBERTARIENNE ?

Wilfried Cordeau

La campagne électorale bat son plein et les idées fusent de toutes parts. Le champ de l'éducation n'est pas en reste, puisque s'y joue l'avenir de notre société, et s'y dispute la vision que chaque formation politique s'en est donnée. Résolument libertarien, le Parti conservateur du Québec (PCQ) veut parachever la marchandisation du modèle scolaire québécois.

Chantre des libertés individuelles et de la droite décomplexée, Éric Duhaime aura fort à faire pour convaincre la population que son plan en éducation[1] tient la route, qu'il répond à de vrais problèmes en y apportant des solutions tangibles et, surtout, structurantes pour la jeunesse et la société québécoises.

L'OPPRESSION PAR L'ÉTAT SOCIAL

Pour le PCQ, les problèmes en éducation sont à l'image de ceux qui affligent la société québécoise et se résument à peu de choses : un État omnipotent et oppressant, des règles excessives, un système sclérosé, incapable d'innover, uniformisant, privant l'individu de sa précieuse liberté de choix et d'initiative. Au final : un système inefficace et inutilement coûteux, qui prend tout le monde en otage ; des familles privées de places à cause de services de garde trop encadrés ; des élèves décrochant à cause d'une école trop commune et de programmes scolaires uniformes ; des enseignant·es dépossédé·es de leur intelligence et de leur autonomie professionnelles par des conventions collectives sauvagement imposées par des syndicats ; des étudiant·es privé·es de conférences palpitantes et d'un « parcours académique normal » par des associations à la solde de *wokes* avides de *cancel culture* etc. Surfait, le récit est tristement folklorique et le tour des problèmes est aussi vite fait que prévisible.

LA LIBERTÉ PAR LE MARCHÉ

Pour les libertariens, seule la *liberté* peut déconstiper le système. Pour le PCQ, celle-ci réside dans le pouvoir de tout individu d'exprimer sans contrainte un choix dans un rapport d'offre et de demande. Et, bien plutôt qu'un système régi, régulé et organisé par des instances centrales, fussent-elles démocratiques et redevables à la population, la liberté de choix est garantie par le marché, antithèse de la bureaucratie.

Pour se délivrer de l'étatisme, la recette libertarienne est simple : définancement, décentralisation, déréglementation, tarification, privatisation, mise en concurrence de tous les agents. Ainsi, le PCQ se donne pour tâche d'accélérer la marchandisation de l'éducation de la petite enfance à l'université, car le marché seul sauvera le système, en déformant ses modes de régulation pour plus de compétition, et donc de liberté de choix.

FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX

Depuis une cinquantaine d'années, les idées libertariennes en matière d'éducation au Québec se résument essentiellement à une poignée de propositions : abolir les commissions scolaires, instaurer des bons d'éducation (*school vouchers*) et des écoles à charte (*charter schools*), rémunérer le corps enseignant au mérite, abolir les cégeps (en tout ou en partie), déréglementer les frais de scolarité universitaires. Bien que flirtant avec les deux dernières[2], le parti d'Éric Duhaime a tout misé cette fois sur les trois premières pour une marchandisation radicale des services de garde éducatifs et du réseau primaire et secondaire.

En proposant des allocations hebdomadaires (200 $) ou des bons d'éducation, le PCQ prétend octroyer aux parents la liberté de choisir l'établissement le plus apte à fournir des services répondant aux besoins et aspirations de leurs enfants. En contrepartie, il mettrait fin aux subventions et tarifs réduits des garderies et des CPE, aux guichets uniques, à l'obligation de fréquenter l'école de quartier,

Photo : Bernard Spragg (CC0 1.0)

à l'uniformité du programme général de formation, etc. Tous mis en concurrence, les établissements devront rivaliser d'innovation (gage de qualité pour les libertariens) pour attirer et fidéliser ces clientèles, et demeurer ouverts selon la loi de l'offre et de la demande. Afin de pouvoir moduler leur produit au gré de la demande, le PCQ propose de transférer vers les écoles publiques des pouvoirs de gestion supplémentaires (financement, embauche, immeubles) et même en matière curriculaire, pour les doter de véritables dirigeants d'entreprises scolaires, redevables à des conseils d'administration locaux, laissant au Ministère et aux centres de services scolaires une fonction minimaliste de pilotage.

Bien plus qu'une nouvelle vague de décentralisation, c'est un éclatement des réseaux de services de garde et scolaires, doublé d'une marchandisation, que propose le PCQ. Puisse-t-on y ajouter d'autres entités privées, soit pour le financement des infrastructures, soit pour des projets internes, voire la gestion des établissements, et on dope le marché. La création d'écoles à charte (*charter schools*), entièrement subventionnées par l'État, mais opérant comme des entreprises privées (selon les variantes, elles peuvent même être à but lucratif ou possédées par des entités étrangères), vient y concourir.

CONTRADICTIONS ET ABSTRACTIONS INQUIÉTANTES

Le remplacement d'une régulation étatique, axée sur l'équité et la recherche du bien commun, par des dynamiques de marché ne manque pas d'inquiéter. Mais les priorités du programme conservateur soulèvent d'importantes préoccupations qui dépassent l'idéologie, puisqu'elles font fi d'enjeux actuels et fondamentaux, la rareté de la main-d'œuvre dans tous les corps d'emploi n'étant pas le moindre.

Alors que la supériorité de l'encadrement et des services dispensés par les CPE pour le développement des jeunes enfants sur les garderies privées non subventionnées n'est plus à démontrer, le PCQ propose d'abolir toute subvention, déréglementer les tarifs et mettre toutes les installations en compétition, sans égard à leur accessibilité. Tandis que le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) et l'UNESCO pointent du doigt la ségrégation scolaire croissante causée par la compétition entre établissements, le PCQ propose de l'exacerber. Et ce, en reproduisant le modèle marchand de pays qui ont vu s'aggraver les problèmes d'iniquités scolaires et l'instabilité de leur réseau, pour des classements aux tests internationaux (PISA au premier chef) finalement moins avantageux que le Québec et le Canada. On s'explique mal, par ailleurs, comment décentraliser vers les écoles la gestion du curriculum scolaire, des immeubles, de l'embauche et de la négociation collective pourrait aider les directions locales à se libérer de la paperasse et de la bureaucratie, à résoudre la pénurie de personnel scolaire et à disposer de plus de temps pour assumer un quelconque leadership pédagogique… Enfin, l'imposition de 30 minutes d'éducation physique par jour, au nom du bien commun (la santé publique qui plus est), à un réseau d'écoles autonomes et libres de leur gestion ne sonne-t-il pas comme une intervention centrale, planifiée, contraignante et liberticide?

UN INSTRUMENT DE DÉSOLIDARISATION ?

Les libertariens ne s'intéressent généralement pas à ce que fait ou transmet l'école, à sa mission culturelle, mais plutôt à sa manière de le faire. L'efficience du système, l'optimisation des résultats au moindre coût public sont de fait leur principal intérêt. L'enjeu concerne la production de la marchandise scolaire, ce qu'elle vaut, et non ce qu'elle contient. Ainsi, le PCQ ne propose pas d'orientations aux programmes. Tout au plus veut-il valoriser la « culture de l'effort et de la rigueur » et renforcer les apprentissages de base, tout en poursuivant la dérégulation de l'offre curriculaire (options au primaire, couleurs locales et projets particuliers). Exit la culture générale et commune.

Il est à redouter que l'école libertarienne se présente moins comme un projet de société à portée culturelle que comme le rouage d'une société désolidarisée et marchandisée jusque dans sa psyché. L'autonomie à développer chez l'individu serait celle de pouvoir exercer sa rationalité instrumentale et économique dans un univers adulte dominé par le langage du marché. Dans un système aspirant à la compétition entre tous, l'école doit cultiver chez l'individu sa liberté de s'organiser pour faire cavalier seul et survivre (« réussir »), car tout sera en place pour l'abandonner à lui-même. Responsabilisés devant leurs options, les bons citoyens seront ainsi libres de se désolidariser de tout, de s'atomiser et de ne plus faire système ni société puisque *There's no such thing as a society*…

RISQUE DE TEMPÊTE ?

Au mieux complètement hors champ et déconnecté, au pire reflet d'une méconnaissance et d'un mépris profonds pour les défis immédiats et structurels réels et démontrés que vivent les gens sur le terrain depuis des années, le programme du PCQ s'enlise dans un positionnement obstinément idéologique, qui soumet de faux problèmes à des solutions radicales, quand il ne propose pas d'ajouter de l'huile sur le feu des iniquités sociales.

Dans sa position actuelle, le PCQ aspire certainement moins au pouvoir à court terme – il serait bien mal pris – qu'à faire son entrée au Parlement. Stratégie de la tête de pont qui fut un temps bénéfique à l'ADQ, et Duhaime en sait quelque chose. Le véritable danger que nous enseigne cet exemple historique réside non seulement dans le potentiel de martèlement et d'implantation de son programme dans l'espace public que lui offrirait l'accès à l'enceinte parlementaire, mais surtout dans l'écoute qu'il pourrait réussir à obtenir d'un gouvernement qui partage avec lui les mêmes racines, valeurs et électeurs, et qui a tendance à gouverner au gré du vent… Seule une véritable offensive sur le fond permettra de contrecarrer cette éventualité. abi

1. Voir PCQ (2021), *Propositions adoptées. Congrès national. 20 et 21 novembre 2021*, p. 65-77 et PCQ (2022), Liberté 22. Plateforme, p. 62-65.

2. PCQ (2019), *Programme 2019*, p. 21-27.

Une enfant tenant un tambourin lors d'un rassemblement à la Place de la Citoyenneté à Rouyn-Noranda. Photo : Marie-Raphaëlle Leblond.

FONDERIE HORNE

LA VILLE AU CŒUR DE CUIVRE

Jean-Lou David

Le verdict est tombé à Rouyn-Noranda le 15 août dernier : les émissions d'arsenic dans l'air de notre ville seront tolérées jusqu'à cinq fois au-dessus de la norme prévue par la Santé publique. L'échéancier de cinq ans ne prévoit aucune cible intermédiaire précise pour contraindre Glencore à abaisser ses rejets toxiques dans l'air d'ici là. Les Rouynorandien·nes, décidément, devront boire la coupe jusqu'à la lie.

Il y a une chose que les gens de l'extérieur ont du mal à comprendre. Parler contre la fonderie, c'est parler contre Rouyn. C'est une vérité que chacun ici sent au fond de soi dès sa naissance. Les employé·es de la fonderie sont vos ami·es d'enfance, votre oncle ou tante, votre voisin·e ou votre fille ou fils. On ne médit pas contre les siens et on évoque encore moins la mort de ce qui nous a donné la vie.

Malgré le plan annoncé de réduction des émissions toxiques de la fonderie, certain·es s'écrient déjà bruyamment et refusent le compromis. Les positions se crispent de nouveau. On s'apprête à rejouer bientôt la grande scène tragique qui traverse toute notre histoire : ce n'est pas la première fois que la fonderie divise notre communauté. On regarde alors au fond de soi comme dans le puits noir d'une ancienne mine. On ne sait jamais ce qui risque d'en remonter.

Les luttes se mènent ici dans une douleur coupable. Même les allié·es de la

fonderie sont rongé·es sourdement par le doute. Les militant·es finissent par se taire, agacé·es de s'entendre eux·elles-mêmes radoter. Mais les forces de l'immobilisme, elles, n'ont jamais cessé de piocher à la même inépuisable veine.

Parler contre la fonderie, c'est parler contre Rouyn.

Cette croyance remonte au temps de nos grands-parents, que l'on a pourtant enterré·es, encore jeunes, depuis très longtemps déjà au Cimetière Notre-Dame. C'est une idée vieille et ennuyeuse comme la pluie (acide), et peut-être même plus vieille que les cheminées, que l'on dit pourtant éternelles. C'est une idée, en somme, très vieille, trop vieille peut-être.

ENTENDEZ-VOUS LA RUMEUR…

Des citoyen·es influent·es déclarent publiquement qu'ils et elles prendront la clé des champs, loin des nuages oranges, au Témiscamingue, là où les prés sont calmes et où il fait bon respirer. D'autres en sont encore à aiguiser leurs armes. La plupart regardent en retrait et ne savent plus très bien comment juger de la situation. Bien des gens se demandent, et non sans raison, si la réputation de notre ville n'est pas entachée durablement. La fracture va en augmentant.

Depuis peu, les bannières Facebook claquent au vent des réseaux comme les drapeaux noirs de la piraterie. Le nouveau slogan publicitaire de la ville, *Douce Rebelle*, est subverti par une formule ironique qui en choque plusieurs : *Douce Poubelle*. À Val-d'Or, Amos ou Ville-Marie, des voix plus lointaines s'élèvent pour faire entendre leur solidarité. La ville fourmille de journalistes sur lesquel·les on trébuche maintenant à tous les deux coins de ▶

Un placard portant les mots « Les écocidaires ont des noms et des adresses » est modifié afin d'en faire une menace contre les militant·es écologistes à Rouyn-Noranda. Photo : Marie-Raphaëlle Leblond

Des femmes affichent un air déçu lors du conseil de ville de Rouyn-Noranda.
Photo : Marie-Raphaëlle Leblond

rue. Les un·es évoquent la fermeture de l'usine comme s'il s'agissait d'un dépanneur et les autres nous parlent de la disparition complète d'un quartier, et avec lui les lieux chers à notre enfance. Les citoyen·nes alternent entre la stupeur et le découragement.

Rouyn donne à voir sa douleur publiquement. Certain·es estiment que là c'est un manque de dignité. Des *Mères au Front* portent un écusson vert taillé en cœur – vert comme la couleur du cuivre rouillé – et s'adressent à la mairesse en la tutoyant. Leurs filles et leurs fils sont blotti·es contre elles, inquiété·es par l'agitation. Les enfants se demandent pourquoi leurs mères pleurent. Elles sont venues parler pour la jeunesse, pour tout ce que le monde pourrait devenir.

Un militant écologiste de la première heure se prend la tête entre les mains et croit revivre un cauchemar alors qu'on évoque un appui gouvernemental dans la modernisation de la fonderie. Des médecins s'inquiètent de la prévalence potentielle de maladies aux noms imprononçables devant une assistance qui fait des yeux ronds. Une femme âgée qui a vécu toute sa vie dans le quartier Notre-Dame, adossée contre l'usine métallurgique, témoigne, à une assemblée entière, avec une simplicité qui arrache des larmes. Sa santé est compromise et elle ne veut pas mourir en sachant que les tout-petit·es pâtiront encore de la qualité de l'air.

On entend ici toutes sortes de choses dernièrement, des choses édifiantes et des plus regrettables. Notre parole s'emporte comme la rivière qui rompt son embâcle. Les débordements sont à prévoir. Mais c'est surtout à une formidable leçon de mobilisation sociale à laquelle nous ont convié·es les citoyen·nes de Rouyn-Noranda. Ceux et celles qui parlent aiment leur ville suffisamment pour transgresser un interdit qui les fait souffrir eux·elles aussi.

Parce que parfois, parler contre la fonderie, c'est aussi parler pour Rouyn.

LE SOLEIL S'EST LEVÉ SUR ROUYN

Depuis les premiers signes du printemps, quelque chose en nous cherche à naître. Notre mobilisation devient le tremplin d'une nouvelle fierté. Les villes jumelles ont renfilé leur robe des plus beaux jours. Notre indignation prend parfois la forme soudaine de l'espoir. On nous écoute de très loin. On s'enorgueillit de voir notre communauté debout et agissante. On dit maintenant partout que les gens de Rouyn ont beaucoup de courage. La multinationale est forcée de nous regarder en face. Il faudra apprendre dorénavant à nous respecter.

Notre lutte n'est pas encore terminée, mais nous voici à nouveau engagé·es dans la bataille de l'essoufflement. Notre cœur est plus large et notre sang plus oxygéné que jamais. Avec l'été qui rayonne, on respire en tout cas un air franchement plus sain. C'est celui du droit à parler enfin, et pour nous-mêmes, de ce qui nous inquiète depuis très longtemps.

Coucher de soleil sur le lac Osisko et la fonderie Horne à Rouyn-Noranda.
Photo : Marie-Raphaëlle Leblond

DISSÉQUER LA « SENSIBILITÉ » NATIONALISTE CONSERVATRICE

David Sanschagrin, politologue

Le schisme identitaire : Guerre culturelle et imaginaire québécois a été écrit par la vedette montante du nationalisme conservateur québécois, Étienne-Alexandre Beauregard[1]. Si sa thèse est faible et friable, le livre demeure toutefois intéressant, car il expose les travers du débat actuel sur l'identité.

L'ouvrage s'inscrit dans la mouvance identitaire droitiste qui, malgré la forte diffusion de ses idées dans les médias et au sein du gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ), sous-estime constamment son pouvoir, ce qui nourrit sa posture victimaire. Les remerciements de ce livre constituent une véritable cartographie de cette mouvance, dont font partie Mathieu Bock-Côté et son maître à penser, Jacques Beauchemin.

L'HÉGÉMONIE ET LA GUERRE CULTURELLE

Beauregard mobilise le concept d'« hégémonie » du philosophe marxiste Antonio Gramsci pour avancer que de 1960 à 1995 existait une hégémonie néonationaliste promouvant la vision du Québec de Lionel Groulx, comme « État-nation du sujet unitaire francophone ». Cet État aurait comme missions « *la survie culturelle de la nation francophone* » et l'atteinte du destin naturel du Québec : l'indépendance.

Les propos de Jacques Parizeau attribuant la défaite référendaire de 1995 à « l'argent et des votes ethniques » auraient ouvert l'ère d'une hégémonie libérale, « *où toute affirmation nationale est désormais suspecte de racisme et d'exclusion.* » Elle serait promue par des élites intellectuelles et politiques, et axée sur le fédéralisme trudeauiste, les droits individuels et le multiculturalisme postnationaliste. Depuis l'arrivée de la CAQ au pouvoir en 2018, une contre-hégémonie propose « *un nationalisme fermement ancré dans le désir de durer. Promettant sans honte une loi sur la laïcité et une baisse des seuils d'immigration, Legault parlait pour le Québec francophone, le Québec des banlieues, celui dont j'étais issu et que je souhaitais plus que tout pérenniser grâce à mon engagement politique.* »

Depuis 2018, selon Beauregard, nous serions en pleine guerre culturelle entre deux camps irréconciliables où se jouerait le destin de la nation. Les « nationalistes » s'appuieraient sur une « éthique de la loyauté » envers la nation et son noyau historique canadien-français. Les « multiculturalistes » défendraient une « éthique de l'altérité », valorisant la diversité en soi et l'effacement national.

> Une petite nation culturelle inquiète qui se replie sur elle-même est très loin de l'idéal de la Révolution tranquille d'une grande nation inclusive qui propose, avec confiance, un projet politique inspirant et égalitaire.

Beauregard propose donc une vision asociologique de l'hégémonie comme domination d'un ensemble statique d'idées et de valeurs sur l'histoire et la société. Il omet que l'hégémonie gramscienne est une domination de classe dynamique, qui se renouvelle grâce au contrôle de l'économie, de l'État et des institutions culturelles. La conception culturelle de

l'hégémonie de Beauregard est en phase avec le « gramscisme de droite », développé par l'extrême droite intellectuelle française à partir de 1973. Celle-ci promouvait une guerre culturelle afin de s'opposer à la domination des idées de gauche, d'imposer des valeurs conservatrices et de préparer la prise du pouvoir[2]. Enfin, il partage aussi leur conception « naturelle » de la nation ainsi que leur méfiance envers les droits de la personne et la diversité culturelle.

LIBÉRALISME ET NATIONALISME AU QUÉBEC

Contrairement à ce qu'affirme Beauregard, avant 1995, on n'observe pas d'unanimité idéologique au Québec, et après 1995, on ne voit pas d'hégémonie antinationaliste.

Le libéralisme et le néonationalisme étaient bien présents au Parti québécois (PQ) et au Parti libéral du Québec (PLQ) avant 1995, mais le premier était souverainiste, le second fédéraliste, et ils ne s'entendaient pas sur la protection du français. Néanmoins, ils partageaient une vision ouverte et inclusive de la nation, défendaient les droits des individus et des minorités et ont bâti un État social moderne. Ils ont aussi reconnu la diversité constitutive du Québec.

SUS AUX POLY TIQUES
BAS AUX POSTURES!
R.VITESSE 2002

Quant au nationalisme culturel conservateur, il se manifeste bien avant 2018. Dès 2006, Mario Dumont attaquait les minorités religieuses, qui minaient les valeurs « communes » avec des accommodements « déraisonnables ». Depuis, l'immigration et la diversité sont perçues comme des problèmes culturels. Au pouvoir en 2012, le PQ a proposé une Charte des valeurs, reprenant la carte identitaire, à défaut d'un véritable projet politique.

DE GRANDS SENSIBLES

Ce livre est caractéristique du discours nationaliste conservateur, dont il a tous les travers.

Les nationalistes conservateurs, comme Beauregard ou Bock-Côté, font fi de la sociologie historique et ne proposent pas de véritable « pensée ». Ils mettent plutôt en scène leur « sensibilité » et compensent la faiblesse de leurs idées par des néologismes. En effet, la « pensée » a des exigences rationnelles plus élevées : se confronter honnêtement aux faits ainsi qu'aux perspectives avancées par les autres. La pensée existe de manière dialectique, relationnelle. Elle est le contraire de l'enfermement sentimental et idéologique.

Au départ, il y a donc le « sentiment » que des forces maléfiques et élitistes complotent contre « nous », veulent effacer « notre » mémoire longue et « notre » culture pour « nous » assimiler. Pour arriver à leurs fins, ces forces ont recours aux droits individuels, à l'immigration et la diversité ethnoculturelle. La « raison » arrive ensuite pour justifier ce « sentiment », en s'appuyant sur une lecture biaisée et révisionniste de l'histoire.

Pour cette mouvance, la nation québécoise est « naturalisée » et équivalente à la majorité culturelle canadienne-française. Constamment menacée, elle doit être protégée, justifiant des mesures et des discours mesquins envers les minorités, dont les revendications de droits seraient des attaques antidémocratiques envers la nation. Il relève alors de l'évidence d'affirmer qu'« au Québec, c'est comme ça qu'on vit », comme s'il y avait unanimité et une seule bonne façon de concevoir la nation. Comme si la majorité était homogène, monolithique, alors que l'on sait très bien qu'elle aussi est plurielle aux plans culturel, économique et politique. Il n'y a pas de test de loyauté et il n'y a pas qu'une seule appartenance légitime à la nation québécoise, telle qu'essentialisée par la droite identitaire.

Enfin, cette dernière se réclame du débat démocratique, mais l'évacue et voit toute critique de leur « sensibilité » comme une preuve de censure, critique qui sera brandie sans nuance et de façon polarisante sur toutes les tribunes, afin de s'indigner des méchantes élites multiculturalistes. Et, à la question « qu'est-ce que la nation québécoise et son devenir ? », elle ne conçoit qu'une seule bonne réponse, la sienne. Toute déviation de cette trajectoire serait aliénation, aplaventrisme et déloyauté.

En décrivant la reconnaissance de la diversité ethnoculturelle et la protection des droits de la personne comme des attaques élitistes envers la majorité culturelle, les nationalistes conservateurs ciblent les minorités comme ennemies de la nation et minent les institutions démocratiques qu'ils prétendent défendre face au « gouvernement des juges ».

DÉMOCRATIE ET MAJORITÉ

La démocratie doit en effet être comprise comme un équilibre complexe entre pouvoir collectif de la majorité et droits des individus et des minorités. La démocratie ne peut pas être la pure expression d'une majorité immuable, auquel cas elle ne serait que tyrannie. Elle ne peut pas représenter que les intérêts d'une petite nation conservatrice rabougrie et revancharde, ce « Québec francophone des banlieues ».

La démocratie est un moyen pacifique de trancher les conflits politiques et d'arbitrer différents intérêts, afin de trouver un *modus vivendi* acceptable. Elle ne s'arrête pas aux élections, elle continue de vivre dans les débats publics, par l'action des mouvements sociaux, par des revendications de droits. C'est démocratiquement que l'Assemblée nationale a adopté la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec, en 1975. Plutôt que de critiquer les droits de la personne en soi, c'est une critique de l'État canadien et des juges qu'il nomme qui devrait être faite.

L'HÉRITAGE DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

En lieu et place d'un vrai projet politique, la droite identitaire alimente l'idée d'une guerre culturelle qui est dommageable pour le vivre-ensemble et met sur la sellette les minorités culturelles. Elle reproduit un scénario classique (aux États-Unis, en France, etc.) où des acteurs politiques voient la nation comme une majorité culturelle traditionnelle menacée par les minorités, les élites multiculturalistes et les droits de la personne. Cette politique de la peur et du ressentiment mène ensuite à la haine et au rejet de l'autre, vu comme ennemi existentiel au sein de la société.

Une petite nation culturelle inquiète qui se replie sur elle-même est très loin de l'idéal de la Révolution tranquille d'une grande nation inclusive qui propose, avec confiance, un projet politique inspirant et égalitaire. Plutôt que de revenir au cul-de-sac de l'idéologie de la survivance culturelle, il faut retrouver l'esprit d'audace, de générosité et d'ouverture qui animait les révolutionnaires tranquilles. **àb**

1. Étienne-Alexandre Beauregard, *Le schisme identitaire. Guerre culturelle et imaginaire québécois*, Montréal, Boréal, 2022, 282 pages.

2. Pierre-André Taguieff, « Origines et métamorphoses de la nouvelle droite », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 40, 1993, pp. 3-22.

Illustrations : Ramon Vitesse

L'INQUIÉTANTE PROPAGATION DU MENSONGE

Claude Vaillancourt

Des histoires complètement fantaisistes se transforment en réalité pour certain·es. Ce phénomène qu'on aurait voulu croire en voie de disparition revient en force. Le mensonge reste un moyen particulièrement efficace pour saboter la démocratie ou pour l'empêcher de s'épanouir, d'où la nécessité de bien comprendre sa mécanique.

Trois cas récents, hypermédiatisés et très différents, en Russie, aux États-Unis et aux Philippines, ont montré à quel point la régression est profonde et à quel point la vieille stratégie de propager d'immenses tromperies a de beaux jours devant elle. Et cela à une époque où l'information vraie est plus accessible que jamais.

L'invention d'un régime néonazi en Ukraine par la Russie, dans le but de justifier son invasion, ne cesse de stupéfaire, tant par l'énormité de cette affabulation, par l'ampleur de sa diffusion et par les menaces contre les personnes qui ne veulent pas y croire. Elle rappelle les pires moments du régime stalinien, alors qu'on multipliait les condamnations sous les prétextes les plus fantaisistes. Dans les deux cas, les contrevérités sont diffusées par une dictature qui a le pouvoir de faire passer des vessies pour des lanternes et de réprimer durement les sceptiques. La propagande officielle russe d'aujourd'hui semble aussi improbable que l'invasion territoriale qu'elle justifie, inquiétant vestige de l'esprit de conquête territoriale des siècles précédents. Même dans un pays aussi fragile que la Russie, une pareille régression paraissait encore impensable quelque temps avant le début de la guerre.

Aux États-Unis, le grand mensonge diffusé par Donald Trump selon lequel on lui aurait volé la victoire aux dernières élections est cru par un public bien ciblé, important tout de même, composé essentiellement de partisans de l'ex-président. Ici, la croyance

est reliée à un intérêt partisan, celui de délégitimer l'élection de Joe Biden en dépit du verdict démocratique, si bien qu'il devient difficile de savoir si cette croyance est bien réelle ou si elle découle d'un calcul cynique et d'extrême mauvaise foi, basé sur le principe selon lequel la fin justifie les moyens. La persistance de cette fabrication, en dépit de l'absence de faits pour la soutenir, étonne tout même envers et malgré tout. La patiente et précise déconstruction du grand mensonge de Trump par la Commission du 6-janvier envoie du plomb dans l'aile à cette mystification, mais au moment d'écrire ces lignes, il est difficile de savoir quelles en seront les conséquences chez celles et ceux qui prétendent y croire.

La victoire électorale du fils de Ferdinand Marcos aux Philippines, malgré les extractions et les violences du régime de son père, chassé du pouvoir par son peuple las de trop de corruption, n'a pas manqué d'en laisser plusieurs estomaqué·es. Pourtant, le retour du clan Marcos a été planifié depuis plusieurs années, par une stratégie de révision mensongère de l'histoire de ce régime honni: il s'agissait tout simplement de présenter les années Marcos comme un âge d'or, une période de prospérité économique, biffant du paysage toutes les violences contre le peuple et les opposants au régime, inventant en outre une histoire d'or hérité d'une famille royale et qui mettrait le clan richissime des Marcos à l'abri de toute corruption. De toute évidence, une grande partie de la population des Philippines y a cru puisque Marcos Jr a été élu avec une majorité confortable.

MENSONGE ET RELATIONS PUBLIQUES

Ces trois histoires révèlent la perméabilité de très nombreuses personnes aux récits les plus fantaisistes, sous de fortes pressions propagandistes, à l'avantage de très grands intérêts et une réelle difficulté à s'en défendre. Mais le mensonge peut aussi être proféré par des gouvernements qui ne semblent pas extrémistes et qui, grâce à une apparente modération, réussissent à duper leurs populations et même leurs alliés. N'oublions pas que deux des plus grandes guerres déclenchées par les États-Unis ont trouvé leur justification par de très grands mensonges: de fausses attaques de torpilleurs nord-vietnamiens contre des destroyers américains ont offert un prétexte pour déclarer la guerre sans s'empêtrer dans les formalités démocratiques habituelles; le gouvernement de George W. Bush a quant à lui prétendu qu'il existait des armes de destruction massive en Irak afin de justifier une invasion qui déstabilisera une importante région du monde pendant des années.

Edward Bernays, auteur du célèbre essai Progaganda (1928), a bien montré comment les relations publiques contribuent à conditionner les publics, tant pour les gouvernements que les grandes entreprises. Leurs expert·es peuvent se permettre de fabriquer des faussetés qui seront gobées par les populations en les propulsant dans la sphère publique par de vastes campagnes dans les médias (et si nécessaire, dans des publications scientifiques). Dans son dernier roman, *Temps sauvages*, Mario Vargas Llosa montre, de façon très documentée, comment le remplacement d'un gouvernement démocratique par une dictature au Guatemala pendant les années 1950 a été justifié par la pure invention d'un ennemi communiste, en suivant un plan mené par Bernays[1].

Les théories de Bernays ont sûrement fait le plus de dommages par une utilisation particulièrement subtile du mensonge. L'idée n'est plus de mentir effrontément, d'inventer des histoires fantaisistes, mais de mettre en doute des faits scientifiquement admis. Ce qui est faux n'est plus un discours en tant que tel, mais une controverse sur un sujet scientifique. On crée un débat allant à l'encontre du consensus scientifique, en faisant croire que ce consensus n'existe pas vraiment. Les fabricants de cigarettes ont ainsi financé des campagnes qui remettaient en cause les méfaits du tabac sur la santé. En créant l'incertitude sur ces effets nocifs, elles ont réussi à faire retarder de plusieurs années une réglementation efficace contre ce produit, un retard qui a causé au passage des millions de morts. La compagnie ExxonMobil a quant à elle subventionné généreusement le mouvement climatosceptique, alors qu'elle connaissait très bien les effets dévastateurs du réchauffement climatique, faisant perdre ainsi d'irremplaçables années à la transition écologique.

JUIFS, FRANCS-MAÇONS, JÉSUITES

Dans *Le cimetière de Prague*, Umberto Eco s'intéresse à des aspects importants de la diffusion des grands mensonges: qui les fabrique? Dans quel but? Comment procède-t-on pour y arriver? Le romancier se penche sur une période particulièrement fertile en ce qui concerne l'invention de fausses nouvelles, quoique plutôt méconnue: la fin du XIX[e] siècle en France (mais aussi, de façon plus large, en Europe). Ce foisonnement de théories du complot naissant d'un peu partout rappelle inévitablement ce qui est aujourd'hui véhiculé dans les réseaux sociaux.

Dans ce roman, qui présente une galerie de propagandistes ayant tous réellement existé, à l'exception du personnage principal, Eco montre bien à quel point la fabrication de mensonges et la propagation de la haine occupaient une place importante dans le paysage intellectuel. Une recherche rapide nous permet de constater que les livres antisémites, ceux ciblant les francs-maçons ou les jésuites, accusant tant de personnes de pratiques les plus invraisemblables, allant des rites sataniques à des projets de domination mondiale, remportaient des succès auprès d'un large lectorat. Des livres comme *La conquête du monde par les Juifs* d'Osman Bey, *La France juive* d'Édouard Dumont ou *Essai sur l'inégalité des races humaines* d'Arthur de Gobineau, étalant plus précisément un racisme anti-juif démesuré, ont exercé une influence qui s'est poursuivie jusqu'à la chute du Troisième Reich.

Parmi les grandes fumisteries mentionnées dans le roman, Eco nous rappelle l'œuvre de l'un des maîtres du genre, Augustin Barruel, qui ▸

s'en est pris au rôle des jacobins pendant la Révolution française. Sous sa plume, ces derniers cachent un groupe puissamment organisé par des athées et des francs-maçons, dont l'esprit complotiste, s'en prenant à la France noble et catholique, provient d'aussi loin que de l'extermination de l'ordre des Templiers au Moyen-Âge. Ceux-ci, se maintenant dans les ordres maçonniques, sont revivifiés par les Illuminés de Bavière, un groupe propageant, en vérité, les valeurs philosophiques des Lumières. Mais dans le délire de Barruel, ce groupe est transformé en complotistes omnipotents, infiltrant les principales sociétés secrètes.

Eco accorde aussi beaucoup d'importance à l'affaire Léo Taxil. Celui-ci était un complotiste anticlérical qui fera un virage radical pour devenir l'inventeur d'une fable très sophistiquée accusant les francs-maçons de satanisme. Cette fabrication, provoquant un grand bruit à l'époque, se retournera finalement contre les éléments les plus conservateurs de l'Église lorsque le canular, impliquant des personnalités inventées, sera exposé au grand jour: ces catholiques rigides s'étaient trop réjouis de cette histoire invraisemblable et avaient ainsi révélé leur crédulité. Cette affaire n'est pas sans ressemblances avec la diffusion des théories de QAnon dont les adeptes répandent l'idée selon laquelle leurs adversaires politiques, principalement démocrates, commettent des crimes sataniques, pédophiles et cannibales.

Eco s'intéresse surtout aux *Protocoles des Sages de Sion*, œuvre de propagande de la police tsariste, publiée en 1905, mais qui sera largement diffusée à partir des années 1920, présentant ni plus ni moins qu'un plan juif, soi-disant écrit par des sages, pour conquérir le monde. Ce texte, qu'écrit dans le roman le personnage principal[2], est l'un des libelles de propagande raciste aux plus fortes répercussions, continuant à trouver des adeptes même aujourd'hui.

Le grand mensonge d'une domination mondiale juive, qui serait paradoxalement effectuée par un peuple soi-disant inférieur, a mené à la catastrophe de l'Holocauste, comme quoi les idées de quelques exaltés possédés par la haine, par le plaisir pervers de manipuler les autres et par une folle paranoïa peuvent se transmettre aisément et avancer très loin. C'est ce chemin d'abord étroit et d'apparence assez tranquille, puis menant aux pires abominations, qu'a voulu nous faire parcourir Umberto Eco dans *Le cimetière de Prague*. L'auteur rappelle, si nécessaire, que lier la haine à des théories du complot ne sera jamais inoffensif.

DES CONTREVÉRITÉS EN EXCELLENTE SANTÉ

L'ampleur et la très grande propagation des contrevérités aujourd'hui surprennent, alors que l'on connaît plus que jamais les méfaits de cette dangereuse stratégie pour faire avancer un programme politique. On a plusieurs fois expliqué les raisons de la grande diffusion des hypothèses les plus invraisemblables, bien que ces éclaircissements ne semblent jamais entièrement satisfaisants: le développement des réseaux sociaux qui donnent une importante chambre d'écho aux propos les plus fantaisistes; un manque de confiance aux médias traditionnels; la libéralisation du secteur de l'information qui ouvre la voie à la parole des démagogues, source de profit pour les entreprises médiatiques; l'immense capacité de surveillance offerte par l'industrie numérique particulièrement profitable aux régimes autoritaires; un affaiblissement du système éducatif qui a cessé de valoriser le développement de l'esprit critique.

Même si les mensonges politiques peuvent survenir de partout, il n'en reste pas moins que leur relance aujourd'hui provient essentiellement de l'extrême droite qui en tire d'immenses avantages. On constate la grande efficacité de cette stratégie: elle assure des victoires politiques majeures en simplifiant les enjeux, en donnant des explications commodes qu'on peut implanter par un matraquage médiatique et par leur bonne circulation dans les réseaux sociaux, tout cela adressé à des populations déconcertées devant les effets négatifs de la mondialisation et rendues plus vulnérables à la suite des confinements nécessités par la COVID-19.

Pour les progressistes, ces mensonges posent un défi très particulier et difficile à relever. En de pareilles circonstances, le débat politique ne peut plus avancer par le raisonnement, l'argumentation bien développée et le recours à des sources crédibles d'information. L'adversaire politique nourrit de croyances et de fabulations le public dont il cherche à obtenir l'appui. Lutter contre des croyances est certes beaucoup plus difficile que débattre, et de nombreux·euses militant·es progressistes restent déconcerté·es et mal préparé·es pour faire face à cette puissante stratégie de l'extrême droite. Mettre en lumière les mystifications et révéler la vérité, quoique toujours indispensables, ne semblent plus suffisants. Ainsi faudrait-il penser à développer une façon nouvelle de combattre l'implantation du mensonge dans certains esprits, entrevoir des voies de contournement, creuser du côté de la psychologie, bref, développer des outils inusités devant cette charge qui ne cesse de marquer des points. **àbd**

1. Lire à ce sujet «Les temps sauvages» de Jacques Pelletier et «Des interventions brutales» de Claude Vaillancourt dans le numéro 92 d'*À bâbord !*

2. Eco a profité du fait que les historiens ne s'entendent pas sur l'auteur et sur l'origine même du document pour en donner la paternité à son antihéros.

Illustrations: Elisabeth Doyon

ÉTATS-UNIS

TUERIES DE MASSE ET COMPLOTISME

Nathalie Garceau, animatrice du podcast Solidaire

La fusillade dans une école primaire d'Uvalde au Texas le 24 mai dernier ne manque pas de rappeler la tuerie de Sandy Hook et le rôle des figures de proue des théories complotistes aux États-Unis. Quel pouvoir détiennent ces vedettes complotistes, et quels sont les échos au Canada ?

Peut-être avez-vous vu sur les réseaux sociaux les fameux vidéos dénonçant les mesures sanitaires ou encore clamant que le vaccin contient des puces qui permettront au gouvernement de suivre tous nos mouvements en tout temps. Galvanisés par des dizaines de supporteur·euses, certain·es complotistes se sont même retrouvé·es en prison pour avoir harcelé et menacé de mort François Legault.[1]

Pourtant, ces théories ont toujours existé, fortement liées à des événements d'actualité comme l'assassinat de JFK ou l'élection de Barack Obama. Parmi les plus farfelues, notons les fameux extraterrestres enfermés à Area 51, l'installation hautement secrète de l'armée de l'air américaine au Nevada. On peut aussi penser à celle des reptiliens, ces extraterrestres à la physionomie de lézard déguisés en humain avec l'objectif secret de contrôler la planète en acquérant des pouvoirs politiques et financiers.

Les plus troublantes de ces théories sont malheureusement liées à des événements tragiques: les tueries de masse. Le 14 décembre 2012, un jeune adulte pénètre dans l'école primaire Sandy Hook et tue 26 personnes, dont 20 enfants. Quelques jours plus tard, les premières hypothèses complotistes font surface sur Internet: le massacre était un événement planifié par l'administration Obama pour confisquer les armes à feu; les enfants sont des acteurs; il y avait un deuxième tireur; les Illuminati sont responsables... Il n'en fallait pas plus pour que l'animateur conservateur et complotiste Alex Jones reprenne ces idées farfelues sur son site web et sur ses multiples plateformes de diffusion.

Illustration : Elisabeth Doyon

QUI EST ALEX JONES ?

Né en 1974, il lit à l'adolescence son premier livre de nature complotiste sur les banquiers mondiaux qui contrôleraient la politique américaine. C'est une révélation qui le guidera tout au long de sa carrière médiatique. Il fait ses débuts à la télévision publique de la ville d'Austin au Texas où il discutera abondamment de la théorie du Nouvel Ordre mondial[2]. En 1996, Alex Jones décide de se consacrer à la radio et sera même nommé l'un des meilleurs animateurs de radio d'Austin. Très politisé, il consacre de grands pans de son émission à attaquer des membres éminents de la politique américaine comme Bill Clinton et à prôner un retour aux valeurs religieuses.

Renvoyé de la station de radio, Alex Jones décide de se tourner vers Internet et fonde *Infowars*, un site web qui deviendra un pilier dans la propagande complotiste en ligne. Il y anime une émission de radio qui sera éventuellement diffusée sur plus de 100 stations à travers les États-Unis ainsi que sous format vidéo. Sa plateforme rejoint des millions de personnes et devient une véritable porte d'entrée pour les extrémistes de tous genres; il reçoit régulièrement Stewart Rhodes, leader des *Oath Keepers*, une organisation de type «milice» voulant défendre la constitution américaine contre une soi-disant tyrannie. Soulignons que de nombreux membres des *Oath Keepers* ont participé à l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021; ceci explique peut-être cela.

DE SANDY HOOK À UVALDE

Après la tuerie de Sandy Hook en 2012, Alex Jones clame sur ses multiples plateformes que celle-ci est en fait un canular. Selon lui, les enfants et leurs familles sont des acteur·rices qui ont été engagé·es pour créer une opération policière de type *false flag*. Ce terme est utilisé pour décrire une tactique de déguisement de l'identité ou un motif d'opération militaire. Les adeptes du complotisme croient que des forces puissantes (Le Nouvel Ordre mondial?) organisent ce type d'événement tragique en dirigeant la responsabilité sur une personne ou un groupe dans le but d'atteindre des objectifs politiques comme le contrôle des armes à feu. En plus de cette affirmation ridicule, Alex Jones n'hésite pas à clamer que personne n'est mort lors de cet événement malheureux.

La propagande de l'animateur entraînera une foule de conséquences fâcheuses; des parents d'enfants tué·es seront harcelé·es par téléphone et courriel; accusé·es de participer à un canular, des personnes oseront même leur demander de prouver que leur enfant est vraiment mort. Un de ces parents, Lenny Pozner, dont le fils Noah a été tué à Sandy Hook, décidera de s'attaquer aux théories du complot sur le web. En 2014, il fonde le HONR Network, un regroupement de volontaires qui participent au signalement et à la suppression des publications haineuses et complotistes reliées aux tueries de masse sur les réseaux sociaux[2]. En 2018, Lenny Pozner ainsi que sept autres familles de victimes de la tuerie décident de poursuivre Alex Jones pour diffamation. Ce dernier sera condamné en avril 2022 à verser des dommages et intérêts aux familles des huit victimes.

Récemment, la tuerie d'Uvalde au Texas n'a pas fait exception. Les théoriciens du complot ont saisi l'occasion pour affirmer que le massacre des enfants était un canular mis en place par le gouvernement pour promouvoir un meilleur contrôle des armes à feu. De plus, ils ont propagé de fausses informations sur l'identité du tireur, affirmant qu'il était un immigrant illégal ou encore une personne transgenre. Bien sûr, Alex Jones ne se gêne pas pour partager ces publications mensongères.

DES EFFETS BIEN RÉELS

Avec l'ancrage de ces théories en lien avec les tueries de masse dans l'imaginaire populaire, principalement par l'entremise des réseaux sociaux, quelles conséquences cela a-t-il sur les victimes de ces événements tragiques? Revenons à Lenny Pozner, le père de Noah, abattu à Sandy Hook. Militant de longue date s'opposant aux théories du complot, il se fait constamment harceler, que ce soit en ligne ou au téléphone; ses adresses résidentielles et celles de ses proches ont été publiées sur Internet; on l'a accusé d'être un acteur payé par le gouvernement; il s'est fait menacer de mort. Aujourd'hui, il vit caché et doit constamment changer de logement pour ne pas être trouvé. Malgré tout, il continue son combat et vit en permanence avec le deuil de son fils et la peur d'être traqué par un zélé complotiste.

Au Canada, le candidat au leadership du Parti conservateur du Canada Pierre Poilievre côtoie des complotistes et des figures notoires de l'extrême droite. Par ailleurs, les nombreuses manifestations contre les mesures sanitaires (comme le siège d'Ottawa) et l'engouement quasi sectaire devant certains théoriciens du complot nous ont montré que le phénomène ne se concentrait pas seulement aux États-Unis. Même le Québec n'est pas épargné: selon un sondage Léger réalisé en avril 2021, 23 % des Québécois·es croient qu'il existe un gouvernement mondial qui contrôle le monde, 18 % croient qu'il existe un projet secret en lien avec le *Nouvel Ordre mondial* et 13 % sont persuadés qu'il existe un complot juif à l'échelle planétaire[4].Face à cet enjeu, nous avons le devoir de trouver collectivement des solutions pour éradiquer ce phénomène: c'est notre santé mentale collective qui en dépend. àbd

1. «Conseil général de la CAQ à Trois-Rivières: François Amalega arrêté deux fois ce week-end», *Radio-Canada*, 15 novembre 2021. En ligne: ici.radio-canada.ca/nouvelle/1840020/arrestations-francois-amalega-bitondo-conseil-general-caq-trois-rivieres-shawinigan. Louis-Samuel Perron, «Menaces de mort contre François Legault. Le complotiste Pierre Dion condamné à 30 jours de prison», *La Presse,* 23 juin 2022. En ligne: www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2022-06-23/menaces-de-mort-contre-francois-legault/le-complotiste-pierre-dion-condamne-a-30-jours-de-prison.php

2. Théorie selon laquelle une élite secrète conspire pour gouverner le monde via un seul gouvernement mondial et autoritaire, mettant ainsi fin à la souveraineté des nations. La série *X-files* a fait de cette théorie un pilier majeur de son univers.

3. Sondage Léger: baromètre des théories du complot populaires au Québec», *Le Journal de Montréal*, 19 avril 2021. En ligne: www.journaldemontreal.com/2021/04/19/barometre-des-theories-du-complot-populaires-au-quebec

AVORTEMENT

LE CANADA, UN MODÈLE ?

Jade Almeida

Le 24 juin 2022, la Cour suprême des États-Unis renverse l'arrêt *Roe v. Wade* de 1973 qui protégeait le droit à l'avortement. Quelle est la situation au Canada ?

Cette décision survient alors que les États-Unis connaissent, depuis plusieurs années, un recul spectaculaire en matière de droit à l'avortement. Prenons le cas de l'Alabama qui, en 2019, avait voté une loi pour rendre l'avortement légal uniquement en cas d'anomalie létale du fœtus ou de risque vital pour la personne enceinte. L'avortement est donc illégal dans tout autre contexte, y compris en cas de viol ou d'inceste, sous peine d'emprisonnement pour le·la patient·e et le·la praticien·ne. Cette loi était, jusqu'alors, la plus restrictive du pays, mais n'était qu'un exemple parmi d'autres : uniquement en 2019, 28 États font passer plus de 300 lois visant à restreindre l'accès à l'avortement. Elles étaient majoritairement des lois dites « *Heartbeat Bills* », c'est-à-dire des « *lois de battement de cœur* » : l'avortement était illégal à partir du moment où il y avait un battement de cœur, donc à environ six semaines de grossesse. Or, six semaines, quand on ne cherche pas activement à tomber enceinte, c'est très souvent le temps que cela prend pour réaliser qu'une grossesse est en cours. D'un point de vue légal, si on compte les listes d'attente éventuelles ou encore le temps de recherche d'un médecin qui autorise la procédure, ce qui est exigé de certains États, l'avortement devenait quasiment impossible. Néanmoins, ces lois, bien que votées, pouvaient être renversées grâce à l'arrêt historique de *Roe v. Wade*. Aujourd'hui, c'est terminé. La dernière barrière de protection a été supprimée.

Depuis l'annonce de la Cour suprême, de nombreux discours médiatiques ont comparé les États-Unis au Canada. Le Canada est alors dépeint de manière très favorable vis-à-vis de son voisin du Sud. Pour autant, cette propension à chanter les louanges du Canada est surtout révélatrice de l'ignorance globale concernant les inégalités qui existent en matière d'accès à la justice reproductive. Au Canada, le droit à l'avortement a été décriminalisé tandis qu'aux États-Unis il a été légalisé. Il s'agit d'une différence majeure en matière de protection. Légaliser signifie d'autoriser l'avortement sous certaines conditions. Si ces conditions ne sont pas respectées, il y a criminalisation. Or, si une loi met en place des conditions drastiques, cela revient dans les faits à rendre l'accès à l'avortement impossible. C'est ce qu'illustre notamment le cas des « *Heartbeat Bills* ». Au Canada, en 1988, le droit à l'avortement a été décriminalisé avec la décision Morgentaler. Ce qui signifie qu'il est interdit de poursuivre en justice une personne ou un médecin pour avoir pratiqué un avortement. Il est important de noter que la Cour suprême canadienne a également déclaré le fœtus comme n'ayant aucune personnalité juridique. Enfin, le·la généteur·rice ne peut s'opposer à la décision d'interrompre la grossesse de la personne enceinte. Ce contexte juridique fait du Canada l'un des pays où le droit à l'avortement est parmi le mieux protégé au monde et donc, théoriquement, là où c'est le plus improbable de le renverser.

DÉCRIMINALISER SANS RENDRE ACCESSIBLE

Maintenant – et c'est là que le bât blesse –, qui dit droit à l'avortement théorique, ne dit pas pour autant accessibilité en pratique. Depuis des années, des associations de défense du droit à l'avortement tirent la sonnette d'alarme sur le sujet. Des barrières d'accès à l'avortement existent bel et bien au Canada, et elles entravent l'exercice de ce droit. Notamment, parce que l'avortement est traité comme un acte médical comme un autre, chaque province est libre d'en encadrer différemment l'accès. Par exemple, au Nouveau-Brunswick, seuls les hôpitaux sont financés, tandis qu'en Ontario toutes les cliniques ne sont pas entièrement financées, ce qui a été dénoncé comme contraire à la loi selon des associations de défense de droit à l'avortement. Dans ce contexte, la procédure peut être accessible uniquement dans le réseau privé, ce qui pose une barrière économique. De plus, les distances géographiques sont telles que, si seul un établissement offre la procédure pour toute une région, recevoir l'acte médical peut devenir un véritable périple d'organisation. Cela, c'est avant même de prendre en considération l'attente d'accès aux services. La différence d'option est d'ailleurs drastique entre les zones urbaines et les zones rurales, tandis que les localités du Nord sont parmi les moins bien desservies dans tout le pays.

À cela s'ajoute le désengagement public autour de l'avortement. Les groupes de défense peinent à recevoir du financement, tandis que collectivement l'impression de droit acquis se traduit par une perte de mobilisation active. Or, les associations dénoncent depuis quelques années l'augmentation du nombre de groupes antiavortements qui eux disposent de plus de fonds provenant notamment du secteur privé. Certains sont même étroitement liés à des groupes homologues aux États-Unis. Particulièrement bien organisé, le milieu anti-choix ouvre des cliniques d'accompagnement ou encore des lignes d'écoute. Sous le couvert de conseils aux personnes

enceintes, iels diffusent des discours antiavortements en jouant sur les mythes qui entourent la grossesse ou encore sur les procédures médicales et la culpabilité des personnes appelantes. Ces mêmes groupes font du lobbyisme politique auprès d'élu·es canadien·nes pour rouvrir le débat sur l'avortement. Des député·es ont même déjà publiquement déclaré leurs intentions de le faire.

UNE QUESTION DE JUSTICE REPRODUCTIVE

Enfin, gardons en tête que le droit à l'avortement fait partie, de manière plus globale, du droit à la justice reproductive. Toutes les communautés ne sont pas affectées de la même manière par le manque d'accessibilité, au même titre que toutes les communautés n'ont pas les mêmes droits à disposer de leur corps. Par exemple, des membres issu·es des communautés autochtones ont subi des procédures de stérilisation forcée. Une histoire pour laquelle justice ou même reconnaissance n'a toujours pas eu lieu. De plus, les enfants des communautés autochtones continuent d'être placés en familles d'accueil à un rythme si effréné que des organismes de défense parlent d'un nombre de séparations des familles plus élevé qu'à la période des pensionnats. L'acte médical que représente l'avortement, tout comme l'existence de la contraception, c'est aussi une histoire d'instrumentalisation des corps noirs et racisés. Il s'agit de technologies développées dans d'atroces souffrances et dans le non-respect de la vie d'autrui, notamment des personnes noires mises en esclavage ou encore des personnes issues des communautés pauvres des territoires du Sud global. À cela s'ajoute le fait que les risques de complications de grossesse et d'accouchement sont directement liés aux conditions de traitement médical saturé par le racisme systémique. Enfin, la décision d'avoir des enfants ou non se réduit pour beaucoup à une impossibilité économique. L'enjeu de classe rejoint ainsi celui de race, de genre, mais aussi de capacitisme, puisqu'une partie de la population se voit, encore aujourd'hui, privée du choix d'avoir des enfants sous prétexte de normes eugénistes.

Par conséquent, l'actualité états-unienne constitue certes un développement désastreux pour les droits de toute personne à disposer de son corps, mais faire l'éloge du Canada, c'est ignorer tout le travail qui reste à faire en matière de justice reproductive. C'est également passer sous silence tout un contexte colonial qui produit d'innombrables violences envers de multiples communautés minorisées. Enfin, c'est participer au mythe d'une Amérique du Nord idéale typique de protection des droits, ce que contredisent les centaines d'années de son histoire. Le Canada n'est certes pas les États-Unis, mais cela ne suffit pas à en faire un modèle. La barre n'est pas si basse.

Illustration : Elisabeth Doyon

Dans le numéro 92 d'*À bâbord !*, Mat Michaud a fouillé la question de l'accès à l'avortement. Il a d'abord rencontré Marie-Eve Blanchard, cofondatrice des Passeuses, pour aborder les obstacles à l'accès à l'avortement au Québec, et s'est aussi entretenu avec Valérie Tremblay et Sylvie O'Connor du Centre des Femmes de Forestville pour aborder les difficultés d'accès aux services qui sont particulières à la Côte-Nord.

« Avortement : un droit encore à défendre », *À bâbord !*, nº 92, 2022, p. 14

« Accès difficile à l'avortement », *À bâbord !*, nº 92, 2022, p. 52

CES GENS QUI M'EXPLIQUENT LA VIE

Kharoll-Ann Souffrant

Qui n'a jamais eu l'honneur de se faire expliquer la vie par un homme sur des sujets concernant les femmes ? Or, cette irritation quotidienne n'est pas seulement l'apanage masculin, puisque de nombreuses femmes blanches reproduisent ce schéma envers les femmes racisées.

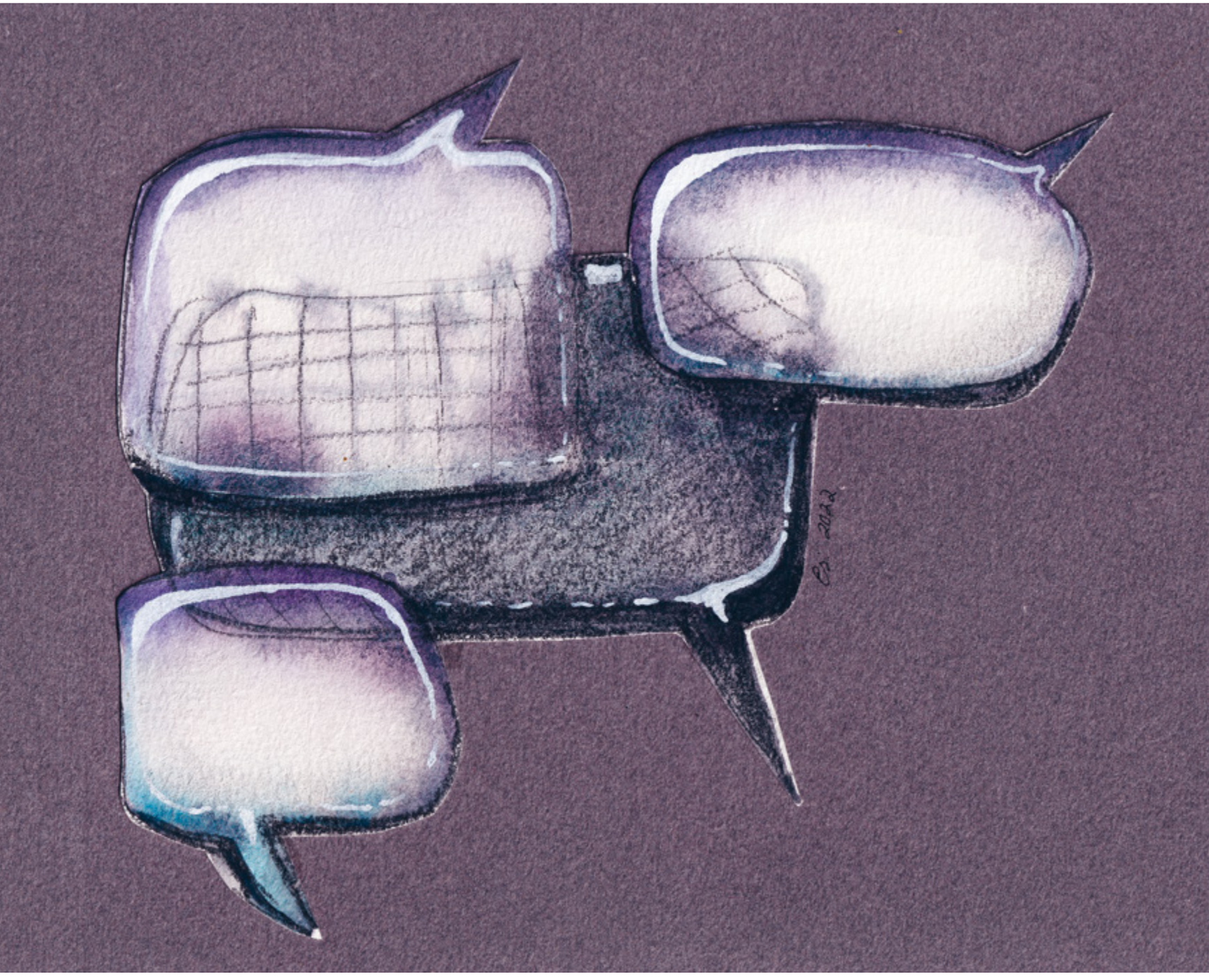


Illustration : Elisabeth Doyon

Dans un billet de blogue publié en 2008 sur la plateforme *TomDispatch*, l'écrivaine américaine Rebecca Solnit y va d'une anecdote qui fait franchement sourire. Elle y relate sa rencontre avec un homme qui se trouve à lui expliquer avec condescendance le propos d'un livre, sans réaliser que son interlocutrice en est l'autrice. Elle écrira « chaque femme sait de quoi je parle » en référence à ce type de situation fâchante.

En effet, il arrive trop souvent que les hommes surestiment leurs capacités et leurs connaissances, parfois dans des domaines où ils n'ont pas ou peu d'expertise. À l'inverse, nombreuses sont celles qui doutent de leurs connaissances et de leur savoir-faire, même lorsqu'elles cochent toutes les cases de la compétence.

En 2014, Solnit publiera l'essai *Men Explain Things to Me*, qui inspirera l'expression *mansplaning* (que certain·es traduiront par « mecsplication »). Il s'agit d'un mot-valise composé de « homme » (*man*) et de « qui explique » (*explaining*). Selon le Conseil du statut de la femme du Gouvernement du Québec, un mecsplqueur est un « homme qui est convaincu de mieux connaître un sujet qu'une femme alors que le sujet la concerne, elle. »

Dans le même esprit, la journaliste franco-sénégalaise Rokhaya Diallo, en collaboration avec l'illustratrice Blachette, publiera en 2021 la bande dessinée *M'explique pas la vie, mec !*. Sur un ton humoristique, Diallo et Blachette y abordent des situations où les comportements masculins effacent les femmes. On y aborde notamment les notions de *manterrupting*, le fait de se faire couper la parole par un homme, et de *manspreading*, lorsque des hommes en transport en commun s'assoient en écartant leurs jambes de façon à occuper plus d'un siège.

J'ai souvent été victime de *mansplaning* au cours de ma vie, mais j'ai également reçu cette condescendance de la part de femmes blanches, mais pas que. J'ai beau être doctorante, chargée de cours à l'université et enseigner sur des enjeux touchant les violences faites aux femmes à des étudiant·es en travail social et en criminologie, il y a toujours certaines femmes qui ne sont pas prêtes à reconnaître que j'ai de l'expertise sur ce sujet, et ce, depuis belle lurette.

J'ai souvent été victime de mansplaning au cours de ma vie, mais j'ai également reçu cette il y a toujours certaines femmes qui ne sont pas prêtes à reconnaître que j'ai de l'expertise sur ce sujet, condescendance de la part de femmes blanches, mais pas que. J'ai beau être doctorante, il y a toujours certaines femmes qui ne sont pas prêtes à reconnaître que j'ai de l'expertise sur ce sujet.

Plus encore, certaines vont même jusqu'à répandre des accusations mensongères et diffamatoires de « vol d'idées » ou de « plagiat » à l'encontre de femmes noires et racisées sans réaliser que ces idées font partie du « sens commun » pour toutes les personnes qui œuvrent dans le domaine des violences faites aux femmes. Par exemple, expliquer que les femmes ne font pas confiance au système de justice criminelle en matière de violences sexuelles n'a rien de révolutionnaire. C'est une notion qui est présente et qui a fait l'objet de très nombreuses études scientifiques et de livres, dans plusieurs juridictions à travers le monde depuis que ces violences sont criminalisées. De plus, expliquer que le monde a besoin de se réinventer après la pandémie de COVID-19 en matière d'environnement, de féminisme, d'antiracisme et de justice sociale n'est pas spectaculaire en soi. Cette notion fait partie de nombreuses conférences, colloques, essais et *fellowships* comme thématique principale, et ce, depuis les deux dernières années.

En ce sens, à moins d'être le prochain prix Nobel ou Picasso 2.0, nous sommes rarement aussi originaux ou originales qu'on prétend l'être. Ce qu'on exprime, il est fort probable que d'autres le pensent aussi ou qu'ils y aient pensé avant nous. Il y a également certaines idées et concepts qui sont dans l'air du temps.

Plus on apprend, plus on réalise que l'on sait peu de choses. Le plus souvent, les chercheur·euses universitaires ajoutent une petite brique à l'édifice de ce qui est déjà connu pour toutes les personnes qui se penchent sur le même objet d'étude avec un angle nouveau. Très rares sont ceux et celles qui feront des découvertes qui révolutionneront complètement leur champ ou leur domaine.

J'ai appris à tenir pour acquis que mon interlocuteur ou mon interlocutrice sait très probablement des choses sur l'objet de notre discussion. Je suis souvent irritée lorsque l'on m'explique mon champ d'expertise sans jamais me demander ce que je sais sur le sujet. Ainsi, l'une des choses que la recherche m'aura apprises, c'est l'humilité. Une qualité qui fait malheureusement défaut à beaucoup d'hommes, mais aussi, avouons-le, à certaines femmes en position de pouvoir.

G(A)FAM

LE GÉANT DES APPARENCES

Yannick Delbecque

L'expression « GAFAM » désigne les cinq entreprises états-uniennes, toutes du secteur technologique, ayant la plus grande capitalisation boursière. L'entreprise qui domine ce palmarès est Apple.

En début d'année 2022, Apple a battu son propre record de capitalisation boursière, c'est-à-dire la valeur totale de toutes ses actions. Elle a franchi le cap symbolique de 3000 milliards, un sommet depuis la création des places boursières. Elle devance Microsoft, la seule autre entreprise dont la valeur dépasse 2000 milliards. Ces gigantesques montants ont de quoi étourdir tant il est difficile d'en apprécier la démesure. En 2020, la valeur d'Apple était, à elle seule, plus grande que la valeur combinée des quarante entreprises les plus importantes cotées à la bourse de Paris (CAC40). Ces valeurs boursières spectaculaires reflètent la foi des investisseurs en la capacité d'innovation d'Apple.

Les revenus de l'entreprise avaient atteint 365 milliards de dollars US en 2021, un sommet historique quatre fois plus élevé que dix ans plus tôt. D'où proviennent ces revenus ? Apple a longtemps été associée à son ordinateur Macintosh, dont les multiples variantes seront son produit phare jusqu'au moment où les ventes de son téléphone portable « intelligent » le détrônent. Aujourd'hui, Apple vend donc principalement des téléphones portables, ce qui représente un peu plus de la moitié de ses revenus. À l'instar de plusieurs autres GAFAM, Apple s'est lancé dans la commercialisation de divers services en ligne (diffusion de vidéos, de musique et d'information, système de paiement, publicité, stockage de données, etc.) et ceux-ci lui rapportent 20% de ses revenus. Ses autres sources de revenus sont la vente d'ordinateurs, de tablettes électroniques et de technologies portables ou pour la maison, qui lui rapportent des parts respectives de 11%, 8% et 9% de ses revenus.

BÉBELLES REBELLES ?

Apple a longtemps cultivé une image d'« innovatrice rebelle ». Le coup d'envoi est une célèbre publicité référant au livre 1984 d'Orwell dans laquelle l'entreprise annonce la mise en marché du premier ordinateur Mac en promettant à ses client·es d'échapper à l'emprise de Big Brother. Elle réussit à associer le look « bureautique » des ordinateurs personnels d'IBM à la conformité. Près de 40 plus tard, cette image de rébellion a ironiquement transformé Apple en géant dominant du numérique.

En réalité, l'entreprise a su plusieurs fois s'inspirer de produits ou de prototypes existants pour en faire dériver un produit plus achevé, et, surtout, le mettre en marché avec une promotion agressive le présentant comme une innovation révolutionnaire… que toute personne souhaitant faire l'expérience des dernières prouesses technologiques devait absolument acheter.

Cette image de nouveauté révolutionnaire est furieusement défendue. Les employé·es des usines fabriquant les appareils du géant sont étroitement surveillé·es afin d'éviter toute fuite d'information sur les nouveaux produits. L'entreprise utilise aussi la menace de représailles légales et elle a même exigé que certaines équipes de travail portent des caméras corporelles similaires à celles portées par des corps policiers. De plus, Apple s'est souvent opposée par différents moyens au « bidouillage » de ses appareils, cela en rendant volontairement difficiles les modifications et réparations matérielles ou logicielles et utilisant même la dissuasion légale auprès de sites qui diffusent de telles informations techniques.

FABRIQUES DE MALHEUR

En 2010, le suicide de quatorze employé·es des usines chinoises du fabricant taïwanais Foxconn, le principal fabriquant des appareils d'Apple, a mis au jour les conditions de travail exécrables qui y régnaient. Après la tragédie, Apple s'est engagée à faire respecter une liste de normes à ses fournisseurs, que ceux-ci contournent régulièrement. Par exemple, en plus d'engager des étudiants et étudiantes « stagiaires », un rapport récent du Australian Strategic Policy Institute révélait qu'Apple profitait directement ou indirectement du travail forcé de Ouïgour·es. Les entreprises minières qui fournissent certains matériaux utilisés dans la fabrication des produits du géant embauchent souvent des enfants qui doivent travailler dans des conditions très dangereuses.

Apple réagit très lentement quand des fautes importantes à ses propres normes sont portées à son attention. Selon d'ancien·nes employé·es de l'entreprise, Apple considère que les craintes de pertes de profits et de retards de production l'empêchent de couper les liens avec les fournisseurs fautifs. Le géant rend ceux-ci responsables des conditions de travail de leurs employés, sans admettre sa propre responsabilité dans le problème. En effet,

même en connaissant les conséquences d'une telle pression, Apple impose un calendrier de production ne pouvant être réalisé qu'avec une force de travail immense en période de pointe, ce qui pousse ses fournisseurs à opérer dans ces conditions de travail de misère.

INNOVATION FISCALE

Apple est une championne de l'évitement fiscal. Elle a même été l'une des pionnières de l'industrie technologique en cette matière, en créant différentes techniques maintenant imitées par plusieurs autres entreprises états-uniennes. La plus célèbre de ces méthodes est de faire transiter ses revenus par l'Irlande, les Pays-Bas et les Caraïbes. Ces multiples manœuvres fiscales permettent à l'entreprise d'éviter de payer plusieurs dizaines de milliards d'impôts chaque année.

Il y a dix ans, ces manœuvres ont attiré l'attention d'un comité sénatorial aux États-Unis qui a en a dévoilé publiquement le détail. La pression internationale a forcé l'Irlande à modifier ses règles fiscales, mais en accordant un délai de plusieurs années aux entreprises utilisant le « stratagème irlandais ». Comme révélé dans les Paradise Papers, ce délai a permis à Apple de modifier sa stratégie en secret pour y ajouter le paradis fiscal britannique de l'île de Jersey. En 2016, une agence européenne anti-monopole a réussi à condamner l'Irlande à récupérer 13 milliards d'euros d'impôts impayés par Apple, en considérant cette somme comme une aide financière illégale de l'Irlande. Ironiquement, l'État irlandais a fait appel de cette décision, préférant se priver de cette somme plutôt que de compromettre un arrangement qui lui est très profitable. Apple et l'Irlande ont réussi à faire annuler cette condamnation importante en 2020, mais cette décision est elle-même portée en appel par les autorités européennes.

BOUTIQUE DE DOMINATION

Apple fait aussi l'objet d'attention judiciaire concernant des abus de position dominante. Ayant popularisé son magasin d'applications en ligne pour son populaire téléphone intelligent, l'entreprise s'est placée dans une position unique où elle contrôle totalement les règles de ce marché qu'elle a elle-même créé. Ainsi, une procédure de l'Union européenne examine présentement comment Apple facture une commission de 15 % à 30 % aux éditeurs d'applications utilisant sa boutique en ligne, faussant ainsi la concurrence. Dans le même esprit, aux États-Unis, une juge fédérale a interdit à Apple d'imposer l'utilisation de son propre système de paiement aux éditeurs d'applications pour les achats effectués dans leurs produits.

Le concept de boutique en ligne d'applications simplifie l'installation de nouveaux logiciels sur les appareils, mais son contrôle centralisé permet aussi différentes formes d'abus. Apple est l'arbitre ultime des applications permises ou non sur sa plateforme et ceci lui donne un pouvoir de censure. L'entreprise a notamment exercé ce pouvoir pour éviter de déplaire à différents régimes répressifs, comme ceux de la Chine et de la Russie. Apple a d'ailleurs conclu une entente secrète avec la Chine en 2016, promettant des investissements importants en échange d'aide commerciale de l'État chinois.

Le contrôle du géant sur sa boutique en ligne lui permet aussi d'exercer une pression commerciale sur ses concurrents. Apple a même réussi à faire plier un autre GAFAM, Facebook, parce que son application publicisait le fait qu'Apple prélevait 30 % des ventes d'accès aux évènements en ligne. En 2013, Apple a aussi été reconnu coupable d'avoir joué un rôle central dans une entente entre plusieurs éditeurs de livres visant à limiter la compétition dans la vente de livres électroniques.

Ce niveau de contrôle ne résulte d'aucune nécessité technique, mais est plutôt le fruit d'un travail visant à créer un environnement technologique fermé dont Apple conçoit et contrôle les moindres détails.

UN DOSSIER INCOMPLET

Ce court texte ne fait qu'un survol des principaux reproches faits au géant des apparences. Le partage inéquitable des revenus de vente des produits d'Apple entre celles et ceux qui les fabriquent dans des conditions misérables et une entreprise qui les met en marché de manière colorée montre que Apple bat encore de nouveaux records: celui de l'absurdité d'un capitalisme mondial qui lui permet d'exploiter des travailleurs et travailleuses sans leur donner une juste part de ses immenses revenus mis à l'abri dans les paradis fiscaux. abi

LE PAKISTAN SUBMERGÉ

Photo : Oxfam International
Texte : Miriam Hatabi

Depuis la fin du mois d'août, les Pakistanais·es composent avec des inondations historiques : un tiers du pays se trouve sous l'eau et les efforts requis pour répondre à cette crise sont collossaux. Par-delà les campagnes de dons et d'aide internationale d'urgence, les appels à la justice climatique, notamment par l'annulation de la dette extérieure du Pakistan, se multiplient. « À l'heure actuelle, les ressources du Pakistan doivent être mobilisées pour répondre à la crise, pas pour payer des dettes extérieures. Les leaders mondiaux doivent être tenus responsables de fournir réparation en matière de changements climatiques » (traduction libre), demande la Commission pakistanaise de droits humains. « Quelle attention est-ce que des pays comme le Pakistan, qui ont un ratio dette/PIB des plus élevés, peuvent réellement accorder aux infrastructures sociales, d'assistance sociale et d'adaptation aux changements climatiques? » (traduction libre), pose Maira Hayat, professeure à l'université Notre Dame, sur Twitter. « On ne peut comprendre *vraiment* la capacité du Pakistan à répondre à la crise sans la situer dans ce régime de dette international auquel le pays appartient. Comment peut-on penser que des pays endettés seraient en mesure d'investir dans les infrastructures sociales [requises pour l'adaptation aux changements climatiques] ? » (traduction libre). abi

Photo : CC BY-NC-SA

L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS GRECS DU QUÉBEC

UN DEMI-SIÈCLE DE LUTTE

Avec Irène Fournaris*
Propos recueillis par Isabelle Bouchard

L'Association des travailleurs grecs (ATGQ) souligne ses 50 ans d'activités ! C'est chez elle que nous a reçu·es madame Irène Fournaris, une femme fière et forte de 76 ans. La militante de l'ATGQ nous raconte l'histoire de cette association, entremêlée à la sienne.

Née sur l'île grecque de Syros, Irène Fournaris a passé son enfance et son adolescence à Athènes, qu'elle nomme affectueusement «*la vieille grand-mère laide*» tellement le contraste entre elle et la beauté des îles est fort. Fournaris, c'est le nom de son mari, qu'elle a rencontré à Athènes. «*À l'époque, les femmes ne conservaient pas leur nom de famille*», nous rappelle-t-elle. Son mari et elle ont connu la dureté de la dictature ainsi que la censure et la violence qui l'accompagnent. Elle est arrivée seule au Québec en 1965.

À l'époque, dit-elle, «*le Canada recrute activement en Europe. Dans les années cinquante, il y avait beaucoup de filles qui venaient ici comme domestiques. Il y avait aussi, jusqu'au début des années 1970, de nombreux programmes de parrainage pour faire venir les membres des familles.*» Rena, qui parlait déjà français à l'époque, a fait sa demande d'immigration de manière indépendante. Une fois arrivée, elle a fait de la couture et beaucoup d'autres occupations. Elle a regagné son pays natal quelques années, puis elle s'est installée définitivement au Québec en 1971, et son amoureux l'a rejointe en 1972 après avoir terminé une maîtrise en mathématiques. L'ATGQ était déjà fondée.

Au début de son implication avec l'ATGQ, elle était une salariée «prêtée» par un YMCA. Rapidement, elle a été élue au conseil d'administration. Femme d'idées, d'engagements et éprise de liberté et d'indépendance, elle a participé au documentaire *Le confort et l'indifférence* de Denys Arcand en 1981, dans lequel on l'entend dire: «*Les Québécois n'ont pas osé*».

Illustration : Ramon Vitesse

ORIGINES

L'Association est née d'un besoin d'accueil, d'information et de traduction pour les personnes immigrantes grecques. «*Quand elles et ils arrivaient ici, elles et ils ne parlaient pas la langue et ne connaissaient pas leurs droits. L'Association les accueillait et offrait des services de tout genre, dont ceux de traducteur et d'interprète. Bref, on aidait le monde*», prend soin de préciser Irène Fournaris.

La naissance de l'ATGQ s'est réalisée sous l'égide d'un programme du WMCA alors que des organisateur·trices communautaires donnaient un coup de main pour l'organisation. Puis, l'Association est devenue indépendante. Elle compte un CA composé de personnes élues une fois par année lors de son assemblée générale. «*Le CA actuel comprend trois femmes sur onze personnes*», nous apprend-elle. Actuellement, l'Association est composée de 300 membres. «*C'est beaucoup moins qu'avant. J'ai souvenir d'avoir organisé des activités pour 700 membres*», constate l'organisatrice.

En plus du CA, l'Association va élire des responsables pour différents comités (ou secteurs) notamment ceux des services, des conditions de travail, du comité jeunesse, des femmes et le comité du secteur du local. Ces différents comités vont nourrir les membres d'informations sur ce qui se passe au Québec et en Grèce pour que l'Association prenne position ou appuie des luttes. «*Avant, on prenait davantage position sur des enjeux grecs*», constate avec une certaine amertume la militante.

L'ATGQ, c'est en toutes lettres un organisme de classe, de masse de travailleurs autonomes et indépendants des forces politiques. L'AGTQ réunit les membres sans distinction de sexe, de religion ou de conviction idéologique. Il informe et guide les immigrant·es grec·ques tant sur le plan social que professionnel. «*Dans nos statuts et règlements, il est écrit que notre mission est de promouvoir l'intégration des travailleurs grecs dans la société d'accueil, en concordance avec des principes d'unité, de solidarité, de collaboration et de respect réciproque avec tous les autres travailleurs. De plus, nous avons la mission de prendre part aux luttes du mouvement ouvrier québécois. Nous adhérons aussi aux principes de non-violence*», explique-t-elle.

UN LOCAL À SOI, C'EST GAGNANT

L'achat du local sur l'avenue du Parc à Montréal en 1978 a été très structurant pour l'ATGQ. C'est probablement le moment le plus important pour elle. La propriétarisation de son local, comme groupe, c'est l'assurance de la pérennité d'une association. «*Nous n'avons plus à courir des salles à louer pour tenir nos activités et offrir nos services*», exprime Irène Fournaris.

Certes, les membres ont dû vendre le deuxième étage de la bâtisse il y a quelques années pour régler une situation financière difficile, mais c'est justement parce qu'ils en étaient les propriétaires qu'ils et elles ont pu le faire. «*L'achat du local, ça nous a donné la stabilité, les gens savent où nous trouver*», conclut-elle.

Avec la pandémie, l'Association a toutefois mis en veilleuse ses activités sociales. «*Nous avons un volet culturel important. Nous avons besoin de nous rencontrer pour*

Illustration : Ramon Vitesse

le plaisir. Nous sommes des ami·es. Nous organisons des soirées musicales Rebetiko, un art composé de chants et de musiques populaires et marginales, et notre salle est pleine », nous confie joyeusement notre hôtesse. Cela contraste avec l'organisation de bals classiques. La programmation des activités de l'ATGQ comporte aussi des soirées de danse qui connaissent un grand succès et qui complètent la programmation d'activités plus politiques.

AMI·ES DES SYNDICATS

L'ATGQ n'est pas un syndicat. Cependant, l'Association a beaucoup collaboré pour aider des Grec·ques à se syndiquer. « *Après la Deuxième Guerre mondiale, les Grec·ques au Québec travaillaient dans des secteurs pas "syndicalisables", des secteurs sans qualifications. Pensons à la restauration, aux vêtements, à l'entretien ménager* », raconte la femme engagée. Alors, dans ces cas, l'Association collabore (collaborait) avec les centrales syndicales afin d'offrir les services d'interprètes. Elle était aussi en mesure de rassembler facilement les travailleur·euses en cause. « *Une des missions de l'ATGQ est d'améliorer les conditions de travail des travailleurs et travailleuses grec·ques* », rappelle Irène Fournaris. C'est pourquoi l'ATGQ, tout au long de son existence, a participé à plusieurs congrès des centrales syndicales.

LA PARTICIPATION DES JEUNES

Au printemps 2012, l'Association a participé aux marches en appui à la gratuité scolaire. « *Il y a beaucoup de jeunes qui ont rejoint plus ou moins récemment l'Association et ils et elles sont plus instruit·es que nous l'étions à notre époque. Ils et elles participent, font leurs affaires, entrent dans un milieu et apprennent de nouveaux trucs. Cela contraste avec la démotivation ambiante* », constate, confiante, la membre du CA. La participation, pour elle, c'est la meilleure manière de renforcer sa force citoyenne. C'est aussi le slogan du parti communiste grec duquel elle, on l'aura deviné, se réclame un peu. **àb**

* Irène Fournaris est une militante de la première heure de l'Association des travailleurs grecs du Québec, dont elle a été la première trésorière.

ENTREVUE

SYNDIQUER LES TRAVAILLEUR·EUSES AUTONOMES

Avec Selena Phillips-Boyle*
Propos recueillis par Isabelle Bouchard

Le Syndicat associatif des travailleur·euses autonomes du Québec (S'ATTAQ) se consacre à la défense des droits des travailleur·euses autonomes. Quels sont les enjeux propres à cette condition d'emploi bien particulière, et quelles sont les stratégies d'organisation de S'ATTAQ ?

***À bâbord !* : Quels sont les principaux mythes quant à la syndicalisation des travailleur·euses autonomes ?**

Selena Phillips-Boyle : Il y a de nombreuses faussetés qui circulent. On entend souvent qu'il est impossible de les syndiquer étant donné leur dispersion à travers différents milieux et différentes industries. C'est vrai que cette situation rend la syndicalisation plus difficile que pour des emplois salariés typiques, mais elle n'est pas impossible. Nous en sommes la preuve. Il faut, en tant qu'officières et officiers syndicaux, faire preuve d'imagination et utiliser les leviers qui s'offrent à nous. Par exemple, dans le cas de celles et ceux qui exercent dans le numérique, il est aisé de trouver des données qui nous permettent de les identifier. La communication avec eux et elles s'en trouve simplifiée et nous pouvons alors mieux appliquer nos principes d'agitation, d'éducation, d'organisation et de syndicalisation.

Un autre mythe, c'est de penser qu'il y a de plus en plus de travailleuse·eurs autonomes au Québec alors qu'il n'en est rien. En fait, leur nombre est assez stable. On parle de 550000 personnes. Si, à une certaine époque, elles étaient surtout concentrées dans le domaine de l'agriculture, force est de constater qu'actuellement, elles œuvrent dans une multitude de secteurs professionnels. Il faut aussi savoir que des travailleurs·euses autonomes travaillent parfois dans plus d'un secteur ou dans plus d'une industrie à la fois.

Illustration : Elisabeth Doyon

***ÀB !* : L'existence du statut de travailleur·euses autonomes est-il une fatalité ou un choix ?**

S. P.-B. : L'idée que les travailleuse·eurs autonomes choisissent leur statut relève aussi du mythe, en tout cas pour les membres de notre syndicat. Selon cette vision romancée, le travail automne est un travail idéal parce qu'il permet le choix de l'industrie pour laquelle s'effectue le contrat, le choix du lieu de travail, l'autonomie dans la détermination du nombre d'heures que la personne consacre et une grande flexibilité dans l'horaire de travail. À cette vision romancée s'ajoute l'idée généreuse que le travailleur ou la travailleuse autonome est libre puisque sans patron pour l'exploiter. C'est sans prendre en compte que les conditions concrètes du travail autonome sont en elles-mêmes exploitantes !

Même certain·es travailleurs et travailleuses autonomes font semblant qu'elles ou ils choisissent librement leur statut. Pourtant, le travail autonome existe parce que les entreprises n'offrent pas de postes à temps plein ni à temps partiel, d'ailleurs. Le travail autonome, c'est une manière pour elles d'épargner de l'argent parce qu'elles n'ont pas à accorder de (bonnes) conditions de travail. Elles ne donnent pas de vacances, pas plus que de congé maladie ni de congé parental. Tout cela relève du privilège individuel. Les industries ne fournissent pas de local ni d'équipement de travail. La charge revient aux travailleuses et travailleurs de se les procurer. Il s'agit vraiment d'une logique néo-libérale à laquelle s'ajoute une condition salariale injuste. En effet, beaucoup de travailleurs et travailleurs autonomes ne gagnent pas plus que le salaire minimum, en tout cas chez nos membres.

Le travail autonome est la prochaine étape du capitalisme. C'est une conception du travail qui profite largement des éléments qui sont à la charge des travailleurs et travailleuses autonomes. La situation s'est gravement transformée avec cette pandémie qui a conduit plusieurs personnes à travailler plus à la maison, les rendant responsables de leurs outils

de travail et ce, sans que les salaires soient ajustés en conséquence.

***À B !* : Le carburant traditionnel du syndicalisme est (devrait être) la mobilisation de ses membres. Quelles stratégies de mobilisation avez-vous déployées ou comptez-vous déployer ?**

S. P.-B. : Au début de la pandémie, nos membres étaient mieux organisé·es que les autres étant donné qu'ils et elles avaient déjà l'habitude d'avoir un bureau à la maison, de travailler seul·es et à distance. Mais actuellement, c'est vraiment difficile. Les gens sont vraiment épuisés et les troubles de santé mentale sont nombreux. À titre de d'officière de mobilisation interne, je tente de redémarrer la mobilisation. Je propose aux membres des sessions de cotravail en ligne, des moments de lunchs communs et aussi des 5 à 7 à distance. Je tente d'organiser des événements à saveur plus sociale. Éventuellement, nous allons remettre sur pied des formations syndicales sur une base plus régulière. Toutefois, notre activité de mobilisation principale, c'est d'organiser des campagnes de syndicalisation dans des industries. C'est la base de notre action.

***À B !* : Dans un monde idéal, à quoi ressembleraient les normes du travail pour les travailleuses et travailleurs autonomes ? Quelles sont vos inspirations en la matière ?**

S. P.-B. : Déjà, les normes du travail au Québec ne sont pas très généreuses pour les salarié·es, alors, pour les autonomes, elles sont tout à fait obsolètes. Il serait urgent de légiférer en premier lieu pour fixer un maximum de seize jours pour être payé·e comme c'est le cas pour les personnes salariées typiques.

La ville de New York est très inspirante pour la construction d'un modèle de travail autonome plus respectueux. Sa loi selon laquelle « *freelance isn't free* » (le travail autonome n'est pas gratuit) est très inspirante pour notre syndicat. La loi fixe un maximum de jours pour la rémunération des travailleuses et travailleurs autonomes et accorde un recours officiel si cette clause n'est pas respectée. Les personnes ne sont pas laissées à elles-mêmes comme c'est le cas pour nos membres lorsqu'il y a des litiges. De plus, la loi new-yorkaise exige la signature d'un contrat pour tout mandat d'une valeur de plus de 800 $US commandé par une entreprise à un·e travailleur·euse autonome. En outre, le programme prescrit un modèle de contrat ainsi qu'un recours officiel en cas de difficulté dans l'application des clauses du contrat type. En sachant que la plupart des travailleuses et travailleurs autonomes sont sans contrat officiel, en tout cas chez nos membres, cette loi prend tout son sens.

Nous sommes aussi inspirée·es par d'autres campagnes qui s'intéressent notamment à la santé et à la sécurité des travailleurs et travailleuses. Par exemple, avant 2019, les agences de placement n'avaient pas d'obligation de sécurité envers les travailleur·euses qu'elles plaçaient dans les industries et celles-ci n'en avaient pas non plus. Il y avait un grand vide. La sécurité des travailleur·euses qui avaient recours aux services de placement n'était absolument pas prise en compte. Grâce à la campagne du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI), les lois ont changé. Il est souhaitable que cette responsabilité à l'endroit de la sécurité s'applique à toutes les personnes qui occupent un emploi autonome.

Finalement, dans un monde idéal, le travail autonome compterait pour le chemin d'immigration, ce qui n'est pas le cas actuellement. Le travail autonome n'est pas tenu en compte aux fins du statut d'immigration, ce qui est une injustice flagrante. Il est grand temps que le travail autonome cesse d'être invisibilisé.

***À B !* : Quelles sont vos principales campagnes de syndicalisation ?**

S. P.-B. : Le S'ATTAQ étant membre des Industrial Workers of the World (IWW), il organise, depuis 2017, des campagnes de syndicalisation qui suivent les mêmes principes que l'organisation mère. Il s'agit de principes de base comme l'anticolonialisme, l'antiracisme, l'anticapitalisme et l'inclusion des personnes queers. Nous tentons aussi d'organiser des campagnes bilingues, même si la plupart de nos membres sont anglophones. De plus, nous adhérons au principe de non-hiérarchie, ce qui fait que chaque membre peut apporter des idées et des projets et que chaque personne peut changer les orientations des campagnes d'organisation.

Pour moi, le plus important était d'abord de créer un sentiment d'appartenance entre les travailleur·euses autonomes, parce que le système capitaliste actuel les individualise tellement. Or, plus nous sommes isolé·es, moins nous avons de pouvoir sur notre situation professionnelle. Pour répondre à cet objectif, nous avons d'abord organisé différents projets, comme des sessions de cotravail entre travailleur·euses autonomes et des ateliers d'éducation populaire sur des sujets propres au travail autonome (rédaction de contrats, de demande de bourses, de rapport d'impôts, etc.). Le but de ces activités était de développer des liens entre les membres.

Puis, les premières campagnes de syndicalisation visaient les pigistes dans les domaines du journalisme, du jeu vidéo et du milieu des aides domestiques. Actuellement, nous tenons des campagnes dans l'industrie du sexe et une autre dans le milieu de la traduction. Nous organisons aussi des actions directes comme *Réclame ta paye* ou *Réclame ton respect* en appui à des membres qui sont privé·es de leurs droits. Nous vous invitons à appuyer ces campagnes d'amélioration des conditions de travail. **ABI**

*Selena Phillips-Boyle est officière au Syndicat associatif des travailleuses et travailleurs autonomes du Québec (S'ATTAQ) de la branche IWW de Montréal.

CULTIVER LES COMMUNS : DE L'EUROPE AU QUÉBEC

Marie-Soleil L'Allier et Samuel Raymond

Depuis le début de 2022, le collectif Cultiver les communs travaille à la création d'un groupe de travail québécois sur les communs. Il a aussi développé ses liens internationaux auprès de camarades européen·nes à travers le Groupe de travail sur l'écosystème des communs.

Dans un contexte où le marché et l'État néolibéralisés ne parviennent plus à assurer un accès juste et universel au logement, à une alimentation saine, à une éducation de qualité ou à des soins de santé adéquats, les communs ouvrent d'autres possibles pour organiser la façon dont on répond à ces besoins. Ils sont une invitation à « produire moins, à partager plus et à décider ensemble[1] ».

Un commun est traditionnellement défini comme une institution comprenant trois éléments : une ressource (matérielle ou immatérielle), une communauté (responsable de gouverner cette ressource) et un ensemble de règles de gouvernance (défini par et pour la communauté). Il s'agit d'un modèle d'organisation politique, économique et sociale existant depuis des temps anciens. Récemment, la prix Nobel d'économie Elinor Ostrom a été reconnue pour avoir défendu la pertinence des communs et les caractéristiques clés de leurs règles de gouvernance. Cependant, cette conception managériale des communs est de plus en plus critiquée, car elle fait reposer la destruction des communs sur des enjeux de gouvernance plutôt que sur leur accaparement et leur privatisation par les sociétés capitalistes. Dans cette perspective, il devient alors intéressant de définir les communs comme un moyen de réclamer le droit de répondre par nous-mêmes – et au-delà du marché ou de l'État – à nos besoins de subsistance. Les communs invitent ainsi à répondre à nos besoins sociaux (comme se nourrir, se loger, s'éduquer, se déplacer ou se soigner) à l'extérieur du pouvoir des multinationales et des grands systèmes sociotechniques dominants.

Si les communs ont historiquement été détruits par le capitalisme (enclosure, privatisation, cooptation), se pose alors la question de comment créer un écosystème qui protège les communs qui émergent depuis une trentaine d'années dans les sociétés occidentales. C'est pour réfléchir à ces enjeux et aux différents moyens d'y parvenir qu'est né le Groupe de travail transnational d'écosystème des communs.

UN GROUPE TRANSNATIONAL

Le Groupe de travail d'écosystème des communs a été initié en 2022 par femProcomuns (Espagne), Remix the Commons (France), Solidarius (Italie), B.A. Balex (France) et Projet Collectif (Québec). Il s'inscrit dans un mouvement diversifié et multiple d'organismes œuvrant à la reconnaissance des communs. Sur une base bimensuelle, les membres du groupe se rencontrent pour s'autoformer sur les différents modèles, méthodologies, pratiques et outils développés et mis en pratique localement. Par l'entremise d'ateliers de transfert de connaissances, le groupe développe une boîte à outils pour rendre visibles et renforcer les initiatives basées sur les communs. À terme, la mise en forme de ces différentes productions permettra de multiplier le pouvoir de transformation des communs et de soutenir la formation d'alliances dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de la culture, de l'éducation ou du transport.

C'est d'ailleurs dans le cadre de ces rencontres que la coopérative femProcomuns a présenté le Modèle de soutenabilité des communs. De plus, le groupe organise actuellement une présentation en ligne le 4 octobre 2022[2] ainsi qu'un colloque les 14 et 15 novembre à Mondeggi (Italie) en marge du Forum social européen[3].

LE MODÈLE DE SOUTENABILITÉ DES COMMUNS

En 2015, les élections municipales espagnoles mènent au pouvoir plusieurs groupes citoyens ouvertement municipalistes. Ce courant de pensée conçoit l'échelon de pouvoir municipal comme lieu politique favori pour une réappropriation collective des institutions locales. Dans ce sillon, des programmes comme La Comunificadora à Barcelone sont mis sur pied. Il s'agit d'un programme d'accompagnement à la création d'initiatives économiques ancrées dans une approche des

POUR REJOINDRE LE GROUPE

Site Web : cultiverlescommuns.org/fr

Par courriel : mariesoleil@projetcollectif.ca

Espace que vous pouvez rejoindre sur le média Passerelles : www.passerelles.quebec/communaute/79/communs

communs. Il regroupe des projets en cours de constitution, mais aussi des projets qui souhaitent effectuer une transition vers les communs. Le programme se déroule sur six mois et s'articule autour du Modèle de soutenabilité des communs. Il se décline en cinq piliers qui s'enchaînent dans la ronde des ateliers: la co-gouvernance, la communauté, la co-production, le partage et les ressources. Chacune des rencontres est l'occasion de distribuer de la documentation ainsi qu'un ensemble d'outils visuels pour se figurer les différentes dimensions du développement d'un commun.

En 2022, la coopérative femProcomuns, avec le soutien du gouvernement autonome de Catalogne, a continué à utiliser ce modèle dans le cadre du programme Écosystème de transition. L'objectif est de supporter l'approche par les communs dans des domaines vitaux tels que l'énergie, le logement, la santé, le territoire, l'alimentation ou l'eau. Aucun autre programme officiel de cette nature n'existe sur le territoire du Québec. Ces initiatives et leurs méthodologies constitueront donc une source d'inspiration particulièrement intéressante dans les prochains mois pour le groupe Cultiver les communs au Québec.

Depuis 2010, le Québec a aussi connu plusieurs activités d'animation autour des communs, notamment portées par Communautique, Vecam, Remix the common, Percolab, le TIESS, Solon, CITIES et plusieurs autres. C'est avec la volonté que s'institue un plus large mouvement qu'un appel local large a été lancé sur le média social québécois Passerelles en janvier 2022. Cet appel a permis de formaliser le groupe Cultiver les communs au Québec. Depuis, ce sont une quinzaine de personnes issues du milieu communautaire, de la société civile, du monde de la recherche, du milieu municipal et des mouvements sociaux qui se rencontrent sur une base mensuelle. Déjà, plusieurs chantiers sont en cours, dont la traduction et l'appropriation locale du Modèle de soutenabilité des communs présenté plus haut, la création d'une charte de fonctionnement, une veille sur les communs au Québec et le développement d'une stratégie de mobilisation pour revendiquer une société des communs.

ÉTABLIR UN RÉSEAU FORT

Les prochains mois seront particulièrement cruciaux pour le groupe Cultiver les communs. Alors qu'il aura à développer sa propre culture interne, il aura aussi plusieurs chantiers de travail à amorcer. La culture des communs au Québec est encore à mettre en lumière. De plus, le Québec bénéficie d'un territoire diversifié qui peut contribuer à multiplier les expériences sociales. Le réseau Cultiver les communs souhaite inviter l'ensemble des «commoners» du Québec à participer à ses activités. Vous trouverez dans l'encadré ci-contre les coordonnées pour communiquer avec nous.

Cultiver les communs pour se guérir du mal de l'infini, produire moins, partager plus et décider ensemble ! à bâbord

1. Yves-Marie Abraham, *Guérir du mal de l'infini*, Montréal, Écosociété, 2019, 280 pages.

2. Pour s'inscrire en ligne : femprocomuns.coop/international-meeting-transitioning-ecosystem-models-for-sustaining-the-commons/?lang=en

3. Pour plus de détails, vous pouvez écrire à mariesoleil@projetcollectif.ca

ORGANISATIONS MEMBRES DE L'ÉCOSYSTÈME DES COMMUNS

femProcomuns

Est une coopérative intégrale de travail et de consommation qui a pour objectif de consolider un écosystème de communs basé sur des principes de coopérativisme ouvert, d'autogestion communautaire, d'écologie, d'humanité, de soutenabilité économique, de partage des connaissances et de réplicabilité.

Pour plus d'information : femprocomuns.coop

Remix the commons

Est un collectif international francophone créé en 2009 par Communautique (Québec), VECAM (France), LARTES-IFAN, Ker Thiossane (Sénégal) and FMAS (Maroc) à l'initiative d'Alain Ambrosi. Il a pour mission de développer des outils pour agir, penser, transmettre et s'organiser en commun.

Pour plus d'information : www.remixthecommons.org/fr

Solidarius

Est une entreprise sociale d'économie solidaire née en tant que nœud italien du réseau international Solidarius qui s'inscrit dans le réseau de solidarité socio-économique au Brésil depuis plusieurs années. La coopérative a joué un rôle actif dans la fondation du Réseau italien d'économie solidaire.

Pour plus d'information : www.solidariusitalia.it/chi-siamo

L'association B.A. BALEX

Créée en août 2002, elle a pour objet de promouvoir le Bien Commun et la citoyenneté par la diffusion et la contribution à l'élaboration du droit.

Pour plus d'information : www.babalex.org

Projet Collectif

Est un OBNL qui a pour mission de faciliter l'accès aux connaissances et favoriser les échanges entre les personnes et les organisations qui créent une société plus équitable et écologique, notamment en favorisant la création et le déploiement de communs.

Pour plus d'information : projetcollectif.ca

36

Photo : Marine CC

La couverture est un photomontage réalisé par Florence et Collages Féminicides Montréal (CFM) à partir de photos d'André Querry prises lors de la marche trans du 6 août 2022 à Montréal/Tiohtià:ke. Les photographies des artisan·es de CFM en action ont été prises par Marine CC lors d'un événement réalisé avec la collaboration du Théâtre Espace Go en décembre 2021.

DOSSIER

QUEER

UNE RÉVOLUTION FLAMBOYANTE

Dossier coordonné par Philippe de Grosbois
Eve Martin Jalbert et Alexis Ross
Illustré par Collages Féminicides Montréal

Les révolutions ne sont pas toujours télévisées; elles n'ont pas moins lieu. C'est bien le cas de la révolution queer. Les luttes et les transformations en cours s'acharnent à rendre révolus les systèmes hétérocis et patriarcal, et, à travers une multitude d'alliances, participent au renversement de bien d'autres systèmes encore. Au fond, les tribuns conservateurs n'ont pas complètement tort quand ils annoncent que « les revendications queers menacent toute la civilisation telle qu'on la connaît ». Ces luttes sont porteuses de transformations sociales aussi fondamentales que globales. Nous savons ces transformations nécessaires, généreuses et profondément joyeuses.

La révolution queer renouvelle nos manières de penser et de percevoir nos relations à nous-mêmes, à notre corps, à nos désirs, aux autres, au monde. Elle ouvre des possibilités, transgresse les normes et brouille les frontières, laisse la place aux envies d'être et d'appartenir, là où le monde straight limite les possibles, forge des normalités, érige des murs et cristallise des oppositions et des hostilités. La révolution queer refuse toutes ces divisions sociales qui ne sont que prétexte à la hiérarchisation, à l'isolement et à l'exclusion des manières d'être marginales.

Elle multiplie, bien sûr, les manières dont tou·tes et chacun·e peuvent vivre leur genre et leur sexualité, et plus largement nouer des relations entre elleux. Ce faisant, elle réinvente la langue et les représentations pour dire toutes ces réalités pas si nouvelles, mais encore choquantes pour certain·es. Elle exige aussi de revoir de fond en comble des normes et des pratiques sociales inscrites jusque dans l'État, ses lois et les droits qu'il daigne nous accorder, jusque dans la manière dont nous fixons les rôles sociaux et les bénéfices qui reviennent à chacun·e.

La révolution queer, donc, est et sera inévitablement faite de luttes. Fidèles à elles-mêmes, ces luttes queers ne sont jamais cantonnées à leurs petites affaires, mais sont marquées par les solidarités, par la sensibilité à ce qui nous rassemble ou aux manières dont nos élans peuvent s'entrecroiser. Les luttes queers débordent d'elles-mêmes pour se lier aux combats féministes, bien sûr, mais aussi décoloniaux, antiracistes, écolos, anticapitalistes. Autrement, la révolution queer ne serait ni révolutionnaire ni queer.

Le présent dossier se divise donc en deux grandes parties: la première aborde les manières dont la révolution queer *fout le bordel* dans les normes sexuelles et de genre; la seconde montre comment cette révolution peut tisser des liens avec les autres.

Elle a beau se jouer en partie dans l'ombre, la révolution queer ne suscite pas moins son lot de réactions hargneuses et violentes de la part de celleux qui voudraient préserver à tout prix les certitudes et les privilèges que leur confèrent les normes sexuelles et de genre. Puissants chez nos voisin·es du sud et dans certains pays d'Europe, ces contrecoups réactionnaires sont aussi présents chez nous. Les attaques législatives contre les personnes trans et non binaires se multiplient; la droite se porte à la « défense » des enfants contre les drag queens et autres « prédateur·trices sexuel·les » qui les menaceraient; les puristes grincheux·ses de la langue française s'insurgent que celleux qui parlent la langue la fassent évoluer pour nommer l'innommé et répondre à nos besoins d'inclusion. Malgré tout cela, nous avons choisi dans ce dossier de ne pas nous étendre sur ce *backlash*. Nous avons préféré redonner la parole à celleux qui sont visé·es par cette contre-attaque pour mettre en lumière, au-delà de la version distordue qu'en donne une droite obtuse et omniprésente, les aspirations qui animent une révolution en marche. ab

GLOSSAIRE

Ce glossaire maison ne vise pas à figer le sens des termes qu'il définit, encore moins à fixer une norme lexicale. Il répond à un vœu plus modeste : faciliter la lecture du présent dossier. Nous avons pris le parti de ne pas uniformiser certains termes. La variabilité témoigne selon nous de l'effervescence qui accompagne toute révolution, y compris dans nos manières de parler et de penser.

Queer – Insulte («étrange», avec une connotation négative) ayant été renversée en terme affirmatif. *Queer* est désormais une désignation parapluie réunissant des identités, des communautés, des mouvements, des pensées, des théories qui ne correspondent pas aux normes sexuelles et de genre.

LGBTQIA2S+ — Une des multiples formes que peut prendre l'acronyme réunissant les minorités sexuelles et de genre. Lesbiennes, Gais, Bisexuel·les, Trans, Queers/en Questionnement, Intersexes, Asexuel·les/Aromantiques/Allié·es, Bispirituel·les (Two-Spirits, terme utilisé chez certains Premiers Peuples pour désigner les personnes rompant avec les normes sexuelles et/ou de genre).

Genre/sexe — Le mot «*sexe*» est ici réservé au plaisir qu'on a seul·e, à deux ou à plusieurs. Il ne désigne donc pas des catégories homme/femme venant avec tout un ensemble de caractéristiques jugées naturelles et éternelles. Le *genre* désigne la construction sociale et historique des hommes et des femmes, des attentes en matière de rôles sociaux, de comportement, d'apparence, de capacités, etc. Il est empreint de stéréotypes, de préjugés, de violences. Le genre est une réalité identitaire, une manière de sentir et d'agir, en adéquation ou non avec telle ou telle caractéristique anatomique.

Binarité/dualité de genre – Approche réduisant la diversité des genres au nombre de deux (masculin/féminin). Cette réduction implique d'accentuer les différences en les opposant et, au sein du patriarcat, en les hiérarchisant.

Personnes non binaires/non-binarité de genre/fluidité de genre/genderqueer/genderfuck — Diverses façons de sortir de la binarité de genre et de l'équation *génitalité=genre*. *Genderqueer* et *genderfuck* désignent la perturbation de la binarité de genre par sa manière d'être et d'agir. *Non binaire* est un terme parapluie qui permet à des personnes qui ne se sentent pas tout à fait ou pas du tout l'un ou l'autre des genres masculin ou féminin de nommer cette existence. La notion de *fluidité* implique un mouvement, ponctuel, continu ou intermittent dans le domaine des genres par certaines personnes.

Drag king/drag queen — *Drag queen* s'applique aux personnes (généralement masculines) qui performent le genre féminin, souvent dans un cadre artistique; *drag king*, aux personnes (souvent féminines) qui performent le genre masculin.

Cis/cisgenre/cisidentité — Désigne les personnes dont le genre ressenti et vécu correspond à celui qui leur a été assigné à la naissance, souvent sur la base de la génitalité. Par opposition à *trans/transgenre*.

Hétérocis/Cishétéro — Nom ou adjectif désignant une personne à la fois cisgenre et hétérosexuelle. On dit aussi parfois *cis-het* dans le langage courant.

Normes de genre/hétérocisnormativité/cishétéronormativité/hétérocispatriarcat — Règles sociales qui cherchent à figer et à rendre obligatoires l'hétérosexualité et la cisidentité des individus. Ces normes impliquent souvent la violence et l'exclusion à l'endroit de ce qui s'en écarte. Le concept d'*hétérocispatriarcat* souligne le fait que le patriarcat inclut généralement l'imposition de normes hétérosexuelles et cis.

Straight — Orientation et identité de genre hétérocis. Plus largement, un état d'esprit straight est conforme aux normes hétérocis et s'oppose à la subversion queer des normes sociales et de genre.

TERF — Acronyme venant de l'anglais *Trans-Exclusionary Radical Feminism* soit «féminisme radical trans-exclusif». Le mot désigne la forme spécifique de transphobie observable chez certaines féministes.

Iel/ille/elleux/celleux/le·a/etc. — Série de pronoms de formation récente nécessaires ou bien à un langage inclusif (*iels* inclut tout le monde) ou bien à la désignation appropriée aux identités non binaires. Avec de la bonne foi et le désir de respecter la diversité des identités, l'usage est moins compliqué qu'il n'y paraît.

Intersectionnalité — Terme que l'on doit à la juriste Kimberlé Crenshaw et qui désigne l'entrecroisement de deux ou plusieurs phénomènes d'oppression chez des personnes et des groupes (par exemple les personnes queers et racisées). L'intersectionnalité des oppressions désigne non seulement le cumul des oppressions qui frappent certaines personnes, mais plus encore la spécificité de certaines oppressions qui ne se ramènent pas à la somme des parties (par exemple, une femme racisée ne se fait pas discriminer de la même façon qu'une femme blanche ni qu'un homme noir). Le sens du terme s'est rapidement élargi pour parler du croisement des luttes contre les oppressions. abi

LE POINT DE DÉPART DES FIERTÉS ÉTAIT UNE ÉMEUTE

Jade Almeida

Si la naissance des Fiertés était une action radicale, difficile aujourd'hui d'en discerner l'héritage.

Le point de départ historique des Fiertés est une émeute en réponse à une descente policière au bar Stonewall Inn à New York en 1969. Toute identité sexuelle et/ou de genre qui ne correspond pas à l'hétérocisnormativité est alors pourchassée sans relâche, ce qui modèle profondément, entre autres, le rapport à l'espace public. L'homosexualité et les identités ou performances de genre dissidentes (personnes trans, drags, «travesti·es», etc.) sont traitées comme quelque chose d'anormal et, par conséquent, d'illégal. Des vies entières sont reléguées à une existence intermittente et aux chuchotements des rares espaces sécuritaires – si ce n'est au silence. Les soirées, les bars, les allées, les parcs ou encore les salons privés appartiennent à la culture du secret. Dans ce contexte, la peur d'être découvert·e et celle de représailles affecte chaque seconde du quotidien.

En ce sens, il faut réaliser l'audace que représente l'émeute de Stonewall: le refus de la honte et l'affirmation du droit à être soi de manière publique. Des individus se révoltent contre tout un système en s'opposant à la normalisation de la violence policière, à la criminalisation de leur existence et à leur exclusion sociale. Ne l'oublions jamais, ces émeutes sont menées par des personnes marginalisées, parmi lesquelles on compte des personnes trans, des travailleur·euses du sexe, des personnes en situation d'itinérance, des personnes racisées. Les premières marches sont donc un énorme doigt d'honneur aux normes. C'est revendiquer le droit à la rue, à être visible et audible sans pour autant subir le harcèlement ou la violence étatique. C'est une politisation des identités LGBTQ+ qui s'ancre dans une justice spatiale. Car le droit à occuper l'espace public n'est pas anodin quand votre existence est considérée comme une honte que vous devriez avoir la décence de maintenir cachée.

PEUT-ON ENCORE ÊTRE FIER·ES ?

La Fierté, à son point de départ, était une émeute... mais il est difficile de s'en souvenir tant sa version moderne semble incarner tout ce que les événements de Stonewall avaient rejeté en bloc. En somme, le capitalisme a fait ce qu'il sait faire de mieux: s'adapter pour se maintenir, marchandiser ce qu'il ne pouvait détruire. Désormais, la majorité des Fiertés en Occident se déroulent sous les couleurs de grandes entreprises qui investissent massivement afin de faire figurer leurs logos auprès du drapeau arc-en-ciel. Tandis que des candidat·es politiques défilent en se targuant d'être des allié·es de la cause, des chansons à la mode sont diffusées sous les applaudissements de la foule, qui se précipite pour attraper des *goodies* payés par les bars partenaires des fêtes. Entre deux associations de défense de droits, certaines ayant dû payer pour avoir l'autorisation de défiler, des corps de métiers sont représentés – et parmi eux: la police. Considérez ceci: la Fierté, supposé héritage d'une émeute lancée contre les violences policières, accueille désormais au sein du défilé la police en uniforme et en voiture de fonction, alors même que le taux élevé de violences policières contre les communautés trans et/ou racisées et/ou autochtones ne cesse d'être documenté et dénoncé.

UNE PRÉSENCE QUI NE PASSE PAS INAPERÇUE

En 2016, le défilé de Pride Toronto est arrêté par un contingent de Black Lives Matter (BLM). Assis·es au sol afin de bloquer la marche, les militant·es noir·es et queers posent une série de demandes. Iels refusent en particulier que la police puisse continuer de défiler parmi les contingents. Ces revendications sont accueillies par les huées de la foule, frustrée que les festivités soient bloquées. Certain·es vont jusqu'à leur lancer des bouteilles de plastique

Illustration : Mathilde et Collages Féminicides Montréal

vides, mais les activistes tiennent bon et BLM obtient gain de cause. L'événement provoque une onde de choc dans de nombreuses Fiertés à travers le monde. Plusieurs prennent position en amont sur la présence de la police lors des célébrations, ce qui déclenche des débats dans le milieu LGBTQ+. Suffisant pour revenir aux racines radicales de l'esprit de ces marches? Pas sûr.

INSTRUMENTALISATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Cette année, c'est un scandale de malversations financières qui entache Pride Toronto, incluant en prime l'instrumentalisation de communautés autochtones. L'affaire, survenue en 2018 et 2019, a été investiguée et dénoncée notamment par l'historien Tom Hooper, qui a produit un rapport détaillé sur le sujet[1]. Pride Toronto est accusée d'avoir trompé des subventionnaires et menti sur l'avancement de projets dans le but de sécuriser des fonds de plusieurs centaines de milliers de dollars. Une partie de cet argent est obtenu alors que Pride Toronto prétendait avoir un contrat avec le célèbre artiste d'ascendance crie Kent Monkman – ce qui était inexact.

Monkman et son équipe avaient d'abord proposé de mettre sur pied tout un projet d'exposition itinérante qui devait présenter des œuvres d'art sur l'histoire des personnes LGBTQ2S+ avant et après Stonewall. L'exposition devait aller à la rencontre de plusieurs communautés autochtones à travers toute l'Île de la Tortue, y compris des communautés éloignées et marginalisées. Mais cette collaboration avait été rompue par l'artiste après que l'organisme ait exigé les pleins droits de propriété sur ses œuvres. Pride Toronto s'abstient d'en avertir les subventionnaires et continue d'utiliser le prétexte de l'exposition pour obtenir plus de fonds.

L'affaire, rocambolesque, ne s'arrête pas là et les accusations sont nombreuses. Pride Toronto prétend ainsi travailler en collaboration avec plusieurs communautés autochtones et groupes LGBTQ2S+ divers. L'organisme fournit des lettres de soutien en ce sens, mais leur authenticité est aujourd'hui remise en question: on soupçonne que d'anciennes lettres aient été recyclées. Pride Toronto avait aussi promis d'embaucher une cinquantaine d'enseignant·es et facilitateur·ices issu·es de communautés autochtones pour prendre part à l'exposition. Or, l'argent aurait été utilisé pour de tout autres dépenses. Actuellement, on parle d'un million de dollars dont les modalités d'obtention et/ou l'usage sont suspects. De mille manières, le rapport de Tom Hooper dénonce ainsi l'exploitation de la main-d'œuvre et le non-respect des créations des communautés autochtones.

Pour couronner le tout, en 2018, les représentant·es de Pride Toronto auraient passé un accord avec le gouvernement pour obtenir toujours plus de subventions, en échange de quoi iels s'engageraient à réintroduire la police dans le défilé. C'était deux ans seulement après la dénonciation de BLM et sans consulter les membres qui avaient voté pour l'exclusion de la police du défilé.

En somme, Pride Toronto est devenu un exemple très concret de la continuité de pratiques et systèmes coloniaux racistes au sein de l'institution qu'est devenue la Fierté.

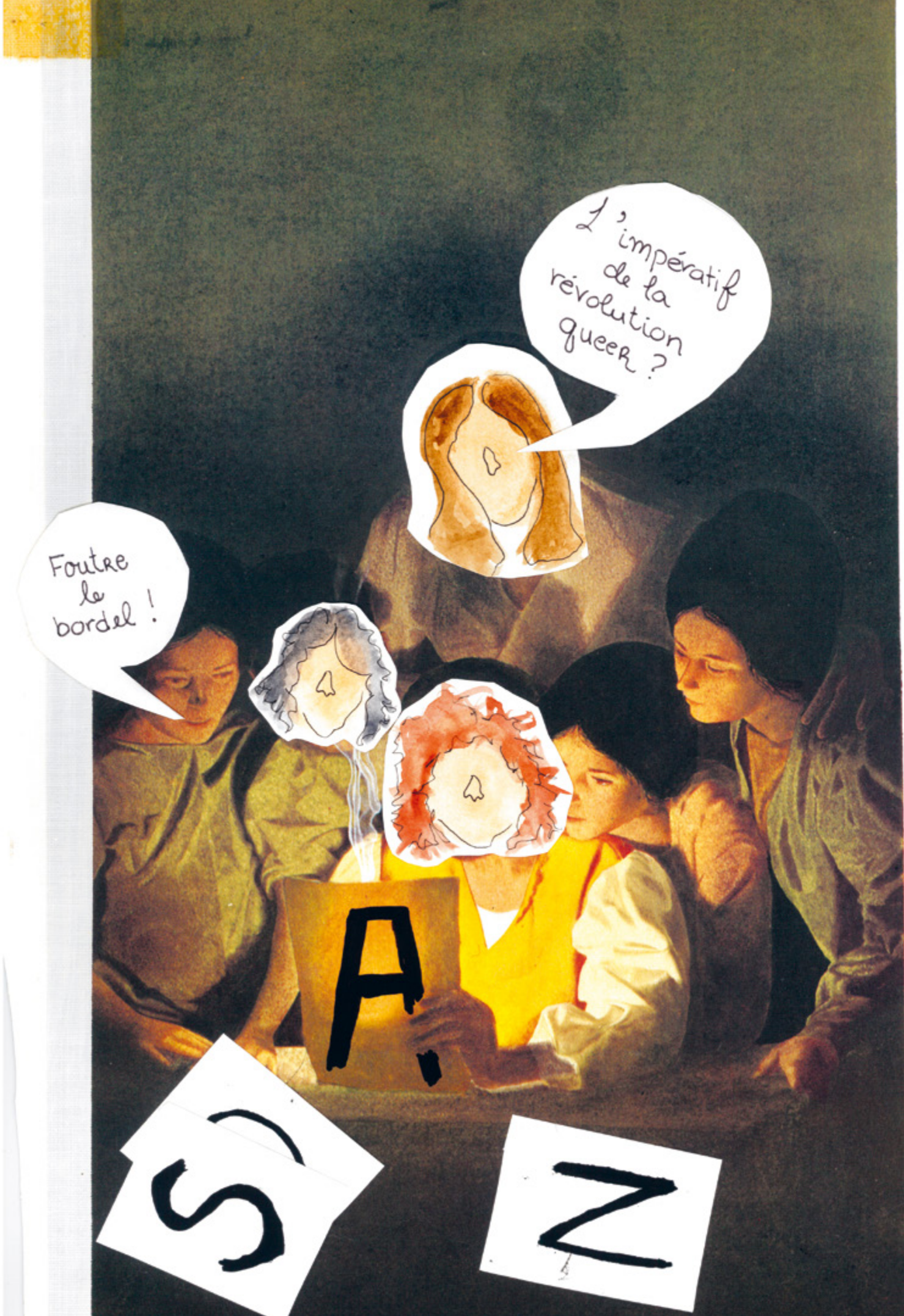
L'HISTOIRE COMME MISE EN GARDE

Et il ne s'agit pas seulement de Pride Toronto et de ses malversations financières, bien que celle-ci soit un des exemples les plus extrêmes de ce qu'est devenue la culture de la Fierté. De Paris, avec la Marche de fierté anticapitaliste et antiraciste, à Zurich, avec la Fierté de Nuit, en passant par Barcelone et La Fierté critique: dans le monde entier naissent actuellement des mouvements qui se positionnent comme des alternatives aux Fiertés officielles. La Fierté est de plus en plus rejetée comme temple du capitalisme et de la dépolitisation de nos revendications.

Finalement nous devrions prendre l'histoire de la Fierté comme un récit de mise en garde. Il nous faut apprendre de nos tentatives de révolution – et, malheureusement, de leurs échecs. Si les systèmes d'oppression se maintiennent et se renforcent, c'est parce qu'ils se modernisent et surtout parce qu'ils s'adaptent. Ils s'adaptent si rapidement, de manière si fluide et complexe qu'un effort révolutionnaire, populaire et sans précédent peut tout de même aboutir à la marchandisation de nos identités. Mais nous pouvons toujours apprendre de nos échecs.

Le point de départ des Fiertés était une émeute et dans une émeute, il n'y a pas de défilés sponsorisés, pas de public pour applaudir, pas de chars subventionnés par les banques et pas de trajet prédéfini par les pouvoirs publics. Une émeute part de la colère et du trop-plein, fait bouger les corps et fonctionne comme un tremblement de terre: elle part de fractures sociales et provoque une onde de choc qui vise à ébranler le statu quo. Une émeute peut renverser les rapports de pouvoir car, de manière fondamentale, elle s'oppose à l'idée même de la violence légitime de l'État. Quoi de plus normal, par conséquent, qu'une émeute puisse autant inquiéter les classes dirigeantes? Notre souci dès lors devrait être le suivant: celui de raviver les braises de l'émeute pour qu'elle ne cesse d'être l'émeute. àbf

1. Tom Hooper, « Misdirection of Funds and Settler Colonialism: Pride Toronto Grants from the Department of Canadian Heritage ». En ligne: acrobat.adobe.com/link/track? uri=urn:aaid:scds:US:ac1c477fdc98-4469-a69b-10e4118e571f


L'impératif de la révolution queer ?
Foutre le bordel !
A
S
N

LA RÉVOLUTION QUEER EN MARCHE

VIVRE AU BORD DU PRÉCIPICE DU MONDE

Pierre-Luc Landry, Université de Victoria

Deux siècles de frondes et de révoltes féministes, antiracistes, anticoloniales et queers travaillent à ébranler les fondements de l'édifice patriarcal cishétéronormatif et les systèmes d'oppression qui en découlent. Toutefois, malgré les avancées, l'épistémè dominante semble toujours robuste et la question demeure : à quelle « révolution à venir » réfléchissons-nous ? De quelles mutations avons-nous besoin ?

Sojournor Truth a prononcé son discours *Ain't I a Woman?* il y a 171 ans, 25 ans après avoir échappé à sa condition d'esclave. *Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir a été imprimé il y a 73 ans. Michel Foucault a entamé la publication de son *Histoire de la sexualité* il y a 46 ans. 45 ans nous séparent de l'énoncé pour un féminisme noir du Combahee River Collective; 44, de la première itération du texte *The Uses of the Erotic* d'Audre Lorde ainsi que de la conférence *The Straight Mind* de Monique Wittig. La première occurrence du mot queer dans les travaux de Gloria Anzaldúa remonte elle aussi à 44 ans, trois ans avant la publication, avec Cherríe Moraga, de l'ouvrage collectif *This Bridge Called My Back*. Kimberlé Crenshaw travaille la notion d'intersectionnalité depuis 40 ans déjà. Quant à elle, Gayle Rubin œuvre à repenser le sexe depuis plus de 38 ans. La parution de l'essai *Gender Trouble* de Judith Butler date d'il y a 32 ans. Oyèrónkẹ́ Oyěwùmí faisait paraître il y a 25 ans l'ouvrage *The Invention of Women*, la même année où Cathy J. Cohen interrogeait le potentiel radical des politiques queers. Il y a 14 ans, Paul B. Preciado publiait *Testo Junkie*.

La révolution queer n'est pas seulement « à venir » : elle s'incarne d'ores et déjà dans des oeuvres d'art, des programmes culturels… mais aussi dans la revalorisation de la place centrale que devraient occuper l'imagination et les expérimentations de toutes sortes.

S'il est vrai que les régimes d'historicité et les épistémès se développent et changent sur la longue durée, on pourrait penser que les révolutions annoncées par une certaine littérature théorique et par les mouvements radicaux des années 1970-1990 semblent relever chaque jour un peu plus de l'utopie naïve que d'une vérité en marche. En effet, les premières semaines de l'été 2022 laissent en bouche un goût amer quant aux « progrès incontestables » enregistrés dans la lutte pour une société plus juste.

Toutefois, en dépit de ces moments contre-révolutionnaires que je préfère ne pas énumérer, on pourrait aussi penser, avec Jack Halberstam, que « *la révolution viendra sous une forme que nous ne pouvons pas encore imaginer* » et que la multiplication plus ou moins récente des communs, des tiers espaces affranchis, des coopératives de solidarité et des collectifs autogérés pensés pour et par les personnes marginalisées suggère qu'une autre vie est (encore) possible, que le cours des choses peut être radicalement altéré.

Mais pour redonner à la pensée et à la praxis queers la radicalité intersectionnelle dont elles sont capables, un certain travail mémoriel et épistémologique est nécessaire. Ce travail nous permettrait de dépasser aussi bien la simple réforme des droits à l'intérieur de l'appareil étatique – même si elle est cruellement nécessaire – que l'appropriation à toutes les sauces du vocable « queer » qui en dilue malheureusement la force créatrice et le potentiel subversif. La critique queer racisée a d'ailleurs maintes fois identifié les angles morts des discours aseptisés et exclusifs incapables d'imaginer des formes de subjectivité échappant au simple élargissement des normes déjà en place, mais la mémoire collective vacille parfois dangereusement.

MULTIPLIER LES QUEERUTOPIES RÉVOLUTIONNAIRES ET DÉSIRANTES

Il y a plus de dix ans, dans les pages de cette revue, Sam Bourcier proposait la multiplication des hétérotopies, des poches de résistance, des collectifs et des mouvements éphémères issus du dissensus et de la piraterie du genre[1]. À défaut d'une révolution, il suggérait en d'autres termes la prolifération de ce que Paul B. Preciado nomme des « *micropolitiques de genre, de sexe et de sexualité* » aptes à « *résister et à défaire la norme* ». Pour (ré)activer le potentiel antinormatif de la pensée queer, on peut envisager le sexe, le genre et le corps réifié comme des fictions médicales, politiques, culturelles et somatiques, des « *agents de contrôle et de modélisation de la vie* » appelés à être dissous « *en une multiplicité de désirs, pratiques et esthétiques, [dans] l'invention de nouvelles sensibilités, de nouvelles formes de vie collective* », soutient Preciado. ▶

Collage : Collages Féminicides Montréal

«*Le futur est déjà arrivé, mais ça ne veut pas dire que nous n'avons nulle part où aller*», écrit Billy-Ray Belcourt dans son recueil de poèmes *Cette blessure est un territoire*. C'est par l'action du désir – interrogé, reformulé, réinvesti – que cette futurité s'apparente aux «queerutopies» de Bourcier, incarnées au sein même des environnements hostiles du capitalisme colonial cishétéronormatif. En ce sens, l'érotisme est une force créatrice, pourrait-on dire à l'instar d'Audre Lorde, une puissance provocatrice dont les subalternes ont trop longtemps été dépouillé·es: «*reconnaître le pouvoir de l'érotique dans nos vies peut nous donner l'énergie de chercher à introduire dans le monde un changement authentique*», écrit-elle. Le désir et l'érotisme prennent donc la forme d'un (ré)apprentissage constant de nos gestes d'amour et de *care*, ainsi que d'une (ré)invention de soi informée par le caractère politique des choix que nous faisons d'investir certains corps plutôt que d'autres d'un potentiel orgasmique. La futurité queer est ainsi tendue vers la possibilité de répondre à cette question posée par Belcourt: «*comment fait-on pour vivre au bord du précipice du monde?*»

Pour accéder à cette futurité et s'assurer que les «queerutopies» survivent à la dévastation annoncée par la crise écologique et le pourrissement du social, il semble essentiel de passer par une critique du capitalisme, dans la foulée de l'analyse proposée par Silvia Federici dans *Caliban et la sorcière*. La révolution queer du désir nous invite à *exister*, absolument et complètement, d'une manière dissidente libérée des impératifs normatifs du genre et de la productivité, pour ne nommer que ceux-là, allant au-delà de la récupération par l'État et par le capital – la pensée queer peut bien entendu se réjouir des petites victoires, tout en se gardant bien cependant d'être avalée par la machine néolibérale et bourgeoise.

IMAGINER LE GRAND CHAOS

Désapprendre nos modes de sociabilité et se désidentifier de manière hybride et mouvante, à l'aide de pratiques subvertissant les codes de la culture dominante, comme le suggère José Esteban Muñoz, n'est certainement pas une tâche aisée.

La précarité normalisée exhorte chacun·e à se définir rigoureusement et à dévoiler partout et en tout temps son pedigree fait de compétences, expériences, identités, rôles et postures. L'impératif de la révolution queer, s'il fallait le formuler, serait de «foutre le bordel» plutôt que de tenter désespérément d'inclure nos existences marginales au sein d'une norme alors «élargie»; d'opposer à l'injonction morale du *coming out* et de la révélation une insaisissabilité joyeuse et triste tout à la fois, une fluidité construite de paradoxes et de démesure; de refuser de se construire comme sujets parfaitement intelligibles pouvant ensuite être surveillés, saisis et contrôlés; de contester l'assimilation dans «le système» grâce au capital accumulé. La libération et la transcendance des normes oppressives engagent plutôt la création d'espaces et de temporalités improvisées qui permettent d'*exister* pleinement – ces hétérotopies, ces communs évoqués plus tôt.

La pensée queer a déjà formulé maintes propositions cherchant à déconstruire les systèmes disciplinaires du genre, du sexe, de l'orientation sexuelle, du désir, de la famille, de la filiation, de la race, de la nation, de la validité, du travail, de la citoyenneté, de la propriété, de la division de l'espace entre privé et public, de la justice, de la légalité, etc. La pensée queer invite à réévaluer la valeur et le sens accordés aux orifices et aux appendices, aux chorégraphies sociales, aux scripts sexuels – la domination du pénétrant universel sur l'anus global, pour reprendre les termes de Preciado, ne peut survivre à la mise en œuvre d'une praxis intersectionnelle, anticapitaliste et libérée de l'épistémè hétérosexiste blanche héritée des Lumières.

Dans la conclusion de son *Deuxième sexe*, Beauvoir formulait cet avertissement: «*Prenons garde que notre manque d'imagination dépeuple toujours l'avenir.*» La théorie et la praxis queers déploient depuis longtemps, grâce entre autres au travail du féminisme et de l'antiracisme, des efforts d'imagination importants qui invitent à concevoir des manières d'exister et d'organiser la société afin que toute personne, autodéterminée dans le respect de ses propres multitudes, puisse s'émanciper.

La révolution queer n'est pas seulement «à venir», donc: elle s'incarne d'ores et déjà dans des œuvres d'art, des programmes culturels, des lieux dédiés et des protocoles mémoriels, mais aussi dans la revalorisation de la place centrale que devraient occuper à la fois l'imagination et les expérimentations de toutes sortes – puisqu'il est possible, avec Christian Laval, de penser les utopies «*comme des passages à l'acte, comme des pratiques, comme des processus*». abi

1. «Utopie = no future», *À bâbord !*, nº 38, février-mars 2011. Disponible sur notre site Web : www.ababord.org/utopie-no-future.

Photo : Al Nadeau-Farley

ENTREVUE

« L'ART DRAG, C'EST UN ART QUEER »

Avec Mélodie Noël Rousseau et Geneviève Labelle
Propos recueillis par Philippe de Grosbois

Mélodie Noël Rousseau et Geneviève Labelle sont co-directrices artistiques de la compagnie de théâtre Pleurer Dans' Douche, comédiennes et drag kings. En 2022, elles ont présenté la pièce *Rock Bière : Le documentaire* à l'Espace libre. *À bâbord !* les a rencontrées pour qu'elles nous parlent de genre, du milieu drag et de leurs personnages, Rock Bière et RV Métal.

***À bâbord !* : Comment Rock Bière et RV Métal sont-ils nés et pour quelles raisons ?**

Geneviève Labelle : Notre compagnie fait du théâtre documentaire. Donc au départ, l'idée de faire du drag king, c'était aussi d'en faire du théâtre documentaire. On voulait dénoncer la misogynie sous-jacente, l'invisibilisation des femmes dans le milieu drag, mais on s'est fait prendre à notre propre jeu. On est tombées en amour avec cet art-là et on est devenues des figures importantes, on sent que les gens nous remercient d'avoir ouvert des portes. C'est fou d'avoir cet effet-là.

Mélodie Noël Rousseau : Maintenant les robinets sont ouverts. On a notre soirée Bière & Métal aux deux mois, avec des kings d'un soir qu'on va maquiller nous-mêmes.

G. L. : C'est le premier show au Cabaret Mado avec uniquement des kings, tant à l'animation, à la production que sur la scène. N'importe qui qui dit « Je veux explorer mon genre », on lui dit « Viens-t'en ! » et on le·la lance sur la scène.

M. N. R. : Il y a des gens qu'on maquille qui sont en exploration de leur genre dans leur quotidien. C'est toujours très touchant de les voir se regarder dans le miroir pour la première fois avec des traits qui leur plaisent davantage, de la manière dont ils voudraient se présenter dans la vie.

G. L. : L'art drag, c'est un art queer, c'est un art de la communauté LGBTQ+. Il n'y a pas beaucoup d'endroits pour que les lesbiennes et les personnes queer s'identifiant femmes puissent se rencontrer. C'est pour ça qu'on se disait « *Pourquoi on ne peut même pas avoir accès à la folie du drag ?* ». Il y a aussi des personnes s'identifiant femmes qui sont drag queens, mais elles ne sont pas aussi bien acceptées.

M. N. R. : C'est une expérience riche pour nous comme comédiennes, ce sont des rôles auxquels on n'a pas accès, normalement. Ça donne une force d'incarner le « sexe fort », cette séduction-là que Mélodie n'a pas dans son quotidien, mais avec laquelle j'aime jouer en faisant Rock Bière.

LE DRAG ET LE GENRE

« Le drag n'imite pas un original : sa mimique rappelle le fait que nous ne faisons tous[tes] que nous travestir. Hommes ou femmes, hétérosexuels ou pas, que nous soyons plus ou moins conformes aux normes de genre et de sexualité, nous devons jouer notre rôle, tant bien que mal, et c'est le jeu du drag qui nous le fait comprendre. Le drag manifeste ce que nous voudrions oublier, et que nous tentons d'occulter. C'est bien pourquoi la pensée queer ne saurait se limiter à ces emblèmes spectaculaires et théâtraux ; au fond, l'homme qui surjoue (quelque peu) sa masculinité, ou bien la femme qui en rajoute (à peine) dans la féminité ne révèlent-ils pas, tout autant que la folle la plus extravagante, ou la butch la plus affirmée, le jeu du genre, et le jeu dans le genre ? »

Extrait de Judith Butler, *Trouble dans le genre : le féminisme et la subversion de l'identité*, traduit de l'anglais par Cynthia Kraus, Paris, La Découverte, 2006 [1990].

***ÀB !* : Quand on se demande ce que l'art drag relève sur le genre, on voit que ça peut aller dans toutes sortes de directions.**

M. N. R. : Oui, il y a aussi des personnes *genderfuck*, des drags non binaires, qui explorent avec des seins et une moustache. Il y a des drag *things*, des drag clowns… Le spectre est très large.

En ce qui concerne le genre masculin, disons que la mode masculine est plus drabe. Ça pose un défi d'exprimer le genre masculin qui est construit sur une apparence de neutralité, car cette neutralité reste une construction. Parfois, je prépare des costumes qui sont très quotidiens, parce que j'aime ça, dépeindre l'homme au quotidien. Je regarde des gens dans la rue et je me dis : « Ça, c'est un bon Rock Bière ». C'est une grande caricature que je fais après avec plein d'amour.

***ÀB !* : Est-ce que vous pensez que cette exploration peut être libératrice pour les gens de façon générale, les faire sortir des carcans féminins et masculins ?**

G. L. : C'est toujours à refaire. Quand on regarde des photos de Claude Cahun, une personne non binaire des années 1920 à Paris, on se dit « *C'est un drag king* ». C'était un·e artiste visuel·le incroyable qui explorait déjà ça. Il y avait tout un groupe de lesbiennes avant-gardistes à Paris dans les années 1920.

En ce moment, on est sur un tremplin *mainstream :* les drag queens sont à la télé, Barbada fait une émission pour enfants, Rita Baga fait plein d'émissions… Il y en a d'autres qui s'en viennent aussi.

***ÀB !* : Quand on observe ces percées dans une culture plus *mainstream*, on peut se demander s'il y a quelque chose qui se perd là-dedans. Est-ce que c'est une version édulcorée ? Est-ce que certaines catégories sont plus visibles et d'autres moins ?**

G. L. : C'est vraiment bien que l'art drag sorte des bars. C'est un art complet. Les gens qui font ça travaillent extrêmement fort. C'est le fun de changer l'idée que les gens en ont, que c'est juste un art qui est fait avec de la drogue et de l'alcool, la nuit, que c'est *trash*, que c'est sexuel…

Cela dit, les femmes n'y ont pas accès. La compétition est faite pour des drag queens, le vocabulaire est féminisé de A à Z, un drag king dans ces émissions-là serait un oiseau rare. Il y a plus

Graphisme et photo : Katya Konioukhova

QUI SONT ROCK BIÈRE ET RV MÉTAL ?

Rock Bière se présente comme « *un rockeur au cœur tendre, un grand romantique avec une grande collection de coats de cuir, qui sent le char neuf et l'eau de Cologne cheap. C'est un homme à femmes.* »

RV Métal se qualifie d'« *oiseau toasté, un gars sur le 220 qui peut caler toute une bouteille de sauce piquante. Il est un peu obsédé sexuel aussi.* »

d'ouverture au sein d'autres compétitions naissantes, comme la compétition canadienne *Call Me Mother*.

M. N. R. : *Ru Paul's Drag Race* est devenu une compétition de haute couture. Il faut sortir un portefeuille de 30000 $ à 100000 $ pour participer. Et le fait qu'on n'a pas de modèle king ne permet pas à l'art d'évoluer. Il y a à peine quelques tutoriels pour les kings, alors qu'il y a un grand nombre de vidéos pour apprendre à se maquiller en drag queen.

***ÀB !* : Tout un segment de votre pièce *Rock Bière : Le documentaire* fait une critique assez solide du Village. Quelle est cette critique ?**
G. L. : Le nerf de la guerre, c'est l'invisibilisation des femmes dans la communauté queer. Historiquement, ça s'explique par le fait qu'il y a eu deux solitudes : les hommes gais et les femmes lesbiennes. Les femmes étaient plus à la maison et avaient plus tendance à être en famille. Les hommes gais ont développé tout un *night life*, tout un monde. Ce sont eux qui ont développé le quartier gai. C'est le quartier LGBTQ+ des communautés, mais en fait c'est un quartier d'hommes blancs.

M. N. R. : C'*était* ça, mais maintenant il y a des efforts pour rallier les communautés et être inclusif. On le voit dans la clientèle des bars, dans le type de soirées organisées, dans les artistes invité·es. On voit qu'une place se fait pour les voix minorisées, pour les femmes. Mais c'est vrai qu'on n'a pas de bar uniquement féminin. Ils ont tous fermé.

***ÀB !* : Dans votre documentaire, il était aussi question du fait que les drag kings n'étaient pas trop pris au sérieux.**
M. N. R. : On entend des énormités, comme « *Si les femmes ne sont pas sur* Ru Paul's Drag Race*, c'est parce qu'elles sont moins bonnes.* » On entend ça alors qu'on est en train de se maquiller, de se préparer pour un show. Si on s'arrêtait à tout ce qu'on entend, on abandonnerait.

CISEAUX

Le prochain projet de Pleurer Dans' Douche s'intitule *Ciseaux* : c'est « *une exploration de l'histoire queer de Montréal, d'un point de vue féministe* », explique Mélodie. « *On veut retracer l'histoire, mais c'est difficile parce que les gens se cachaient, c'était clandestin, alors il y a peu d'images et d'archives.* » Geneviève ajoute : « *On lit sur tout ça et on se trouve vraiment chanceuses de vivre à notre époque. Et c'est pour ça qu'on fait ce projet, pour garder en mémoire tous ces gens qui se sont battus avant nous.* »

Au théâtre Espace libre en novembre 2022.

G. L. : Si on parle des salaires par exemple, ce n'est pas encore équivalent entre drag queens et drag kings.

M. N. R. : Mais on trouve ça important d'être dans le Village, que ces gens-là nous voient et voient le succès de la soirée. Si on faisait ça dans notre petit coin, entre nous et à l'écart, ça nous ferait du bien, on serait moins confrontées. Mais on veut avoir un dialogue avec des gens plus fermés, qui sont là par hasard et qui découvrent que ça existe.

***ÀB !* : Que voulez-vous que le public en général retienne de vos pièces ?**
G. L. : L'importance de créer des *safe spaces*, des lieux où tout le monde se sent bien et invité.

M. N. R. : Apprivoiser la différence aussi. Quand je parle dans ma famille, des fois je me rends compte qu'on est vraiment dans une bulle. À Montréal, c'est un peu plus facile d'être queer. J'espère que des gens qui sont moins familiers avec ça entendent cette parole-là et voient ces réalités-là, même s'ils ne comprennent pas tout, que ça amène des réflexions chez des gens qui ne baignent pas dans ce milieu-là. àb!

LA LANGUE FRANÇAISE EST STRAIGHT*

Arianne Des Rochers, professeur·e de traduction à l'Université de Moncton

Les luttes queers, comme elles se jouent inévitablement sur le terrain de la langue, invitent à la révolution linguistique, ce qui n'est pas sans causer de vives réactions. Retour sur la controverse autour du pronom « iel » en français.

Peu d'ajouts aux dictionnaires de langue française ont créé autant de controverse que celui, en 2021, du pronom « iel » dans la version numérique du dictionnaire *Le Robert*, dont la mission est descriptive. Pourtant, la même année, les mots « sérophobie », « cododo » et « bouquinerie », pour n'en nommer que trois, ont aussi fait leur apparition dans *Le Petit Robert*, la version papier (et prescriptive) du dictionnaire de l'Académie française, sans soulever de tollé. Chaque année, de « nouveaux » mots s'ajoutent en effet au répertoire lexical de toutes les langues standardisées qui font l'objet de dictionnaires. Ces mots n'ont d'ailleurs rien de nouveau, ils existent déjà : ils sortent de la bouche des gens et circulent par le fait même dans l'espace social depuis longtemps. La norme accuse effectivement des années de retard sur l'usage (et non l'inverse), et les gens n'attendent pas nécessairement qu'un mot apparaisse comme par magie dans le dictionnaire de l'élite française pour nommer le monde qui change autour d'eux, et pour se nommer eux/elles/elleux/iels—mêmes.

La levée de boucliers à l'annonce de l'inclusion du pronom « iel » est due au fait que celui-ci force une faille à la fois dans la langue française et dans la binarité de genre, puisque c'est le système grammatical tout entier, lui-même fondé sur la binarité féminin/masculin, qu'il remet en question. Au-delà de symboliser le changement linguistique, le pronom rend visibles les gens qui ne s'identifient ni comme hommes, ni comme femmes, ou entre les deux, ou les deux, ce que beaucoup de gens ont du mal à concevoir. C'est que le pronom « iel » signale, pour reprendre les propos de Paul B. Preciado, non pas une nouvelle identité délimitée et facilement reconnaissable (ce qu'on pourrait appeler un troisième genre), mais bien une *désidentification* vis-à-vis des identités dominantes (les catégories homme/femme, mutuellement exclusives) qui n'aspire pas pour autant à forger une nouvelle identité fixe.[1]

Une telle désidentification (aux genres binaires, mais aussi aux pronoms, aux accords grammaticaux, et par conséquent aux formes linguistiques sanctionnées et reconnues comme légitimes) est déstabilisante. C'est qu'on a tendance à croire que les catégories identitaires (sexuelles ou linguistiques) qui nous définissent sont naturelles, qu'elles découlent de l'ordre normal des choses. La plupart des gens s'identifient effectivement à des catégories prédéterminées, déjà disponibles, qui dicteront par la suite, à différents degrés, leurs possibilités de vie. Le pronom « iel » représente donc pour certains une perte de repères, puisqu'il pointe vers de nouvelles possibilités au-delà de ce qui est généralement (re)connu, familier et permis. Dans un monde construit pour favoriser des formes de vie très précises et homogènes (hétéros, monogames, capitalistes, monolingues, etc.), le pronom « iel » bouleverse à la fois l'ordre sexuel et l'ordre linguistique. Il brouille autant les frontières des identités de genre — et, par extension, des orientations sexuelles — que celles de la langue française.

LA LANGUE, UNE AFFAIRE DE NATION

La langue française, dans toute sa normativité, son académicité et son monolithisme, est straight. Les gens qui la défendent becs et ongles contre ce qu'ils présentent comme des menaces extérieures ne réservent aucune place à la déviance, à l'exploration, à la nouveauté; l'objectif serait de préserver le français, ce qui insinue qu'il existe dans un état canonique, ancien et pur, voire naturel, dont il faut assurer la reproduction. Or la langue française, comme toutes les autres langues nationales et standardisées, est une construction sociale, solidifiée au 19e siècle avec l'émergence de l'État-nation capitaliste en Europe pour servir de pilier unificateur et d'outil de communication (ou de propagande, c'est selon) à celle-ci. Ce qu'on appelle maintenant une « langue » est en vérité un ramassis de formes linguistiques autrement disparates qu'on a au cours de l'histoire fixées, homogénéisées, rapatriées sous le même drapeau : anglais, italien, français. Tout ce qui tombe en dehors des limites ainsi construites du français — le pronom « iel » et les problèmes d'accord qu'il suscite, mais aussi les « anglicismes », les fautes d'orthographe, les « accents étrangers » — figure donc comme menace à l'homogénéité (ethno)linguistique de la nation.

Le pronom « iel » figure doublement comme menace à la nation du fait qu'en plus de transgresser la norme linguistique, il chamboule l'ordre hétéronormatif et patriarcal en évoquant de nouvelles identités de genre et de nouvelles sexualités qui rompent avec la famille nucléaire et ses fonctions reproductives. La visibilité accrue de ces identités et sexualités, y compris dans la langue, révèle à de plus en plus de gens la nature construite, flexible et artificielle de la binarité de genre et des catégories qui en découlent (homme/femme, straight/gay). « Iel » est donc un problème doublement épineux pour la nation : iel corrompt le français et participe à l'érosion de l'outil de communication qui unit ses membres, et iel met en danger sa reproduction en menaçant son taux de natalité.

Photo : Marine CC

Les réactions au pronom « iel » visent ainsi à protéger le statu quo sur deux fronts : la normativité linguistique et la normativité sexuelle. Ce n'est pas une coïncidence si, au cours d'une même semaine au mois de mai 2022, le premier ministre François Legault a parlé de l'éventuelle disparition du français et des francophones au Québec (en faisant une comparaison boiteuse et condescendante avec la Louisiane), et l'élue républicaine Marjorie Taylor Greene a prédit l'extinction des personnes hétérosexuelles d'ici cinq générations aux États-Unis. Ce n'est pas non plus une coïncidence si, en novembre 2021, le chroniqueur Christian Rioux a ridiculisé le pronom « iel » et ses adeptes de la même manière qu'il ridiculise régulièrement les artistes s'exprimant en chiac et en franglais : en nous traitant de bébés gâtés, de fous furieux, de « handicapés », bref, en tentant de nous déshumaniser à coups d'insultes délibérément capacitistes. Les réactions au pronom « iel » sont un rejet en bloc non pas d'un simple pronom, mais de ce qu'il représente : il s'agit d'une négation des vies, des corps et des langues queer et d'un refus de brouiller les frontières, quelles qu'elles soient.

PARLER QUEER

Quand des voix s'élèvent contre le pronom iel, quand on nous dit que son inclusion dans *Le Robert* en ligne est « *destructrice des valeurs qui sont les nôtres* » et qu'elle aboutira à une langue « *souillée qui désunit les usagers plutôt que de les rassembler*[2] », ce qu'on nous dit, c'est que le pronom (et ce qu'il représente) érode les valeurs nationales (lire : hétéropatriarcales). And you know what ? C'est vrai : la révolution queer veut voir tomber les frontières sexuelles, nationales et linguistiques. La révolution queer veut détruire les soi-disant valeurs nationales, car les communautés queer subissent régulièrement la violence de ces valeurs. La révolution queer reconnaît qu'elle est incompatible avec la nation, et travaille activement à créer un monde en marge de celle-ci plutôt que de chercher à s'y tailler une place. José Esteban Muñoz : « *le là-bas de l'utopie queer ne peut être celui de la nation, qui est toujours très puissante bien qu'affaiblie*[3]. »

La révolution queer ne se fera pas en français, ni en aucune autre langue standardisée, coloniale, rigide for that matter : elle se fera en chiac, en spanglish, en mi'kmawi'simk, pour autant que ces formes demeurent insaisissables et fugitives, c'est-à-dire queer et méconnaissables par l'État et le capitalisme. Vivre queer, faire queer, c'est d'abord et avant tout désinvestir dans les formes reconnues par l'État, le but étant de toujours produire des formes, des discours, des vies que le pouvoir sera incapable de reconnaître et de hiérarchiser, y compris dans l'arène de la langue. ab

* Le titre se veut un clin d'œil à la formulation d'Audra Simpson, « *the state is a straight white man* ». Audra Simpson, « The State Is a Man: Theresa Spence, Loretta Saunders and the Gender of Settler Sovereignty », *Theory & Event*, vol. 19, nº 4, 2016. En ligne : www.muse.jhu.edu/article/633280.

1. En entretien avec Victoire Tuaillon dans le balado *Les couilles sur la table* : « Cours particulier avec Paul B. Preciado (1/2) ».

2. Le député français François Jolivet, dans une lettre envoyée à l'Académie française le 16 novembre 2021 et publiée sur Twitter.

3. José Esteban Muñoz, *Cruising Utopia: The Then and There of Queer Futurity*, New York University Press, 2019, p. 29. Traduction libre.

ANALTOCHTONE

Joshua Whitehead[1]
Traduit par Arianne Des Rochers

« Le péteux est un péché mortel en français. Père LaFleur me l'a dit une fois au confessionnal. »

— Tomson Highway, *Kiss of the Fur Queen*[2]

quand le gouvernement fédéral
a conquis peguis en signant le traité 1
il nous a placé·es dans une dépression
concave, comme un verre de contact
enfermé·es dans le marécage
masse de terre spongieuse
trop lourde pour retenir les corps
saturée de post[inf]érieurs dès lors

la baie d'hudson est allée chercher l'aide fédérale
pour construire un barrage le long de la fisher
là où les sifflements et les promesses vides et les nageoires
brisent la crête des vagues
se prélassant au soleil
ils ont pris nos terres
en ont fait une base militaire
les casernes de kapyong à winnipeg
la baie d'hudson a même joké qu'elle nous remettrait
toustes là si jamais ils nous les donnaient back
ville fantôme militaristique de l'autre côté de l'horizon
comme une maison hantée affamée
spectres rouges, polter[zeit]geist ndn
ça garde les jeunes à kapyong;

«un potentiel immobilier exceptionnel» disaient les katz
«pas un endroit pour une réserve urbaine»
même si tout winnipeg-nord
grouille de décimation, de notre décompo —
situation qu'il vaut mieux ignorer

les nicimosak veulent tous me snagger
comme un pogneur de cul, le feu au cul
exigent: «bleache-toi et douche-toi
le cul si tu veux que j'te baise»
ne veulent pas de la honte de se retirer
et de trouver une pépite sur leur bite
analité de fourrure d'hermine
je fouine au fond d'un wendigo
belette une selle je lionise
c'est-tu pas un genre d'excavation?

à quel point il faut s'annuler soi-même
pour demander ça à un ndn?
de sortir ma peau brune de ses marais
de purger un trou de ver, une galaxie
des torts entreposés et sauvegardés?

je me demande si la marde est une sorte de mécanisme de défense?
j'ai vu sikâk faire fuir une bite ou deux
loin des colonies au pourtour de l'orifice
je me demande si les excréments sont aussi une médecine?
ça fait sortir le viral des yeux
je chasse pas les moustiques, je les chicane
un manteau de piqûres de punaises de lit

se doucher chaque semaine, voire chaque jour
revient à désinfecter l'archive de mes intestins
but whenever que j'entends infecter, j'entends envahir
j'ai eu des poux une ou deux fois dans ma vie;

faque, même mon cul a besoin d'être blanchi maintenant?
d'avoir l'air d'un beignet saupoudré de sucre glace
pogné là comme des algues dans un filet de pêche?
«c'est drôle, j'ai dit, ma mère blague
que j'ai des banniques à la place des fesses,
c'est-tu pas un type de pâtisserie ça aussi?»

peguis est devenu un marécage
un bourbier naturel pour le ruissellement des coloneux
des fugitifs se sauvent des villes
après s'être fait brasser les entrailles
pour leur avoir trop fait confiance —
peut-être que c'est le cas de le dire:
started from the bottom
juste pour finir at the bottom, à regarder vers le haut
l'eau souillée de mercure
réserve de minéralisation
puits de carcasses, puits de cosmos
plage de pourritures résurgentes;

si la langue est un épiderme
la marde est-elle une théorie
traînée dans la boue du can[y]on?
un genre de toile d'araignée spongieuse
élastique comme un bandeau à cheveux
ou un continuum, une parallaxe
un ruban de möbius

une théorie des cordes supersymétriques
ou encore un changement de dimension
une porte, un portail, relativité
je suis analtochtone

ma pickup line ces jours-ci est un jeu de mots barthésien:
«parler d'amour revient à confronter la boue du langage»
je me demande si sakihitin est un type de repli
entre deux muscles —
l'amour est parfois un triomphe
traîné dans la saleté
alors pour l'amour de dieu, je te prie de me baiser le cul
avant de me faire saigner et saigner et saigner. àbi

1. Ce texte est d'abord paru en anglais dans *Prism International*, vol. 57, nº 3, printemps 2019.

2. Traduction libre.

PRÉCISIONS SUR LA TRADUCTION

peguis – Première Nation (ojibwée et crie) qui comprend plus de 10 000 membres, située à 200 km au nord de Winnipeg

ndn – Acronyme composé des trois consonnes du «mot en i», utilisé par les Autochtones pour se désigner elleux-mêmes

katz – Référence à Samuel Katz, magnat de l'immobilier et ancien maire de Winnipeg

snagger – Francisation du verbe «to snag», expression courante chez les autochtones qui signifie «baiser» ou «se pogner quelqu'un»

Pour les expressions en langue crie, on vous invite à explorer l'une des nombreuses ressources offertes en ligne, par exemple le Plains Cree Dictionary de l'Université de l'Alberta (altlab.ualberta.ca/itwewina/)
ou le Online Cree Dictionary (www.creedictionary.com/)

Photo : Marine CC

MOUVEMENTS QUEERS ET FÉMINISTES

L'INTERSECTIONNALITÉ EST UNE EXIGENCE STRATÉGIQUE

Judith Lefebvre, militante transféministe

La communauté queer naît d'abord d'une identité politique radicale. Elle entretient l'ambition d'un mouvement de libération qui puise dans l'anti-autoritarisme et qui pose l'intersectionnalité comme une composante essentielle de son discours. Pourtant, il existe peu de réflexions stratégiques pour s'assurer que ces exigences survivent au test de la lutte.

Quand on m'a demandé d'écrire un texte sur les orientations stratégiques d'un mouvement queer, j'avoue que je ne savais pas tellement où donner de la tête. Est-ce que je devais aborder l'acharnement ouvertement génocidaire contre les personnes trans aux États-Unis[1] et la nécessaire solidarité internationale pour nos communautés ? Peut-être était-il préférable de me concentrer sur les enjeux locaux comme la pauvreté et l'exclusion ?

J'ai pensé faire un bilan de la mobilisation contre le projet de loi 2[2]. Ça m'aurait semblé à propos étant donné qu'il s'agit de la plus récente lutte à laquelle j'ai participé depuis une posture militante

grassroots. Parce qu'en fin de compte, est-il réellement possible de parler de stratégie sans aborder les débats internes d'un mouvement ? Sans aborder les joies et les peines immenses qui nous affligent dans ces moments désespérés où nous n'avons rien que nos corps pour nous battre ? Peut-on parler de stratégie sans parler des divisions politiques, raciales, économiques et identitaires qui touchent la communauté ?

Est-ce qu'on peut parler de stratégie sans parler du mouvement ? En fait, je me questionne parfois s'il y a un tel mouvement.

PASSER DE LA COMMUNAUTÉ À LA PRATIQUE POLITIQUE

Il ne faut pas se méprendre : on se reconnaît entre nous, on partage les mêmes espaces et, souvent, les mêmes esthétiques. On va aux mêmes partys, on aime les mêmes artistes. La scène queer de Montréal est en pleine effervescence, comme en témoignent les nombreuses fêtes et regroupements. Il y a une communauté c'est sûr, mais y a-t-il un mouvement ?

La posture queer en est une de précarité. Nos corps et nos vies souvent sinueuses nous portent presque inéluctablement à la pauvreté. Les problèmes de santé mentale sont tellement fréquents qu'ils sont une source d'humour et de dérision. Et bonne chance pour trouver un·e thérapeute transaffirmatif·ve ou sensible aux réalités LGBTQIA2S+ – si on en a les moyens ou qu'on a survécu à la longue attente d'accès aux services du CLSC. Nous sommes poqué·es, traumatisé·es et méfiant·es. Je crois que nos luttes reflètent cela.

On n'imagine pas à quel point c'est difficile de rassembler des personnes queers et trans autour d'un objectif commun. Tout le monde s'entend pour porter des pins « fuck the cistem », mais, concrètement, les moyens de se mobiliser manquent à plusieurs. S'engager politiquement, c'est aussi prendre des risques : des risques pour sa sécurité, d'abord, et aussi le risque de commettre des erreurs. Et notre méfiance fait de nous une communauté politique très exigeante.

Pour moi, cette exigence est une force. Notre pensée politique est rigoureuse et précise, elle est complexe et intersectionnelle. Parce qu'elle naît de l'expérience de l'exclusion, la posture queer reconnaît la violence des frontières. Elle se nourrit de cette opposition entre « nous » et « elleux » en plaçant l'insulte – *queer*, bizarre, anormal – au centre de son identité. C'est pour cette raison sans doute que la pensée queer militante[3] actuelle est fortement antiraciste, anticolonialiste, anticapitaliste, anticapacitiste, prochoix, prosexe et antinationaliste. Ça fait beaucoup de cases à cocher et, dans l'urgence de la mobilisation et les choix que cela implique, ça laisse peu de place à l'erreur. On est toujours à la merci d'une dénonciation, d'un *call out*.

ÊTRE REDEVABLES

Bien que je crois à la possibilité de faire des erreurs, je crois aussi à la redevabilité[4]. Mais être redevable, ce n'est pas seulement s'excuser quand on se plante et ça ne se résume pas à des slogans de solidarité comme « Black Lives Matter » ou « Trans Women are Women ». Ça exige un questionnement intime et profond de ses pratiques et de son existence dans le monde. C'est difficile et ça ne s'arrête jamais. Pour les personnes blanches par exemple, cela demande non seulement de se percevoir comme telles, mais de comprendre les ramifications symboliques, historiques et sociales du fait d'être blanc·he dans un régime de suprématie blanche. Même chose pour les personnes cis, hétéros, citoyennes, etc. Être redevable, c'est plus qu'être « allié·e ». C'est savoir qu'on ne peut jamais être qu'un·e allié·e imparfait·e et que sans un effort constant, on est condamné·e à reproduire les mêmes schémas d'oppression, peu importe la noblesse de nos intentions.

Mes expériences militantes récentes dans le milieu queer me laissent croire que nos pratiques héritent encore d'une tradition politique qui fait obstacle à cette redevabilité. Encore aux prises avec l'équivalent de la conscience de classe marxiste du « nous femmes »[5] féministe, il me semble que nous tendons à construire un sujet politique aux intérêts prétendument universels. Quand nous entrons en lutte, il ne peut y avoir qu'une seule cause et cette cause, c'est celle des personnes LGBTQIA2S+ prises dans leur ensemble.

Or, ce sujet politique est abstrait et, comme toute abstraction qui en appelle à une oppression commune universellement partagée, il prend généralement les traits d'une minorité privilégiée. Tout ce qui ne se soumet pas à ce cadre supposément commun est renvoyé à des luttes spécifiques. Cette critique n'est pas neuve, elle est au cœur d'un des textes importants de bell hooks, *De la marge au centre*, publié en anglais en 1984[6]. Je crois d'ailleurs que le féminisme noir, parmi d'autres, a jeté les bases d'un mouvement politique réellement intersectionnel fondé sur cette exigence de redevabilité.

AUTONOMIE DES LUTTES ET POLITIQUE DE COALITION

Que ce soit volontaire ou non, le féminisme et les luttes LGBTQIA2S+ sont des mouvements de coalition. Ils regroupent des intérêts divers et parfois divergents sur une variété d'enjeux. La tendance universaliste que j'ai mentionnée plus tôt a forcé les femmes noires, les lesbiennes et les travailleuses du sexe, entre autres, à former des luttes autonomes au sein du mouvement. La même chose peut être dite des personnes trans, intersexes ou bispirituelles au sein du mouvement gai.

Cette volonté autonomiste est souvent perçue à tort comme « divisant le mouvement », mais, au contraire, elle le renforce en centrant l'action politique sur les personnes opprimées. L'autonomie est essentielle pour former une pratique politique cohérente avec les luttes particulières de certains groupes. Je sais comme femme trans que les discussions et les priorités politiques sont radicalement différentes en non-mixité transféminine et dans un groupe féministe mixte. Nous ne serons jamais majoritaires parmi les féministes et nous avons besoin de cet espace pour faire exister nos luttes dans un milieu qui nous a longtemps exclues et qui comprend mal nos intérêts.

Dans un discours célèbre prononcé en 1979, Audre Lorde disait qu'il n'y a pas de libération sans communauté, mais que cette communauté ne signifie pas la négation de nos différences[7]. Pour ▸

bâtir un mouvement queer de coalition, il faut selon moi encourager et soutenir les initiatives autonomes au sein de nos communautés. Cela nous permet de nous éloigner d'une politique à prétention universaliste en embrassant la complexité des enjeux qui nous affectent. Nous sommes toustes à l'intersection d'oppressions et de privilèges qui interagissent de façon complexe et nous mènent à cadrer la lutte d'une façon singulière.

En ce sens, j'invite les personnes opprimées à réfléchir à la manière dont l'articulation de leur oppression est susceptible d'exclure les autres personnes concernées. Il ne s'agit pas de s'adonner à des olympiques des oppressions, ni de faire le décompte de ses privilèges, encore moins de redoubler sur l'expression de sa culpabilité. Il s'agit simplement de reconnaître que notre façon de cadrer une question politique relève d'un choix rhétorique potentiellement exclusif et, *in fine*, nuisible au maintien d'une véritable politique de coalition.

Reconnaître l'autonomie des luttes, c'est donc reconnaître la légitimité et l'expertise des perspectives divergentes. La redevabilité est conditionnelle à toute politique de coalition. Cela exige des discussions patientes, un intense travail émotionnel et beaucoup d'humilité. Cela exige de la loyauté.

En fin de compte, entretenir un mouvement politique queer, c'est refuser l'idée d'un seul mouvement, d'une cause unique qui rallierait toute la communauté. C'est embrasser la complexité de nos luttes, comme nous embrassons la complexité de nos identités et de nos affects.

C'est aussi admettre qu'il n'y a pas de lutte qui n'affecte pas nos communautés. Il n'y a pas de dénominateur commun, seulement un groupe éclectique de personnes vulnérables qui partagent la nécessité de se défendre dans un contexte politique et social hostile.

TOUTES LES LUTTES SONT QUEERS

Nous devons donc être de tous les fronts. Quand les droits des migrant·es sont attaqués, c'est notre communauté qui est attaquée. Quand les consommateur·trices de drogues sont criminalisé·es, ce sont des membres de notre communauté qui sont incarcéré·es. Quand les personnes racisé·es sont l'objet de profilage racial, ce sont des femmes trans et des hommes gais qui sont harcelé·es. La sécurité des travailleur·euses du sexe, c'est la sécurité de femmes bisexuelles et de personnes non binaires. Il n'y a pas de lutte qui ne soit pas queer.

Mais si nous persistons à entretenir une fausse équivalence entre la communauté et la lutte, nous continuerons à créer des postures minoritaires et marginalisées. Je crois sincèrement que quand nous concevons notre politique comme une politique de coalition et que nous soutenons avec conviction l'autonomie des luttes, c'est la communauté elle-même qui se trouve enrichie. Vivement les collectifs de femmes trans et de migrant·es; vivement les collectifs de migrantes au sein des collectifs de femmes trans et inversement !

L'intersectionnalité est au centre de nos préoccupations politiques. Il est naïf de penser que cet objectif peut être atteint par le seul examen de conscience des groupes privilégiés. Donnons-nous les moyens d'être réellement intersectionnel·les en nous assurant que les personnes opprimées soient toujours en position de force et puissent poser leurs conditions pour la mise sur pied d'une coalition. Je crois qu'à ce moment nous pourrons peut-être être redevables les un·es envers les autres. **ab**

1. Plus de 300 projets de lois anti-trans et anti-LGBT ont été introduits dans la première moitié de 2022 à différents paliers législatifs américains, après l'adoption depuis 2020 d'une centaine de lois similaires. Les attaques de milices d'extrême droite se multiplient dans un climat de haine nourrit par la rhétorique de politiciens républicains. Le gouverneur de la Floride, Ron De Santis, a plusieurs fois qualifié les homosexuels de pédophiles et un ex-candidat républicain au poste de gouverneur du Mississipi a appelé à la mise sur pied de pelotons d'exécution pour les personnes trans. Pour plus de détails, voir entre autres le site Web de l'Union américaine pour les libertés civiles : https://www.aclu.org/issues/lgbtq-rights.

2. Introduit par le ministre caquiste Simon Jolin-Barrette, le projet de loi révise le droit de la famille ainsi que les dispositions concernant le changement de mention de sexe à l'état civil. Il a été dénoncé unanimement par les communautés LGBTQIA2S+, forçant le gouvernement à amender substantiellement le texte pour en retirer les éléments transphobes et attentatoires aux personnes intersexes. Voir l'article à ce sujet dans le n°92 d'*À bâbord !* : Judith Lefebvre, « Les corps trans contre l'État ».

3. Je distingue la *Queer Theory* de la pensée queer militante, plus fluide, moins académique et plus intéressée aux enjeux matériels. Je partage par ailleurs certaines critiques concernant l'exploitation épistémique des femmes trans par le milieu académique et notre réduction à un objet théorique limité à la question du genre. Voir Viviane Namaste, « Undoing Theory: The "Transgender Question" and the Epistemic Violence of Anglo American Feminist Theory », *Hypatia*, vol. 24, nº 3, 2009, pp. 11-32.

4. Ma traduction de *accountability*. Il n'existe pas à ma connaissance de traduction communément admise pour cet usage spécifique du terme, surtout employé dans le contexte du militantisme antiraciste américain. En raison de ses origines militantes, les définitions du terme varient, mais renvoient généralement à un ensemble d'attitudes et de pratiques par lesquelles les personnes prennent individuellement la responsabilité de leur position dans un système d'oppression et de leurs biais internalisés. Cela concerne principalement les personnes blanches à l'égard des personnes racisées, mais aussi des personnes racisées entre elles.

5. Cette expression a fait l'objet de plusieurs recherches et commentaires dans les milieux féministes et renvoie généralement à la notion d'une « classe » des femmes dans l'approche matérialiste. Elle est souvent utilisée pour caractériser un féminisme universaliste peu sensible aux disparités raciales, économiques, etc. entre les femmes.

6. bell hooks, *De la marge au centre : Théorie féministe*, Cambourakis, 2017.

7. « *Without community there is no liberation, only the most vulnerable and temporary armistice between an individual and her oppression. But community must not mean a shedding of our differences, nor the pathetic pretense that these differences do not exist.* » Audre Lorde, « The Master's Tools Will Never Dismantle the Master's House », dans *Sister Outsider, Essays and Speeches*, Crossing Press Berkeley, 2007 [1984], p. 112.

CINQ PHRASES POUR EMBRASSER LES ÉCOLOGIES QUEERS

Eve Martin Jalbert

Les propositions qui suivent découlent du portait que dresse l'auteur Cy Lecerf Maulpoix de ces écologies fondamentalement intersectionnelles, anticapitalistes, décoloniales, féministes et queers.

Dans une friche industrielle de Montréal/Tiohtià:ke, un doux soir de juin où la pleine lune était à son périgée, nous nous sommes réuni·es, des lecteur·ices intéressé·es à parler d'écologies queers, autour du livre *Écologies déviantes: voyage en terres queers*[1]. Le présent texte met de l'avant quelques-unes des propositions fortes qui ont retenu notre attention.

« LA DESTRUCTION N'A PAS LE MÊME SENS POUR TOU·TES »

Les approches écoqueers – que Lecerf Maulpoix appelle *écologies déviantes* – proposent de considérer que les enjeux environnementaux affectant l'ensemble du vivant sont également des phénomènes sociaux. Les catastrophes écologiques doivent être envisagées dans leur articulation avec les systèmes d'oppression qui sont, suivant les propos de Ruth Wilson Gilmore qui parlait du racisme, «*l'exposition de certaines parties de la population à une mort prématurée*».

Toute crise accentue les vulnérabilités sociales et économiques déjà existantes, notamment celles des différents groupes et personnes minorisées. Dans les sociétés où les vies ne sont pas toutes «*digne[s] d'être pleurée[s], d'être sauvée[s], de bénéficier de droits ou de protections*», écrit Lecerf Maulpoix après Judith Butler, «*la destruction n'a pas le même sens pour tou.tes*». Dans le film *Fire & Flood* (2020), Vanessa Raditz a documenté les effets de catastrophes récentes sur les personnes non conformes aux normes hétérocispatriarcales: les domicides (perte de son logement, de son domicile); l'accès incertain aux refuges, aux soins de santé, aux matériels médicaux, à la nourriture et aux produits nécessaires; les agressions et discriminations au sein des processus d'assistance et des refuges s'ajoutent aux difficultés systémiques préexistantes – pauvreté, expérience de la rue, exposition à l'insalubrité, maladies, handicaps, incarcérations, etc. «*Les populations les plus affectées, notamment les LBGTQI raciséEs, ont été confrontées à un constat: celui de ne pouvoir compter que sur elles-mêmes face à l'absence de soutiens adéquats de la part des institutions*» ou de leur famille à laquelle elles ne peuvent souvent pas recourir.

Les approches écoqueers refusent de faire l'impasse sur la manière dont certaines vies sont toujours déjà partie prenante d'«*histoires spécifiques de domination et de destruction*».

LE VIVANT À DÉFENDRE NE DOIT PAS ÊTRE MODELÉ PAR L'HÉTÉROCISNORMATIVITÉ

Les écologies queers impliquent de tourner le dos aux approches qui, d'une part, ramènent la diversité des espèces non humaines à des patterns hétéro-cis et, d'autre part, associent, au sein de l'espèce humaine, des formes d'expression de genre, de sexualité, de corporalité et de relations non hétéronormées à la «déviance» ou à la «contrenaturalité». Les écologistes les plus conservateurs mêlent ainsi à la lutte pour l'environnement la défense d'un ordre hétérocispatriarcal (la famille nucléaire hétérosexuelle au premier chef) sur la base d'une acception étriquée du concept de *nature*. La prise d'hormones ou de médicaments, la procréation médicalement assistée, la gestation par autrui, auxquelles ont recours des personnes trans, des familles non hétéros ou des femmes seules – aussi bien que des personnes cis ou des couples hétéros… –, sont mises sur le même plan que les formes dangereuses de manipulation du vivant et les technologies productivistes les plus destructrices («*après les légumes OGM, les enfants à un seul parent*», scandaient des opposant·es à la loi autorisant le mariage et l'adoption aux personnes LGBTQ+ en France). «*Les accès et bénéfices de la technique ne s'appliquent qu'aux modèles familiaux compatibles avec une certaine vision de l'organisation sociale et économique, devenue la "nature" dans la bouche de ses défenseurs*». Car, notons-le, ce ne sont pas les mutilations génitales exercées sur les personnes intersexes que pourfendent les hérault de cette «naturalité» binaire et hétéronormée…

Refusant de telles formes de naturalisation du social et de socialisation de la nature, les écologies queers cherchent plutôt à reconnaître aussi bien la diversité des espèces que la pluralité des sexualités, des identités, des corps et des modes de relation, comme dignes d'exister en soi et comme facteurs d'adaptabilité, de créativité et d'agentivité garants d'avenir en contexte de crise climatique. Les «*comportements uniques et manifestations extraordinaires dans la diversité* ▶

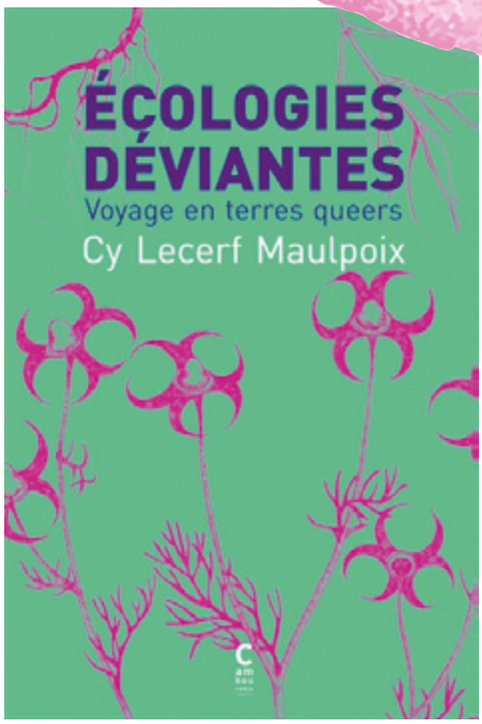
Illustration : Collages Féminicides Montréal

des oiseaux, des plantes et des êtres vivants, passent inaperçues parce que nous les observons à travers le prisme de la normalité, de la similitude et de l'homogénéité», soutient la biologiste colombienne Brigitte Baptiste, qui conclut: «*rien n'est plus queer que la nature, car elle produit de la différence en permanence, notamment en favorisant l'émergence du singulier et de l'anomalie, en expérimentant constamment.*»

La lutte contre les techniques productivistes écocidaires est parfaitement compatible avec une épistémologie non hétéronormée du vivant, avec la réappropriation démocratique des technologies et des connaissances scientifiques, botaniques et médicinales, et avec l'autodétermination individuelle et collective.

LES ÉCOLOGIES QUEERS INVITENT À L'ÉLARGISSEMENT DU LIEN AU VIVANT

Partir des expériences minoritaires pour penser et vivre concrètement notre relation aux écosystèmes permet d'éventuellement développer des types d'interactions et de réciprocités émancipés des logiques d'exploitation et de domination. Les écologies queers cherchent aussi à (re)connecter avec les façons égalitaires d'interagir qu'ont les sociétés non occidentales et les Premiers Peuples, présentes au sein des «*régimes alimentaires, des rapports aux animaux, aux plantes, aux cours d'eau, aux terres cultivées, aux arbres, aux astres et aux esprits*» (Malcom Ferdinand).



Mais leur apport sans doute le plus spécifique concerne la place dévolue aux corps dans le développement d'un lien sensible au monde. Une attention est accordée à ce qui traverse notre condition d'êtres désirants, notamment ce qui a trait aux plaisirs, aux sexualités et aux formes d'amour, de relations et de coexistences non straights, aux désirs de devenir, à la créativité dans le genre, aux corporalités dissidentes. Un tel rapport aux autres et à la Terre peut mener à des formes d'échanges, de coopération, de compagnonnage, d'attachement et d'intimité qui n'excluent pas la sensualité, voire l'érotisme entendu comme «*puissance de rencontre*». «*Jouir dans les bois, sur ces crêtes nacrées, suspendues entre ciel et terre pourrait-il être l'occasion de nouvelles alliances et responsabilités*» et de «*faire de son être et de son corps une instance de réception, de transformation, mais aussi de relais entre soi et le monde?*»

LES ÉCOLOGIES QUEERS SONT CRÉATRICES D'ESPACES LIMINAIRES

Du fait des violences ordinaires et des obstacles que connaissent les personnes LGBTQ+ dans l'accès au logement et aux espaces sécuritaires, la création de lieux – en ville ou hors des villes – qui soient des lieux de vie, de rencontre, d'appartenance et d'organisation a été et demeure un besoin et une préoccupation constante au sein des groupes queers et de leurs luttes. Même s'ils viennent souvent avec la menace de représailles ou de mesures administratives répressives visant à chasser les «indésirables», ces espaces liminaires de réappropriation (terres, fermes sanctuaires, squats, immeubles ou quartiers délaissés, etc.) sont des endroits où peuvent s'expérimenter et s'épanouir des formes d'individuation, des modalités organisationnelles et des modes de relations et de coexistences que le langage hétéronormé peine à traduire.

Sur le plan écologique, les initiatives figurant dans *Écologies déviantes* impliquent des types d'accord plus accueillants avec le vivant. Elles sont proches en cela de la permaculture selon Annie Rose London: toutes sont faites de «*valorisation de la diversité des espèces, des marges des jardins et des bordures naturelles*», mais aussi de la «*réutilisation des "déchets" et des rebuts dans la création d'un écosystème productif et viable écologiquement*».

LES ÉCOLOGIES QUEERS SONT FORTEMENT COALITIONNELLES

Suivant Lecerf Maulpoix, ces interstices et initiatives individuelles et collectives sont, à des degrés variables, tournées vers d'autres efforts de résistance contre la destruction des milieux de vie et contre les phénomènes d'oppression. C'est que «*le refuge est toujours plus qu'un refuge pour soi, il devient une forme de philosophie et de pratique de vie, engageant chacunE [...] à entrer en relation avec d'autres communautés et luttes locales*». Plus largement, les organisations et les luttes écoqueers semblent toutes coalitionnelles. L'implication est large, intersectionnelle, portée par «*le désir de s'engager sur d'autres enjeux, dans le cadre de mobilisations collectives et intergroupes*», portée aussi par le souci d'élargir les alliances. C'est dans cette direction que Lecerf Maulpoix lance son appel général aux allié·es d'aujourd'hui et de demain: «*Face à la montée des écofascismes, face aux nouvelles mutations du capitalisme prêt à intégrer des formes de pensée écologiste ou minoritaire, n'avons-nous pas encore à conduire ensemble une lutte tentaculaire, carnavalesque, excitante, non assimilable aux logiques d'exploitation capitaliste, coloniale et hétéropatriarcale?*»

Les raisons de lutter, donc de nous coaliser, ne manquent déjà pas. Sans doute faut-il pour cela nous réjouir de nos coexistences et de nos interdépendances, et contribuer à ce que l'amour triomphe des frontières que dressent en nous, autour de nous et entre nous les schèmes de pensée découlant souvent de la peur et de la haine. àb!

1. Elsa, Laurie, Maël: merci pour les échanges et les commentaires. Sauf exceptions signalées dans le corps du texte, toutes les citations sont tirées de Cy Lecerf Maulpoix, *Écologies déviantes : voyage en terres queers*, Paris, Éditions Cambourakis, 2021.

ENTREVUE — LUTTES ÉCONOMIQUES

INCARNER UNE MEILLEURE SOLIDARITÉ

Avec Élyse Bourbeau*
Propos recueillis par Isabelle Bouchard
et Alexis Ross

En quoi les enjeux LGBTQ+ rejoignent-ils ceux de la lutte des classes ?
À bâbord ! a rencontré Élyse Bourbeau, syndicaliste et femme trans, pour en parler.

***À bâbord !* : À quels enjeux économiques particuliers la communauté LGBTQ+ doit-elle faire face ?**

É. B. : Les statistiques démontrent qu'il y a une précarité accrue dans la communauté. Des chiffres états-uniens (du *Human Rights Campaign*) font par exemple voir un écart de revenus entre la population générale et la communauté LGBTQ+. Cette différence négative de revenus n'est pas uniforme au sein de la communauté. Ainsi, les personnes LGBTQ+ prises globalement gagnent 10 % de moins que le revenus médian de la population générale, mais les hommes trans gagnent 30 % de moins, alors que le revenu des femmes trans est de 40 %. Donc encore aujourd'hui, malgré la prétendue égalité, la communauté LGBTQ+ vit encore de telles disparités.

Par ailleurs, l'organisme canadien Trans PULSE montrait qu'en 2011, 71 % des personnes trans avaient un diplôme collégial ou universitaire, mais que 50 % de ces diplomé·es gagnaient moins de 15000 $ par année. Même si les personnes de la communauté sont souvent très éduquées, cela ne se reflète pas dans leurs conditions de vie.

La discrimination au travail a aussi des impacts matériels énormes. Par exemple, 28 % des personnes trans disaient avoir perdu (ou suspectaient d'avoir perdu) leur emploi parce qu'iels étaient trans.

La discrimination commence à l'embauche, et c'est majeur. Pas nécessairement une discrimination quant à l'orientation sexuelle, mais plutôt liée aux attentes de genre. Consciemment ou pas, il y a des attentes de présentation de genre: un homme parle comme ceci, une femme s'habille comme cela. Le moindrement qu'une personne n'a pas une présentation de genre « classique », ça peut nuire à son embauche.

Ensuite, la discrimination continue sur le milieu de travail après l'embauche: ces personnes peuvent être victimes de toutes sortes de remarques homophobes ou transphobes, de micro-agressions à tous les jours. C'est invivable, ça nuit à la santé mentale et ça peut forcer des démissions.

Enfin, il faut souligner que la communauté LGBTQ+ n'échappe pas à la reproduction des inégalités sociales en son sein même. Il y a des inégalités salariales entre hommes et femmes, comme il y a du racisme aussi dans la communauté. Je parle de la communauté, mais elle n'est pas uniforme. Les hommes gais blancs sont moins affectés par la discrimination qu'une femme trans noire ou non binaire. Ils ont ainsi plus de moyens et d'opportunités pour faire valoir leurs revendications. Cette situation nous nuit en nous divisant comme communauté !

***ÀB !* : Comment les enjeux de santé s'entrecroisent-ils avec ceux de l'inégalité socio-économique ?**

É. B. : La marginalisation crée des problèmes de santé. C'est clairement démontré que les gens de la communauté sont plus susceptibles d'avoir des troubles de santé mentale. Pas parce qu'être gai, lesbienne ou trans, c'est un problème de santé mentale, mais parce que ça entraine toutes sortes de discriminations, de conflits familiaux, ce qui cause de la dépression, de l'anxiété, etc. Ces problèmes, qui découlent des violences sociales, nuisent aussi économiquement.

À cela s'ajoutent les difficultés dans l'accès aux services de santé. Dans notre communauté, on appelle ça le « syndrome du bras cassé ». Une personne trans, par exemple, se casse le bras, va chez le médecin, mais le médecin panique et ne sait plus comment soigner une personne trans… alors qu'on lui demande juste de soigner un bras cassé !

Certains soins ont aussi des coûts élevés, notamment pour les personnes trans. Quand on entame une transition, certaines choses sont couvertes par la RAMQ, mais d'autres, non. Le poids financier étant énorme, certaines personnes trans doivent parfois cumuler deux, trois emplois, ou encore se tournent vers le travail du sexe pour couvrir ces frais.

***ÀB !* : Comment, donc, penser la rencontre des luttes LGBTQ+ et économiques ?**

É. B. : Dans un cas comme dans l'autre, on s'oppose aux mêmes forces qui misent sur les mêmes inégalités et les mêmes dominations pour leur profit. On est plongé·es dans le même système de pouvoir. Ce ne sont pas nécessairement les mêmes personnes qui profitent des inégalités économiques et de genre, évidemment. Mais les mécanismes et les leviers de pouvoir sont similaires.

Et tous ces discours sont portés par les mêmes personnes, par la droite. Je réfère à des discours homophobes, notamment, mais aussi à des discours mensongers qui favorisent la croissance

Photo : Marine CC

économique à tout prix. Globalement, ces discours dominants, mis ensemble, vont avantager le statu quo, l'immobilisme et favoriser la classe dominante.

Il faut se demander pourquoi ces forces réussissent à perpétuer de tels systèmes de domination et de privilège. Mon hypothèse, c'est que la plupart des gens ont une vision partielle de ce que sont les leviers de pouvoir sur lesquels on peut agir. Cette vision partielle conduit les groupes de défense des droits à développer des actions très segmentées : chaque groupe s'occupe des droits des personnes visées par son organisation ; ce sont des petites cases. Cette façon de faire est nuisible, parce que la segmentation des luttes divise les forces de gauche et nous empêche de nous opposer au système de domination lui-même.

Les syndicats n'échappent pas à cette habitude. Les enjeux sociopolitiques peuvent tendre à être loin dans la liste de priorité derrière les relations de travail et les questions salariales. Il n'est pas rare d'entendre des membres des syndicats se demander pourquoi leur syndicat s'occuperait d'environnement ou de défense des droits LGBTQ+.

C'est ce qui arrive quand on manque de connaissance sur les leviers de pouvoir. Si on montrait que les sources de nos problèmes sont communes et que les solutions peuvent être communes aussi, on arriverait peut-être à mieux vaincre les inégalités et à incarner une meilleure solidarité.

***ÀB !* : Est-ce que les enjeux LGBTQ+ sont suffisamment intégrés par les mouvements pour la justice sociale, par exemple les groupes communautaires et les syndicats ?**

É. B. : Je ne sais pas si tous les organismes de défense de droits intègrent tous les enjeux LBGTQ+, mais il me semble que c'est important que ces organismes développent des liens avec la communauté LGBTQ+ pour être au courant de ses problématiques propres et éviter les angles morts. C'est important que les gens de différents milieux se parlent pour mieux comprendre la situation de chacun·e. Il faut mettre beaucoup d'efforts sur l'éducation, je ne le répéterai jamais assez. À ce titre, les syndicats peuvent jouer un rôle très important comme vecteur d'éducation auprès de la population.

On ne réalise pas assez le rôle qu'ont eu les syndicats dans la défense des droits LGBTQ+. Les mentalités n'ont pas évolué toutes seules depuis 50 ans, il y a eu des luttes ! Par exemple, dans les années 1970-80, quand les organismes communautaires étaient pris avec des urgences épouvantables comme la crise du sida et la violence, les syndicats, eux, ont beaucoup combattu pour l'accès au mariage pour les personnes de même sexe. Et ce n'était pas simplement une question de faire reconnaître l'amour ! Les syndicats voulaient que les conjoint·es puissent être couvert·es par les assurances collectives notamment.

Avec leur argent, leur expertise juridique, leur pouvoir de mobilisation, leur visibilité, leur poids politique, les syndicats étaient et sont toujours bien placés pour mener ce genre de luttes. C'est ça le rôle d'un syndicat. Si le réseau syndical se désengage de ces enjeux socio-politiques, le mouvement va reculer, j'en suis convaincue.

La contribution des syndicats à la défense des droits de la communauté LGBTQ+ ne doit pas s'arrêter. Ils doivent être à l'avant-garde des enjeux LGBTQ+, par exemple pour s'assurer que les milieux de travail soient aptes à accueillir et soutenir les personnes de la communauté, notamment trans et non binaires. Ça peut être de lutter contre la discrimination et le harcèlement, d'obtenir des toilettes non genrées, d'offrir des congés et des assurances pour les personnes qui font une transition, etc.

On arrive à un point tournant où on va voir de plus en plus de gens rompre avec les normes de genre, ça dérange des gens et ça va continuer à déranger. On assiste à une remontée des valeurs conservatrices. Les syndicats doivent utiliser leur pouvoir pour faire un contrepoids à ça, parce que les organismes LGBTQ+ n'y arriveront pas tous seuls. Il faut être des allié·es. àb!

* Élyse Bourbeau est enseignante de mathématiques au secondaire. Elle est troisième vice-présidente à l'Alliance des professeurs de Montréal, où elle s'occupe notamment du dossier LGBTQ+.

ENTREVUE — QUEER ET FÉMINISME

TOUTES OU PANTOUTE

Avec Laurie La Fée Perron et Alexandra Turgeon, animateurices du balado *toutEs ou pantoute**
Propos recueillis par Alexis Ross

toutEs ou pantoute est un balado queer-féministe interrégional qui explore divers enjeux sociaux en mêlant la théorie, l'art, la science et le militantisme. *À bâbord !* a échangé avec deux de ses créateurices pour réfléchir aux solidarités possibles et nécessaires entre mouvements queer et féministe.

***À bâbord !*: Votre balado se présente d'emblée comme « queer-féministe ». Que signifie pour vous l'alliance des sensibilités queers et féministes ? Le rapprochement de ces perspectives et de ces luttes est-il tout naturel ou représente-t-il un défi ?**

Alexandra Turgeon : Pour nous, ces luttes ont les mêmes racines. Notre féminisme est une lutte contre les violences sexistes, peu importe si elles s'appliquent aux femmes ou à n'importe quelle personne vivant des oppressions liées à son genre ou sa sexualité. Par exemple, l'homophobie, la transphobie et la biphobie sont des violences sexistes. Ce ne sont pas toutes les féministes qui sont du même avis, mais selon nous, si on n'inclut pas toutes les personnes opprimées par le sexisme, on ne parle pas de féminisme.

Laurie La Fée Perron : De l'autre côté, dans les milieux queers, la remise en question des normes de genre, de leur caractère arbitraire et construit (et des difficultés qu'elles entraînent chez toute personne ne correspondant pas magiquement à un archétype de masculinité ou de féminité) est centrale. Idéalement, et c'est le cas pour nous, ces prises de conscience peuvent favoriser une solidarité envers les luttes féministes.

Toutefois, ce n'est pas forcément facile d'allier des causes qui existent indépendamment. C'est un travail sans fin, qui requiert une confiance dans le processus, des constantes remises en question, et beaucoup d'humilité par rapport à nos biais et nos erreurs.

***ÀB !*: Comment la perspective queer enrichit-elle votre féminisme ? Qu'a-t-elle à lui apprendre ?**

Alexandra : Tellement de choses ! D'abord, l'apport de la pensée queer remet complètement en question la vision biologisante du féminisme. Voir le féminisme comme une lutte contre les violences sexistes plutôt qu'un mouvement de libération des femmes nous a donné l'occasion de réfléchir à la pertinence des catégories genrées, et de celle de « femme », notamment. Ça nous a poussé·es à nous demander si on se sentait y appartenir. En plus, ces réflexions forcent à constater la violence et l'absurdité des visions féministes trans-exclusives. Il est aberrant de considérer celles qui se battent pour leur droit fondamental d'être femmes comme des ennemies.

Ensuite, cette perspective ouvre la porte à plus d'empathie et de bienveillance. En réalisant que tout le monde souffre des normes de genre, on se donne la chance de se rapprocher de personnes et de groupes qui vivent des réalités en apparence loin des nôtres. Quand on est de bonne humeur, on peut *même* aller jusqu'à ressentir une certaine empathie pour les personnes qui semblent ressortir gagnantes du tirage au sort des normes de genre (les hommes cisgenres, sans vouloir les nommer), car les normes de masculinité sont d'une violence inouïe.

Laurie : On constate que ça ne suffit plus de se battre uniquement pour soi-même, car avec ridiculement peu d'efforts supplémentaires, on peut se battre efficacement pour une partie beaucoup plus grande de la société.

Sans cette conscience d'une source commune des oppressions, dès qu'un groupe plus privilégié a obtenu gain de cause pour ses droits, il peut se désolidariser des autres qui ont pourtant soutenu sa lutte dans l'espoir d'avoir, eux aussi, un peu plus de liberté. Il faut viser des avancées globales, dans toutes les sphères de lutte. Comme le dit notre collaboratrice Miriame Gabrielle Archin: « *Un avancement pour les personnes blanches est un avancement seulement pour les personnes blanches. Un avancement pour les personnes noires est un avancement pour tout le monde.* »

On n'aurait pas à se battre spécialement pour les droits reproductifs des personnes trans si on les incluait dans les luttes pour le droit à l'avortement, à la procréation assistée et à un accouchement dans la dignité ! Ni même pour l'égalité femmes-hommes en particulier, si on misait d'un coup sur l'égalité pour tou·tes !

_ÀB !_ : Quelles pratiques peuvent être développées dans les milieux féministes et queers pour favoriser les solidarités ? Quelles tensions peuvent survenir ?

Alexandra : On remarque qu'une difficulté récurrente dans la communication entre personnes queers et féministes réside dans une irritation – voire une exaspération – face au cheminement des autres sur le long chemin de la déconstruction des normes de genre. On grossit les traits, mais typiquement, les féministes sont exaspérées devant des besoins ou des demandes qui leur semblent inutilement compliquées de la part de personnes queers (rejet des normes de genres, non-binarité ou transition de genre, utilisation de pronoms non binaires et de néologismes) alors que les personnes queers tendent à réduire l'importance des oppressions contre les femmes cishétéro, voire à rejeter le besoin de femmes de continuer de s'identifier à ce genre. Pour que tout le monde se sente en sécurité et accueilli, il est important de prendre chaque personne là où elle est dans ses apprentissages et dans ses besoins face aux luttes queers et féministes.

Laurie : Quand notre parole est déjà peu respectée socialement, on peut craindre que nos considérations personnelles soient noyées dans un combat plus large. Un défi demeure quant à la conciliation des discussions et actions militantes en non-mixité – nécessaires pour le sentiment de sécurité de certaines personnes – et la réalité de mouvements plus grands et mixtes. Comment élargir les mouvements de luttes sans effacer aucune voix ?

Finalement, parlons d'argent ! Il faut absolument s'assurer que les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), maisons de femmes, organismes LGBT, d'aide aux nouveaux·elles arrivant·es et de soutien aux personnes précarisées puissent fonctionner pleinement. On arrêterait peut-être de tirer chacun·e sur notre bord de la couverte s'il y avait assez de fonds pour soutenir tout le monde.

_ÀB !_ : Comment réagir à la montée des tendances anti-queer, et plus particulièrement transphobes, au sein d'un certain féminisme ?

Laurie : Nous osons croire que la sensibilisation et l'éducation feront effet avec le temps, mais force est d'admettre qu'en gagnant en visibilité, les revendications des communautés LGBTQIA2S+ ont rejoint des parties de la société peu réceptives et choquées par l'incompréhension.

L'idéologie TERF (le féminisme radical trans-exclusif) est malheureusement omniprésente dans le mouvement féministe au sens large, mais dans les cercles qui nous entourent, le discours est unanime : les femmes trans sont des femmes. Selon Statistique Canada, les personnes trans vivent près de deux fois plus d'agressions physiques et sexuelles et de comportements non désirés dans les espaces publics que les personnes cisgenres. Sans compter les difficultés liées à l'accès au monde du travail, au logement, et à des soins de santé appropriés… Quoiqu'en disent J.K. Rowling et les autres militantes TERF de ce monde, les femmes trans ne sont ni les ennemies du féminisme ni un danger pour celui-ci.

Comment réagir ? Soulever les propos transphobes quand on les remarque. Développer nos critiques du discours de groupes comme Pour les droits des femmes (PDF) Québec[1]. Demander les pronoms et accords des gens qu'on rencontre et les utiliser. Respecter le monde. Vivre et laisser vivre, cibole !

_ÀB !_ : Comment la mise en commun des sensibilités queers et féministe se concrétise-t-elle dans votre balado ?

Laurie : Le pari qu'on a pris à *toutEs ou pantoute*, c'est de parler souvent des enjeux sans tabou, en acceptant de se tromper parfois, d'utiliser les nombreux néologismes associés à la culture queer, d'évoluer en même temps que le vocabulaire.

Alexandra : Notre équipe est composée de féministes et de militantes queers. En combinant nos visions avec autant de bienveillance et d'écoute que possible, on compose un portrait plus global des enjeux, en plus de respecter nos valeurs. On travaille fort à créer un dialogue empathique et nuancé. Ce processus nous permet de nous apercevoir de nos biais et de prendre conscience de la réalité d'autres personnes touchées par les luttes féministes et queers, et on se plait à penser que ça peut avoir un effet similaire sur notre auditoire. ÀBI

* Laurie et Alexandra ont grandi dans des milieux ruraux souvent oubliés par la sphère médiatique et culturelle, malgré leur bouillonnement constant : Laurie au Lac-St-Jean (Piekuakami), Alexandra en Abitibi. Il est essentiel pour elleux de favoriser un dialogue entre les publics des villes et des régions éloignées. Radical dans les valeurs qu'il défend, le balado demeure nuancé et facile d'approche pour quiconque désire se familiariser avec les enjeux sensibles pour les femmes et les personnes de la diversité de genre. Pour l'écouter : toutesoupantoute.com

1. Pour en savoir plus sur ce groupe, voir Valérie Beauchamp, « Pour les droits de quelles femmes ? », *À bâbord !*, nº 71, 2017. En ligne : ababord.org/pour-les-droits-de-quelles-femmes

WU MING EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

Anthony Glinoer, professeur de littérature à l'université de Sherbrooke

Peu connu dans le monde francophone, le collectif Wu Ming a une renommée immense en Italie. Derrière ce pseudonyme se trouve un collectif composé d'écrivains italiens qui se donnent des numéros (Wu Ming 1 à 5) quand ils écrivent ensemble. Dans leur dernier livre, *Proletkult*, ils ramènent à l'avant-plan l'un des personnages les plus étonnants du bolchévisme, Bogdanov.

Le choix du nom Wu Ming est en accord avec la démarche politique et artistique du collectif. En mandarin, Wu Ming a deux significations selon la prononciation: soit «cinq noms», en référence au nombre de membres du collectif, soit «anonyme», en hommage à la signature de dissidents chinois.

Aux antipodes du vedettariat littéraire, Wu Ming travaille en collectif, sous pseudonyme, et dépose la version numérique originale de ses textes en licence *Creative Commons*. Ses œuvres précédentes traitaient de la Résistance italienne (*Asce di guerra* en 2000), du leader mohawk Joseph Brant (*Manituana* en 2007) ou encore de la Venise de la Renaissance (*Cantalamapa* en 2015), toujours avec un mélange de réflexion politique et de travail littéraire. Dans *Proletkult* (publié en italien en 2018), Wu Ming s'intéresse cette fois à la figure du révolutionnaire Alexandre Alexandrovitch Malinovski, dit Bogdanov.

Le roman nous le présente en 1927 et le suit jusqu'à sa mort, l'année suivante. À cette époque, Bogdanov n'a plus aucune importance politique ni même littéraire en URSS. Pourtant dépourvu de formation médicale, il est devenu directeur de l'Institut de transfusion sanguine de Moscou, dont le but était de tester le «collectivisme physiologique», ce qui consistait à échanger du sang, entre groupes sanguins compatibles, et d'accomplir, dans la réciprocité du fluide vital, la communion sociale. Un communisme rouge sang, en quelque sorte.

Pour Bogdanov, c'était là l'application du stade ultime de sa théorie générale de l'organisation, dans toutes les sphères de l'activité humaine, qu'il a nommée la «tectologie».

> « *Je suis organisé, donc je suis* », soutenait-il : le marxisme ne devait pas se contenter de changer la réalité socio-économique, mais devait aussi viser les sensations et la vie elle-même.

LE PROLÉTARIAT ET SA CULTURE

Bogdanov occupe une place tout à fait à part dans la tragique épopée de la Révolution russe. Il a été parmi les premiers membres du parti bolchevique, mais en a été exclu dès 1909. Plus tard, il a écrit des textes importants sur la littérature prolétarienne et a participé à la fondation du Proletkult (pour *Proletarskaïa koultoura* ou «culture du prolétariat»), mais s'est rapidement détaché de la direction du mouvement. D'ailleurs, si Bogdanov est resté un peu célèbre, c'est moins pour ses idées que parce que Lénine en a publié une violente réfutation dans *Matérialisme et empiriocriticisme* (1909). On comprend pourquoi: Bogdanov plaidait pour la fusion

Illustration : Ramon Vitesse

dans la collectivité tandis que Lénine ne jurait que par un Parti agissant avec fermeté.

En Russie, pendant les années qui ont suivi la révolution d'Octobre, le Proletkult a été un immense mouvement d'éducation populaire, fort de 450 000 membres en 1920, visant à stimuler l'édification d'une culture prolétarienne. D'abord autonome, selon les préceptes d'«auto-émancipation» culturelle prônés par Bogdanov, le Proletkult a ensuite été encadré de plus en plus sévèrement, jusqu'à son épuisement complet. Au moment où s'ouvre le récit de Wu Ming, le Proletkult n'est plus qu'une inscription sur le portail d'un bâtiment, un collectif fantôme.

ENTRE SCIENCE-FICTION ET FICTION HISTORIQUE

Proletkult est un roman historique empruntant aussi les caractéristiques d'un roman de science-fiction. Dans le prologue, on rencontre un certain Léonid Volok qui aurait participé à un attentat anti-tsariste à Tbilissi en juin 1907, en compagnie de Bogdanov et du futur Staline. Vingt ans

plus tard, une jeune femme aux traits androgynes apparaît au détour d'une forêt. Personne ne sait ni qui elle est ni comment elle est arrivée là. Elle se présente sous le nom de Denni et dit venir de la planète Nacun. Elle serait la fille de Léonid et le cherche.

Elle parvient à aller à Moscou pour rencontrer Bogdanov. Celui-ci, entre autres activités (philosophe, économiste, médecin), a écrit plusieurs récits de science-fiction, dont *L'étoile rouge* (1908), qui présente une société communiste extra-terrestre. Dans le roman de Wu Ming, cette histoire de planète socialiste aurait été inspirée à Bogdanov par Léonid, victime d'hallucinations après l'attentat en Géorgie. L'écrivain aurait entendu les délires de son camarade et les aurait pris en note. Mais voilà que Denni affirme que toute l'histoire était authentique. Pour Bogdanov et son équipe, la jeune femme présente un intérêt scientifique certain parce qu'elle a des caractéristiques hématologiques inconnues. Bogdanov la croit non seulement perdue dans un monde imaginaire, mais atteinte d'un mal inconnu que seule son ascendance pourrait expliquer.

Wu Ming, *Proletkult*, traduit par Anne Echenoz, Paris, Métailié, 2022, 352 p.

Le retraité de la Révolution part donc en quête de Léonid disparu vingt ans plus tôt. Il retourne voir de vieux compagnons de lutte, devenus des *apparatchiks* (l'un d'eux est devenu titulaire de la chaire d'Hygiène sociale à l'Université de Moscou, c'est dire). Il rend même visite à la célèbre militante soviétique Alexandra Kollontaï qui, dans le roman, aurait jadis entretenu une relation avec Léonid. La fascination de Bogdanov envers Denni ne cesse d'augmenter : Denni est-elle une admiratrice de ses romans qui aurait pris la fiction pour la réalité ? Comment la projection délirante de la jeune femme dans cette planète d'invention peut-elle être si complète ? Et si le monde fictionnel d'où elle vient, celui d'une société sans classe où la révolution socialiste a réussi, le renvoyait à l'échec de la Révolution, la vraie, qui dix ans plus tard a produit une société bureaucratique, obtuse et totalitaire ?

DÉBATS RÉVOLUTIONNAIRES

Le roman passe savamment des évocations du roman *L'étoile rouge* aux discussions sur les enseignements de Bogdanov et sur l'engagement révolutionnaire. Wu Ming fait de la réflexion historique et politique avec les moyens propres au roman. À l'évocation des célébrations du dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, qui en réécrivent le récit officiel, correspond l'interrogation sur le monde fictif du socialisme en actes. Qui raconte l'histoire de *L'étoile rouge* ? Léonid qui en a rêvé, Bogdanov qui l'a écrite, les lectrices et lecteurs qui s'en sont saisi·es ou Denni qui en a fait sa réalité ?

Proletkult peut aussi se lire comme un roman sur des phénomènes collectifs situés au début du régime soviétique. Les théories de Bogdanov concernent l'organisation collective, le mouvement du Proletkult reposait sur les rencontres entre ses membres et la planète Nacun est celle du communisme heureux. Le roman fait de nombreux retours en 1909 quand, avec Maxime Gorki, Lounatcharski et d'autres intellectuels russes, Bogdanov a mis sur pied, dans l'île de Capri, une école de pensée socialiste destinée aux travailleurs russes. L'idée d'organiser le mouvement social par le bas plutôt que par le haut se transmet dans tout le roman. Partout, chez Wu Ming, on échange, on débat, on tente de penser ensemble et de comprendre les limites de la contribution individuelle. Roman à la fois très littéraire et très politique, *Proletkult* interroge les espoirs et les échecs passés de l'action et de l'écriture collectives. àbl

POUR ALLER PLUS LOIN

Lynn Mally, *Culture of the Future. The Proletkult Movement in Revolutionary Russia*, University of California Press, 1990, disponible en accès ouvert à l'adresse ark.cdlib.org/ark:/13030/ft6m3nb4b2/.

Sur la littérature prolétarienne, voir Jean-Pierre Morel, *Le roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France (1920-1932)*, Paris, Gallimard, 1985 et James E. Murphy, *The Proletarian Moment : The Controversy over Leftism in Literature*, Urbana & Chicago, University of Illinois Press, 1991.

À TOUT PRENDRE !

Ramon Vitesse

Sur les ondes de CKUT 90.3 FM,
Pirate & libre !
www.ckut.ca
ramonvitesse.wordpress.com

MORTS À HABITER

Barroux, *L'ombre qui marche à mes côtés*, Urban Graphic, 2022, 136 p.
Hugo Léger et Julie Rocheleau, *Les devoirs d'Edmond*, Les 400 coups, 2021, 64 p.

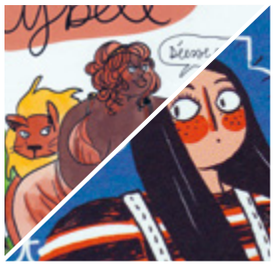
Raconter ce voyage en filigrane pour se recueillir là où son frère a trouvé, mystérieusement, la mort dans une contrée lointaine (là où il allait surfer), c'est peu dire... Le dessin immersif et dénué de tout artifice, en deux ou trois couleurs, nous y entraîne pour entrevoir cette troublante absence. Dans le second livre ? Autant le dessin de Rocheleau (une dessinatrice québécoise qui excelle) que l'écriture frémissante de Léger dépeignent le vide abyssal de la mort soudaine d'une maman à travers le regard de son gamin.

TOTOMOBILE EN ENFER

Jean-Louis Tripp, *Le petit frère*, Casterman, 2022, 340 p.
Marc-André Brouillard, *À vélo vers une ville nouvelle*, Les 400 coups, 2022, 48 p.

Nous savons désormais que l'auto individuelle (même électrique...) tue facilement. Tripp narre avec brio et aplomb la spirale infernale que fut la mort de son petit frère happé par un chauffard tandis que la famille, en vacances, déambulait en voiture hippomobile. Le livre de Brouillard retrace le monde à bicyclette, son journal, ses manifs, sans oublier Bob Silverman et Claire Morissette – précurseurs d'un trans-sport !

MYTHOLOGIE FÉMININE



Blanche Sabbah, *Mythes & Meufs*, Dargaud, 2022, 136 p.
Sole Otero, *Naphtaline*, Ça et Là, 2022, 336 p.

Drôle et documenté, le livre de Sabbah passe au crible de la relecture féministe une vingtaine de mythologies. Mission : redonner aux femmes singularité et audace. D'Ève à La Petite Sirène en passant Karaba la sorcière, nous nous trouvons sur le cul ! Jeune et anti-héroïne Naphtaline se révèle un roman graphique déconcertant sur au moins deux générations de femmes qui, nonobstant la crise économique en Argentine du début des années 2000, s'émancipent. Rien d'aisé, bien sûr !

REPÈRES HUMAINS

Miroslav Sekulic-Struja, *Petar & Liza*, Actes Sud BD, 2022, 172 p.
Katriona Chapman, *Breakwater*, Futuropolis, 2022, 168 p.

Le premier livre est Croate et, proche de la peinture réaliste teintée de satire d'Otto Dix, se distingue à élaborer un récit bordélique comme la vie qui tangue, mais aussi beau qu'un amour fulgurant ; indispensable ! Avec le livre de Chapman, on se trouve abasourdi·es que l'Angleterre chancèle aussi. Dans un théâtre autrefois opulent, la décrépitude règne en ne laissant personne indemne. On y joue désormais un pauvre cinéma.

PRIMITIFS ?!

Carlos Reyes et Rodrigo Elgueta, *Nous les Selk'nams*, Éditions Ilatina, 2022, 144 p.
Mahi Grand, *La conférence*, Dargaud, 2022, 128 p.

Littéralement rasé de la carte en Terre de feu, ce peuple indigène dont Darwin disait qu'il était le plus « préhistorique » a été décimé par le bulldozer de la conquête. Les auteurs usent de la fiction historique et du reportage BD pour contribuer à restituer l'héritage restant. Quant à la nouvelle de Kafka – où un singe désormais humanisé disserte sur sa transformation devant des académiciens –, la revoici adaptée somptueusement. Anthropocentrisme, bien sûr.

DÉBÂCLES ET POLARS

Hellman et Marois, *Débarqués*, La Pastèque, 2022, 104 p.
Thierry Smolderen et Jorge Gonzalez, *Cauchemars Ex-Machina*, Dargaud, 2022, 128 p.

Toute une débarque que ce conte d'une paire de transporteurs de deux jeunes handicapés vers une clinique ilienne. Mené tambour battant et dans le mode polar ça chavirera ! L'autre bouquin est situé dans une action littéraire (des messages sont disséminés dans un roman) pour piéger les nazis à la recherche d'uranium pour composer une arme ultime… Multiples tiroirs et graphisme contemporain – exceptionnel !!!

MUSIQUE

L'automne s'annonce torride avec la reformation des **VULGAIRES MACHINS** qui sortiront un tout nouvel album après plus d'une dizaine d'années de sabordage. Ce groupe punk québécois mythique qui avait trouvé son inspiration dans le grunge et le post-punk pourrait, tel le Phénix, renaitre plus flamboyant et enrichi par les expériences solos de Marie-Ève et de Guillaume. Ainsi, leur discours militant pourrait rebondir…

FRANK CUSTEAU (ex-Les Connards à l'orange), après ses deux premiers albums inoubliables *Départs d'août* et *Xénial blues*, sort ces jours-ci *Les poissons volants* (Slam disques), un mini-album de cinq chansons vibrantes, telle *Bravo mon cœur !* qui disperse à tout venant des trophées… Avec ses yeux d'amoureux rescapés de la déveine, son sens de l'autodérision et un bagou pas possible, l'adorable dadais navigue entre folk, country et punk rock toujours avec la complicité du multi-instrumentiste Alex Crow et de ses musiciens de tournée.

Un copieux book-zine **MACADAM**, qui retrace les années 90 du punk québécois avec des interviews de personnes et groupes clés, non sans oublier d'illustrer l'impact des trois visites des Bérurier

Noir sur la Belle Province, s'annonce. Le lancement est prévu le 19 novembre avec **ANOMALIES**, un groupe méconnu d'origine trifluvienne, qui offre une formule trois nouvelles chansons (ska et punk), trois reprises (dont Banlieue Rouge et Bérurier Noir) et trois anciennes (dont la remarquable *Dissident*) sur anomalies93.bandcamp.

CAROTTÉ, un groupe qui tape la bizoune dès le titre de son premier disque – *punklore et trashdition* –, sortira un tout nouvel album, leur troisième, quelque part en novembre. Définitivement un orchestre (avec banjo et violon notamment) qui a produit leur deuxième disque avec Vincent Peake de Groovy Aadvark. Avec ces derniers, ils ont offert une prestation capable de faire giguer et pogoter plusieurs générations lors des Diableries, un sympa Festival extérieur à Contrecœur, le 12 août dernier. En passant, ça s'appelle Diableries en lien avec la légende de la Chasse-galerie dans laquelle un canot survolait le fleuve depuis Lavaltrie en direction de Contrecœur ! abl

RECENSIONS

LA VILLE ANALOGIQUE
Guillaume Éthier, Atelier 10, 2022, 96 p.

Dans ce bref ouvrage, Guillaume Ethier propose une réflexion au sujet de l'organisation de la ville dans un futur rapproché. La réflexion se veut utopiste tout en s'assurant d'avoir le potentiel de se concrétiser éventuellement. Pour ce faire, il présente différents éléments d'une ville idéale en la comparant à la ville numérique dite «intelligente», composée de lieux virtuels où la société passe maintenant beaucoup de temps, une ville hyperconnectée où diverses données sur les habitudes de ses habitant·es, accumulées par de multiples consultations et «capteurs d'informations» sur les déplacements ou la consommation d'eau et d'électricité servent à «optimiser» tous les aspects du fonctionnement de la ville. La ville analogique, à l'inverse, est une cité utopique qui permettrait de combler les lacunes de la cité numérique. Cette ville analogique a quatre caractéristiques principales: elle doit être lente, tangible, intime et imparfaite. L'ouvrage invite ainsi à découvrir des projets, nombreux et passionnants, qui reprennent ces quatre caractéristiques et qui rendent concrète l'utopie proposée. Il est même probable que certains de ces projets soient familiers aux lecteurs et lectrices d'*À bâbord!*

La brièveté volontaire de l'ouvrage limite tout de même le développement de certaines propositions et de certaines critiques, notamment celles qui portent sur les inégalités sociales. L'auteur fait aussi observer que les projets de villes intelligentes s'adressent à des personnes de la classe moyenne supérieure: il suffit d'un coup d'œil aux images faisant la promotion de projets de ville intelligente pour comprendre qu'on n'a pas en tête un quartier défavorisé de Montréal. Ceci révèle à quel point ces projets peuvent devenir des outils de contrôle social si on les transpose dans des quartiers défavorisés: l'utilisation de capteur pour l'optimisation des déplacements des habitantes et habitants d'un quartier défavorisé ne correspondant pas à l'image idéalisée voulue par les promoteurs de ces projets ressemble dangereusement à de la surveillance et du contrôle social. Face aux projets de villes intelligentes qui se multiplient au Québec, comme c'est le cas notamment à Trois-Rivières, *La ville analogique* propose une réflexion et une vision appréciables de la ville du futur, et permet de mieux réfléchir au phénomène de la ville numérique et d'en entrevoir les limites.

Yannick Delbecque

LES MONDES DE L'ESCLAVAGE. UNE HISTOIRE COMPARÉE
Sous la direction de Paulin Ismard, Seuil, 2021, 1168 p.

Ce livre pèse: il fait près de 2 kg et procure un poids de connaissances considérable dans un domaine où le·la lecteur·rice francophone était mal pourvu·e. *Les mondes de l'esclavage* relève avec brio le pari fou de proposer une synthèse accessible de la somme importante des recherches universitaires sur l'histoire de l'esclavage depuis le paléolithique. Il se présente sous la forme d'une encyclopédie composée d'une centaine d'entrées ayant été confiées à une équipe internationale de 72 autrices et auteurs.

La première partie présente la grande diversité géohistorique des sociétés ayant connu un mode ou un autre d'exploitation extrême: esclavages antiques ou contemporains, esclavages sur toutes les mers et tous les océans. La preuve de l'universalité historique du phénomène est massive. Une entrée est consacrée aux «esclavages canadiens», confiée au spécialiste Brett Rushforth. Celui-ci décrit comment les procédés d'asservissement autochtones, français et britanniques s'entrelaceront chez nous pour former un modèle singulier. La seconde partie alimente des réflexions fondamentales. Elle adopte une approche thématique qui permet de comprendre ce qu'est l'esclavage dans la très grande diversité de ses manifestations comme dans la régularité de certains de ses traits. Les entrées rédigées par l'historienne Cécile Vidal («culture», «justice», «maîtres», «mort», «résistance», «révoltes», «traites», «ville» et «violence») sont des bijoux d'érudition et d'acuité. La troisième et dernière partie de cette somme réintroduit l'esclavage dans l'histoire des systèmes esclavagistes. On y comprend par exemple pourquoi il est spécieux d'écrire une histoire du capitalisme qui ne pose pas l'esclavage au cœur de l'interprétation.

Quelques grands problèmes traversent l'ouvrage. Le premier concerne la définition de la notion d'«esclavagisme» . L'équipe éditoriale a privilégié une acception souple autour de critères juridiques (un humain détient sur un autre un droit de propriété), économique (le travail forcé), anthropologique (le contrôle du corps), politique (la violence) et social (la dénégation de dignité et l'exclusion de la parenté). Autre problème, soulevé par l'historien sud-africain Joel Quirk dans un texte consacré aux formes contemporaines d'esclavage (trafic d'êtres humains, travail forcé, esclavage sexuel, reproduction extralégale d'exploitations traditionnelles, etc.): le danger politique de faire de l'esclavage transatlantique l'archétype de l'esclavage. En effet, par ce procédé, certains abus

insoutenables sont donnés pour acceptables dès lors qu'ils ne correspondent pas au modèle des plantations.

L'épilogue signé par l'intellectuelle franco-camerounaise Léonora Miano est puissant. Elle s'y emploie à désamorcer l'usage abject qui pourrait être fait du caractère planétaire et immémorial de l'esclavagisme. L'argument qui consiste à en tirer une raison pour se dédouaner de toute forme de responsabilité vient en effet très vite à l'esprit des nationalistes européen·nes et eurodescendant·es. Pourtant, le livre permet de dégager très nettement la spécificité essentielle de l'esclavage colonial perpétré par les Européens. Il a été fondé à travers la construction d'un imaginaire racialiste et raciste qui s'est mondialisé à travers l'impérialisme. Pour sortir du racisme, il est donc urgent de comprendre qu'il est le produit d'une forme particulière d'esclavagisme à l'intérieur de la triste histoire de la domination humaine. Nous sommes les héritier·ères de cette idéologie. C'est la raison pour laquelle la lecture de ce travail monumental sera particulièrement utile dans une société au passé esclavagiste dont le premier ministre a pu déclarer benoîtement, dans la foulée de l'assassinat de George Floyd, que sa province n'avait «pas vécu l'esclavage» . Un négationnisme coupable qui est à lui seul la preuve d'un racisme systémique québécois.

Ollivier Hubert

est pertinente, autant elle déborde. Il y a beaucoup d'œuvres mentionnées, trop, selon moi, peut-être parce que la littérature mondiale regorge justement de situations de reprise de pouvoir par les opprimé·es. Si certaines œuvres sont récurrentes (je me suis d'ailleurs délectée des références à *L'Euguélionne* de Louky Bersianik, qui demeure un roman sous-étudié pour l'importance symbolique qu'il revêt), d'autres ne sont mentionnées qu'une seule fois. Je me demande quelle est la fonction de ce cumul ou plutôt, en sous-texte, qui est le public cible? J'avais parfois l'impression qu'iel s'adressait seulement aux littéraires et/ou prêchait pour des convaincu·es.

Cela dit, la déclaration d'amour que ce livre contient me porte encore après sa lecture. Ode à la vie, ode à la joie, ode au temps passé ensemble, ode à la profondeur des choses. Devant l'échec des actions entreprises pour contrer la crise climatique en cours, je me dis que la clé est sans doute du côté des déclinaisons non monnayables de la parole sorcière. Et ce n'est pas tout. En donnant autant d'importance à des œuvres fictionnelles, Jalbert fait aussi une ode à l'imagination, à ce que nous possédons en nous pour imaginer du mieux encore. Il faut aimer les gens et les choses et ce n'est pas – du moins strictement – à coup de publications de rapports scientifiques que nous parviendrons à changer nos modes de vie pour une plus grande viabilité écologique.

Camille Simard

LA PAROLE SORCIÈRE
Eve Martin Jalbert, Éditions de la rue Dorion, 2022, 251 p.

Eve Martin Jalbert signe une rafraîchissante proposition sur la sorcellerie en littérature. Plus que de la figure de la sorcière, c'est de la parole sorcière dont il est ici question, dans une perspective foncièrement holistique. Jalbert s'aventure plus loin que ses contemporaines essayistes en accordant, au final, peu d'importance à la sorcière comme personne, et encore moins à la version féminine essentialiste de celle-ci. L'auteurice préfère se pencher sur l'éthos, les discours et les gestes derrière cette populaire icône féministe. Iel dépeint très simplement la parole sorcière comme ce qui libère, ce qui émancipe, ce qui crée barrage à la domination et, intimement, à la honte. Jalbert clame que nous gagnerions collectivement à rendre nos vies beaucoup plus réceptives à la parole sorcière et, pour nous y persuader, iel y va d'une démonstration littéraire.

À travers moult exemples puisés dans une variété d'œuvres – surtout de fiction – dans lesquelles les personnages ont repris leur «pouvoir en-dedans» pour faire preuve de «pouvoir-avec» et de «pouvoir-sur», on saisit à quel point la parole sorcière est synonyme de résistance. Autant la fresque littéraire qu'iel brosse

CE QUI NOUS LIE
Sous la direction de Sol Zanetti, Écosociété, 2021, 136 p.

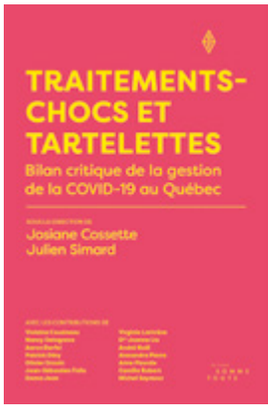
L'écologie politique n'occupe pas encore une place clairement définie à l'intérieur du champ politique québécois. Voilà donc un essai-manifeste bienvenu, dirigé par Sol Zanetti, qui offre des arguments polyvalents au discours souverainiste de gauche: l'indépendance pour lutter contre la crise climatique, pour défaire l'État pétrolier et ce, dans un langage près de l'écosocialisme. Le titre *Ce qui nous lie* a donc de prime abord un double sens: celui du rapport des auteur·rices au territoire, à sa biodiversité et à ses mythologies d'un côté, et puis leur engagement commun à l'intérieur d'un parti politique – Québec solidaire – pour la défense de ces causes politiques.

Accompagné d'un avant-propos de Natasha Kanapé Fontaine, l'ouvrage est divisé en onze chapitres, tous rédigés par les dix député·es de Québec Solidaire à l'exception d'un seul – celui de Michaël Ottereyes. On peut donc y voir le produit de «l'aile parlementaire» du parti. Chaque chapitre offre une perspective complémentaire sur le projet de souveraineté, dénué de son nationalisme habituel. Ici, la souveraineté populaire prend le pas sur celle de la nation, et pour cause: un pays n'adviendra que sur

la base d'une alliance avec les Premiers Peuples, dans une perspective écologique. Natasha Kanapé Fontaine donne à ce projet le nom d'*innu tipenitamun*, être maître de soi en relation avec le territoire. Pourtant, le réflexe nationaliste n'est jamais bien loin, et certaines sections laissent présager, au contraire, le ressac du fameux « maître chez nous » . En effet, à force de marteler que l'architecture canadienne est un frein à toute écologie politique et que la souveraineté en est le seul remède, le texte occulte ce qu'il y a de colonial à l'intérieur même du Québec, et qui subsisterait après la sécession. Les politicien·nes camouflent cette critique derrière l'argument phare du livre: la tenue d'une assemblée constituante (pp. 25, 48, 76, 88, 109, 121). Un chapitre consacré à ce sujet aurait été un atout, plutôt que le choix de l'évoquer de manière incantatoire. Quelle forme prendrait cette Constituante? Serait-elle révolutionnaire, c'est-à-dire menée par le peuple uniquement, ou avant-gardiste, et donc orientée par un parti pour accoucher d'un certain régime? Certains chapitres, notamment ceux d'Émilise Lessard-Therrien ou de Vincent Marissal, pointent vers cette seconde voie.

Un troisième sens peut se dégager du titre: *ce qui nous lie* aux peuples autochtones. Il convient maintenant de se demander qui seront les parlementaires de Québec solidaire après les élections de 2022: les mêmes qui ont voté pour le projet de loi 96 de la CAQ – et donc contre les droits culturels des Premiers Peuples, ou ceux et celles que l'on retrouve dans cet ouvrage collectif? Autrement dit – et c'est là tout l'enjeu du manifeste –, comment passer du champ intellectuel au champ politique en ce qui concerne l'écologie au Québec?

Maël Foucault



TRAITEMENTS-CHOCS ET TARTELETTES

Sous la direction de Josianne Cossette et Julien Simard, Somme toute, 2022, 296 p.

L'ouvrage collectif *Traitements-chocs et tartelettes* est un incontournable si on souhaite prendre la pleine mesure du merdier politique covidien dans lequel nous stagnons depuis plus de deux ans.

L'ouvrage va à l'encontre des publicités triomphalistes de la CAQ – qui nous martèlent que le gouvernement caquiste a l'une des meilleures feuilles de route au monde en ce qui a trait à la gestion de la pandémie – en dressant un bilan sans complaisance de la gestion politique de cette crise sanitaire sans précédent. Un tour d'horizon exhaustif des décisions gouvernementales est réalisé.

On y analyse les impacts du virus et de sa gestion sur les groupes marginalisés, qui ont souvent été ignorés et négligés, parfois de façon volontaire, par Legault et sa bande. On nous rappelle l'entêtement de la santé publique à ne pas prendre en compte les données scientifiques dans ses avis, entre autres sur l'importance de la qualité de l'air, la transmission par aérosols et l'utilité du masque. L'opacité de l'information transmise par le gouvernement lors des différentes vagues est décortiquée. Le chapitre de Violaine Cousineau sur la COVID longue et l'invisibilité des personnes qui en sont atteintes m'a particulièrement marquée, faisant état d'un grave angle mort. Est-ce que cet angle mort existerait si plus d'hommes en étaient atteints, car ce sont majoritairement des femmes qui subissent la COVID longue? Poser la question, c'est y répondre...

Bien sûr, *Traitements-chocs et tartelettes* ne pouvait omettre de parler du manque d'indépendance de la Santé publique, particulièrement de son ancien directeur, Horacio Arruda. Avec le nouvel épisode qui s'ajoute à la feuille de route de ce dernier (le dossier de l'arsenic à Rouyn-Noranda et le fait qu'il est personnellement intervenu afin que des données soient omises dans un rapport de la Santé publique régionale à ce sujet en 2019), on réalise que le personnage est louche depuis un certain temps déjà. On est encore plus navré de voir qu'il a été aux commandes aussi longtemps, dans le cadre d'une crise de santé publique jamais vue.

Au fil du temps, les autrices et auteurs nous rappellent tristement que la gestion caquiste en était une populiste: un « contrat moral » pour se réunir en famille à Noël, et autoritaire, non basé sur la situation épidémiologique. Ce gouvernement a refusé d'impliquer des spécialistes reconnu·es dans sa cellule de crise, les directeur·rices régionaux·ales de santé publique sont bien souvent tenu·es à l'écart et apprennent les décisions politiques par les médias, il a fallu que les organisations syndicales se tournent vers la Commission des normes de l'équité de la santé et de la sécurité au travail pour que les masques N-95 soient fournis dans le milieu de la santé. Les journalistes et les citoyen·nes qui montrent les failles dans la gestion de la crise sont traité·es comme des empêcheur·euses de tourner en rond.

Concernant les décisions populistes et non basées sur la science, il est trop facile de se rabattre sur « *un présumé manque de connaissances scientifiques, sur le caractère "imprévisible" de la pandémie, sur des ressources "inadéquates" [ou] sur les gouvernements précédents* », comme l'écrit Julien Simard, codirecteur de l'ouvrage. Au contraire, Simard *et al*. montrent qu'à plusieurs moments charnières, l'information et les ressources étaient bel et bien disponibles, mais que Legault et sa bande ont plutôt choisi la voie de la gestion paternaliste avec les confinements, déconfinements, couvre-feux inutiles et approche répressive payante pour les services de police municipaux.

Cet ouvrage nous permet de sortir de la fiction racontée par la CAQ sur sa gestion de la pandémie. Mais lire le démantèlement de cette fiction page après page donne froid dans le dos. De quoi seront faites les prochaines années avec de telles personnes au pouvoir?

Eve-Marie Lacasse

ENFIN !
PHÉNOMÉNOLOGIE QUEER DE SARA AHMED
DANS TOUTES LES BONNES LIBRAIRIES

En se concentrant sur l'aspect « orientation » de l'« orientation sexuelle », Sara Ahmed examine dans cet ouvrage fondateur de la réflexion sur le genre ce que signifie pour les corps le fait d'être situés dans l'espace et le temps.

320 p., 31,95 $
21,99 $

Éditions de la rue Dorion
www.ruedorion.ca

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
CSN

Conseil central du Montréal métropolitain–CSN

www.ccmm-csn.qc.ca

Pour se syndiquer :
1-800-947-6177

REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES

ARTS VISUELS
LITTÉRATURE
CRÉATION LITTÉRAIRE
CULTURE ET SOCIÉTÉ
HISTOIRE ET PATRIMOINE
CINÉMA, THÉÂTRE ET MUSIQUE
THÉORIES ET ANALYSES

sodep
revues culturelles québécoises
SODEP.QC.CA

Vous avez un projet structurant en éducation, santé et saines habitudes de vie, pour de l'aide humanitaire ou des causes sociales?

Notre Fonds d'aide au développement du milieu (FADM) peut vous épauler dans vos projets!

Ce fonds constitué par la ristourne collective soutient également financièrement des organismes qui VOUS tiennent à cœur.

Faites-nous parvenir vos projets, vos demandes de dons ou de commandites tout au long de l'année.

Informations et dépôt des demandes :

Caisse Desjardins des Travailleuses et Travailleurs unis, Montréal | Desjardins.com - Engagement dans le milieu

Desjardins
Caisse des Travailleuses et Travailleurs unis
Engagée

LE TSO, C'EST UN ASSASSINAT PROFESSIONNEL.
Infirmières | Infirmières auxiliaires | Inhalothérapeutes | Perfusionnistes cliniques
fiq
fiqp

LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SONT AU FRONT PLUS QUE JAMAIS.
ENSEMBLE POUR CHACUN
csn.qc.ca/coronavirus
fsss CSN

Appel à manuscrits
Vous avez un projet d'essai en préparation ?
Un mémoire ou une thèse
dont vous aimeriez valoriser les résultats ?
L'Esprit libre accepte les manuscrits.
editions@revuelespritlibre.org
ÉDITIONS L'ESPRIT LIBRE

Boutique BERRI-UQAM
- Boutique informatique
- Épicerie en vrac
- Librairie générale, papeterie et jeux de société
Située dans la station de métro Berri-UQAM
coopuqam.com

à bâbord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

Tout le monde à bord !

Abonnez-vous en ligne
ababord.org/abonnement

ou en remplissant ce formulaire
et en le retournant à l'adresse ci-dessous :

Abonnements d'un an / 4 numéros

☐ Abonnement individuel	45 $
☐ Abonnement de soutien	60 $
☐ Abonnement individuel 2 an	85$
☐ Abonnement étudiant et faible revenu	30 $
☐ Abonnement électronique	30 $
☐ Abonnement institutionnel	70 $
☐ Don de soutien	_____

CES TARIFS SONT TAXES INCLUSES

Nom _____

Organisation / Institution _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Tel. _____

Courriel _____

Faites parvenir votre coupon et votre chèque à l'ordre de

SODEP (Revue *À Bâbord !*)
Service d'abonnement
716-460 rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H3B 1A7

TÉLÉCHARGEZ LE COUPON D'ABONNEMENT-CADEAU ET ENVOYEZ-LE PAR LA POSTE

zone libre
librairie indépendante • depuis 1982
262 Sainte-Catherine Est Montréal
Berri-UQÀM
www.zonelibre.ca 514.844.0756

SCFP
Syndicat canadien de la fonction publique FTQ
Une force pour les services publics de demain
scfp.qc.ca SCFP-Québec @SCFPQuebec SCFP-Québec

LE MOUTON NOIR
journal indépendant plus mordant que le loup !
moutonnoir.com

Chargé-es d'expertises
Chargé-es d'expériences
–
Chargé-es de cours

22 NOVEMBRE 2021
JOURNÉE NATIONALE DES CHARGÉES ET DES CHARGÉS DE COURS

fneeq CSN
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

UNE PRÉSENCE ESSENTIELLE EN CLASSE PARTOUT AU QUÉBEC

FEC CSQ
Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (CSQ)

LIBRAIRIE FÉMINISTE

L'Euguélionne

BOOKSTORE

1426 RUE BEAUDRY

LIVRES • ZINES • JEUNESSE • ART

INFO@LIBRAIRIELEUGUELIONNE.COM

@LIBRAIRIELEUGUELIONNE

@LIBRAIRIEFEMMTL

WWW.LIBRAIRIELEUGUELIONNE.COM